le Sauvage

travailleurs de tous les pays reposez-vous !

reposez-vous !



Mensuel N° 3 Juin-Juillet 1973 – 4 F


Lisez le "Sauvage"
et
démerdez vous!
MAJA

le Sauvage

ON NE VOUS LE FAIT PAS DIRE...
Courrier des lecteurs, page 6

ÉDITORIAL, page 7

ALTERNATIVE : **TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, REPOSEZ-VOUS !**
Et si le travail n'était pas la santé, *par Guy Sitbon*, page 8

POINT CHAUD : **LES FORÇATS DE LA NUIT**
Et si le travail c'était la mort ? *par Jean-Paul Gibiat*, page 14

POINT CHAUD : **MURUROA MON AMOUR**, page 18

POINT CHAUD : **LA GRANDE MANŒUVRE DES ARTILLEURS**
Le Canjuers aux militaires, le Verdon aux promoteurs, *par Jean-Pierre Sergent*, page 20

IMAGINATION : **LA VILLE EN FÊTE**
Lorsque La Rochelle descend dans la rue, *par Frédérique Lebelley*, page 25

ÉCOACTUALITÉS, pages 29, 30, 31

CONTACT : **PORTRAIT D'UNE RÉVOLUTION IMMINENTE**
1 000 lecteurs répondent au questionnaire du *Sauvage*, page 32

BANDE DESSINÉE : **LE BOLOT OCCIDENTAL**, *par Claire Bretécher*, page 36

TRIBUNE LIBRE : **LE CRÉPUSCULE DES IMBÉCILES**
Les fanatiques de la croissance mis en accusation, *par Konrad Lorenz*, page 38

VIE SAUVAGE : **LA PAROLE EST AUX INDIENS**
Il était une fois un Indien et son peuple, *par Darryl Wilson*, page 42

ALTERNATIVE : **HOMME LIBRE, TOUJOURS TU CHÉRIRAS LE VÉLO**
Eloge inconditionnel de la bicyclette, *par Serge Moscovici*, page 49

GUIDE ÉCOPRATIQUE :
Vacances en France, page 46 - Les produits de beauté, page 53 - Fiche poison : le vin, page 57.
Ecolivres, page 58

LE DOCUMENT DU SAUVAGE : **LES DÉMÉNAGEURS DE L'AQUITAINE**,
par Philippe Saint-Marc et *François Lourbet*, page 62

Encarts publicitaires, pages 3-4, 69-70

COUVERTURE : photo de Peter Winfield



POUR UNE SYNTHESE

En tant que militante écologique, j'ai besoin d'être informée au moins hebdomadairement des événement politico-écologiques. Il vous est impossible de le faire, alors donnez-nous au moins mensuellement une synthèse des nouvelles les plus importantes du point de vue environnement. De mon côté, je continuerai à faire de la propagande pour *le Sauvage*. J'espère beaucoup en votre revue et aimerais rester en dialogue avec elle.

ELÉONORE MOREAU,
Le Chesnay.

Notre rubrique « Eco-actualités » s'efforce justement de donner l'essentiel de l'actualité écologique du mois. Mais nous comptons beaucoup sur nos lecteurs pour nous signaler les « points chauds » locaux : nous diffuserons toujours leurs informations. Voilà le vrai dialogue.

LE GUIDE ET LE BLA-BLA

Pour l'instant, bravo pour avoir sorti *le Sauvage*, mais attention : vos lecteurs seront parmi les plus difficiles parce que leur avenir en dépend et qu'ils en ont marre des connerries du système. Je remarque que votre deuxième numéro est moins bon que le premier (estimation personnelle). Par exemple, plus de guide écopratique qui, en fait, devrait tenir au moins huit pages. Quant aux interviews de soi-disant grands personnages : du bla-bla, comme ils en ont toujours fait.

MICHEL GARDEREAU,
Cannes.

Supprimer le surtitre « guide écopratique » (qui revient d'ailleurs dans ce n° 3) ne signifie pas que le guide lui-même est supprimé. Et votre lettre nous surprend un peu car le guide du n° 2 comprenait 13 pages (fiche poison huile, écolivres, 12 idées de vacances, écodisques) auxquelles on peut ajouter les quatre pages consacrées aux lessives.

LE VRAI RETOUR A LA TERRE

Les écologistes du genre « retour à la terre » travaillent dur ; ils souffrent, oui. Mais certains ne tiennent-ils pas trop à le faire savoir ? On peut témoigner d'une expérience, mais trop de publicité auprès des journaux, des radios, de la télévision finit par irriter lorsqu'on songe que ces gens se veulent « marginaux ». Dans le village des Vosges que j'habite, il y a des paysans qui travaillent dur, quinze heures par jour. Qui en dira mot ?

JEAN-LUC GIRARD,
Lapoutroie.

Qui ? Nous.

PASSONS AUX ACTES

Informer et s'informer, c'est indispensable, et c'est très très bien. Mais insuffisant : il faut aussi agir, soi-même, individuellement. De façon aussi minime, aussi infime que ce soit, il faut que chacun « fasse quelque chose ». Voici ce que moi, toute seule, isolée, je fais : 1°) je fais la grève des emballages. Je refuse partout les sacs en plastique et tous emballages en disant bien haut pourquoi : papier = déboisement ; plastique = pollution. Tout cela = gâchis. 2°) Pour mes lessives, j'emploie exclusivement des copeaux de savon ; pour la vaisselle : savon de Marseille. 3° J'économise l'électricité : pas de sèche-cheveux, très très peu d'appareils électroménagers. 4°) J'achète l'eau minérale en bouteilles de verre, bien qu'elle soit plus économique en bouteilles de plastique. Suggérez donc à vos lecteurs d'agir ainsi. Ainsi et encore d'autres façons qu'ils inventeront et dont ils nous feront part. Il est démoralisant de s'informer seulement de toutes les monstrueuses nuisances actuelles ; il est réconfortant, revivifiant d'agir.

GERMAINE ASCHKINASI,
Paris.

ATTENTION AUX MEDICAMENTS

Puisque la santé publique ne vous est pas indifférente, peut-être accepterez-vous de soutenir une lutte engagée contre les laboratoires pharmaceutiques qui, profitant de leur « force de persuasion » auprès des pouvoirs publics, jettent sur le marché des médicaments dont on vante les bienfaits et dont on dissimule les méfaits... Bien entendu, les mass media et supports divers accueillent volontiers et sans restriction une publicitéé tapageuse et mensongère qui favorise un nombre important de décès et de maladies diverses. Ainsi, pour ne prendre pour exemple que l'acide acétylsalicylique (aspirine) commercialisé sous divers noms, et que l'utilisateur non averti absorbe pour le moindre rhume, ou en prévision d'un mal de tête, la littérature médicale relève 50 % d'hémathèses, des atteintes néphrétiques, hématologiques, dermatologiques, et même des effets tératogènes (gare aux femmes enceintes, et souvenez-vous de la thalidomide !).

G. LONGUET,
Paris.

PAS DE FATALISME

« C'est en faisant peur qu'on réussira », écrivait un lecteur dans votre dernier numéro. Qu'on réussira... à quoi ? Monsieur veut prêcher la catastrophe finale, annoncer la fin du monde pour, dit-il, « éveiller les masses ». Mais peine perdue ! La science, vieux rêve d'explication totale, est en pleine crise. Si vous en profitez pour affoler la « majorité silencieuse », non seulement vous risquez de la rejeter dans les bras d'un sauveur suprême (pourquoi pas un culte écologique ou un fascisme écologique ?), mais, en plus, de ne pas atteindre le but fixé : faire prendre conscience. Car si cette prise de conscience s'accompagne d'un fatalisme (qu'il faut combattre), au lieu d'éviter la catastrophe, vous la précipiterez.

ANONYME.

AU PRESENT

J'ose m'avouer extrêmement déçue que vous n'ayez encore fait aucune allusion au massacre de la forêt française. Au diable, monsieur les futuribles, les fulgurantes visions du Divin Marcuse sur l'Erotisme et l'Environnement. Le Présent est suffisamment dramatique pour qu'il mobilise une équipe comme la vôtre.

DENISE RUFF,
Paris.

1° Pour nous, Marcuse n'a rien de « divin » et nous n'avons pas l'impression de lui rendre un culte en le publiant. 2° Nous préparons un dossier sur le massacre de la forêt française que nous publierons sans doute dès la rentrée.

Ecrivez-nous, informez-nous, adresez vos lettres à : Christine Hemmet, Courrier des lecteurs, « Le Sauvage », 11, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

COMITÉ DE DIRECTION : Jean Daniel, Jacques Deshayes, Hector de Galard, Alain Hervé, Claude Perdriel, Philippe Viannay. DIRECTION : Directeur Général : Jean Daniel. Directeur de la Rédaction : Claude Perdriel. RÉDACTION : Rédacteur en chef : Alain Hervé. Rédacteur en chef adjoint : Pierre Ajame. Direction artistique : Catherine Pompanon, assistée de Michel Carlier. Secrétariat de rédaction : Christine Kamieniak-Fassina, Brice Lalonde. Assistante de la rédaction : France de Nicolay. Droits de reproduction : Ruth Valentini. ADMINISTRATION : Fabrication : Bernard Le Roy ; Guy-Edmond Mabilais. Promotion, Ventes, Abonnements : Bernard Villeneuve assisté de Jeanne Baraduc. Publicité : Lorraine de Moustier, Eva Binder.
Titre de la publication : LE SAUVAGE. Sous-titre : Le Nouvel Observateur - Ecologie. Adresse : 11, rue d'Aboukir - Paris-2e. Téléphone : 887-52-00. Périodicité : Mensuel. Directeur de la publication : Claude Perdriel. S.A. L'OBS. C.C.P. Paris 3 143-54. R.C. Seine 71 B 658. Vente au numéro : France 4 F. Algérie 4 din. Maroc 4 dir. Tunisie 400 millimes. Belgique-Luxembourg 40 FB. Suisse 3,50 FS. Canada 1,25 $. Imprimerie : Montsouris, 175, rue de Paris, 91300-Massy. Composition : Typo-Elysées, 91, avenue des Champs-Elysées, 75008-Paris. Copyright 1973 « Le Nouvel Observateur - Le Sauvage ». Publicité générale : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris - Tél. : 887-52-00. Abonnements : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris : 1 an : 43 F. Etranger : 53 F. Etudiant : 35 F. Diffusion : N.M.P.P. Commission Paritaire N° 54.071.

STOP NUCLEAIRE

Nader remarque que le pouvoir politique en Amérique est maintenant hors de prix (voir page 58). Devenir sénateur ou gouverneur coûte une fortune ; même celle des Kennedy ne pourrait y résister. L'indispensable pour devenir président des Etats-Unis est passé en vingt ans de quelques millions à 300 millions de dollars. C'est par ce chemin, d'abord, que la démocratie aux Etats-Unis disparaît pour laisser place à ce que J.K. Galbraith appelle le pouvoir de la technostructure.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais nous souffrons gravement d'une autre forme d'atteinte à la liberté : le mensonge, appelé parfois plus poliment démagogie.

« Il dépend de nous que notre modèle soit plus humain. Pour mieux préciser ma pensée, j'indiquerai que je songe, notamment mais pas exclusivement, à l'exemple suédois. » (Jacques Chaban-Delmas s'adressant à l'Assemblée nationale le 26 juin 1969.)

« Y a-t-il un pays qui vous paraisse un modèle ? »

« Disons la Suède — avec plus de soleil. Puisque vous tenez à une référence. » (Georges Pompidou répondant à *l'Express* le 9 juin 1969.)

Voilà qui n'est pas vrai : le gouvernement suédois vient d'annoncer l'arrêt pour le moment de toute construction de centrale nucléaire en attendant d'en savoir plus sur les risques courus; encouragé par le Suédois Alvern, Prix Nobel de Physique 1970, président du Groupe Pugwash, qui, comme des centaines de savants, lutte contre leur développement. Dans le même temps, l'E.D.F. nous annonce la mise en chantier prochaine de *cent* centrales nucléaires, ce chiffre devant probablement être porté à deux cents dans les vingt-cinq années à venir.

Les risques sont pourtant considérables et sur ce point, les défenseurs de cette forme d'énergie ne les nient même pas. Aucune construction humaine ne peut être totalement fiable, on le voit bien avec le sommet actuel de la recherche, qu'il s'appelle Spoutnik ou Skylab. A plus forte raison, cette fiabilité n'est pas assurée quand la garantie de bon fonctionnement doit porter sur des dizaines, des centaines d'années. En théorie, les promoteurs des centrales nucléaires ont raison, il est possible d'empêcher les déchets radio-actifs de se répandre dans le sol, l'air ou l'eau environnants. En pratique, avec l'accumulation des déchets, leur nombre et leur dispersion surtout, la sécurité absolue est impossible, les accidents certains, et ils ont une bonne chance d'être très graves. Et puis cette énergie doit être compétitive.

C'est parce que le prix de l'énergie thermique a doublé en dix ans et va augmenter bien plus rapidement dans les années à venir du fait de la pénurie que le recours à l'énergie nucléaire devient inévitable. Mais la protection contre les radiations coûte cher et dans le cas des déchets du C.E.A., par exemple, c'est aussi pour des raisons financières que la protection est techniquement mal assurée. Il en sera de même dans les futures centrales, une fiabilité des déchets radio-actifs à 99,99 %, encore insuffisante, sera trop coûteuse, il faudra se contenter de moins. Oui, disent les experts et autres économistes, mais dans la société industrielle actuelle, dont nous devons assurer la croissance, impossible de faire autrement. La demande croît d'une façon telle que l'énergie hydraulique ou thermique disponible est insuffisante.

C'est vrai, il faut des kilowatts pour chauffer, éclairer, élever le niveau de vie de l'énorme partie de la population encore sous-développée (saviez-vous qu'aux Etats-Unis même, 3 000 000 de personnes souffrent de malnutrition ?). C'est vrai aussi, construire des centrales nucléaires nous enfonce un peu plus dans un univers technique inhumain qui tend à nous détruire.

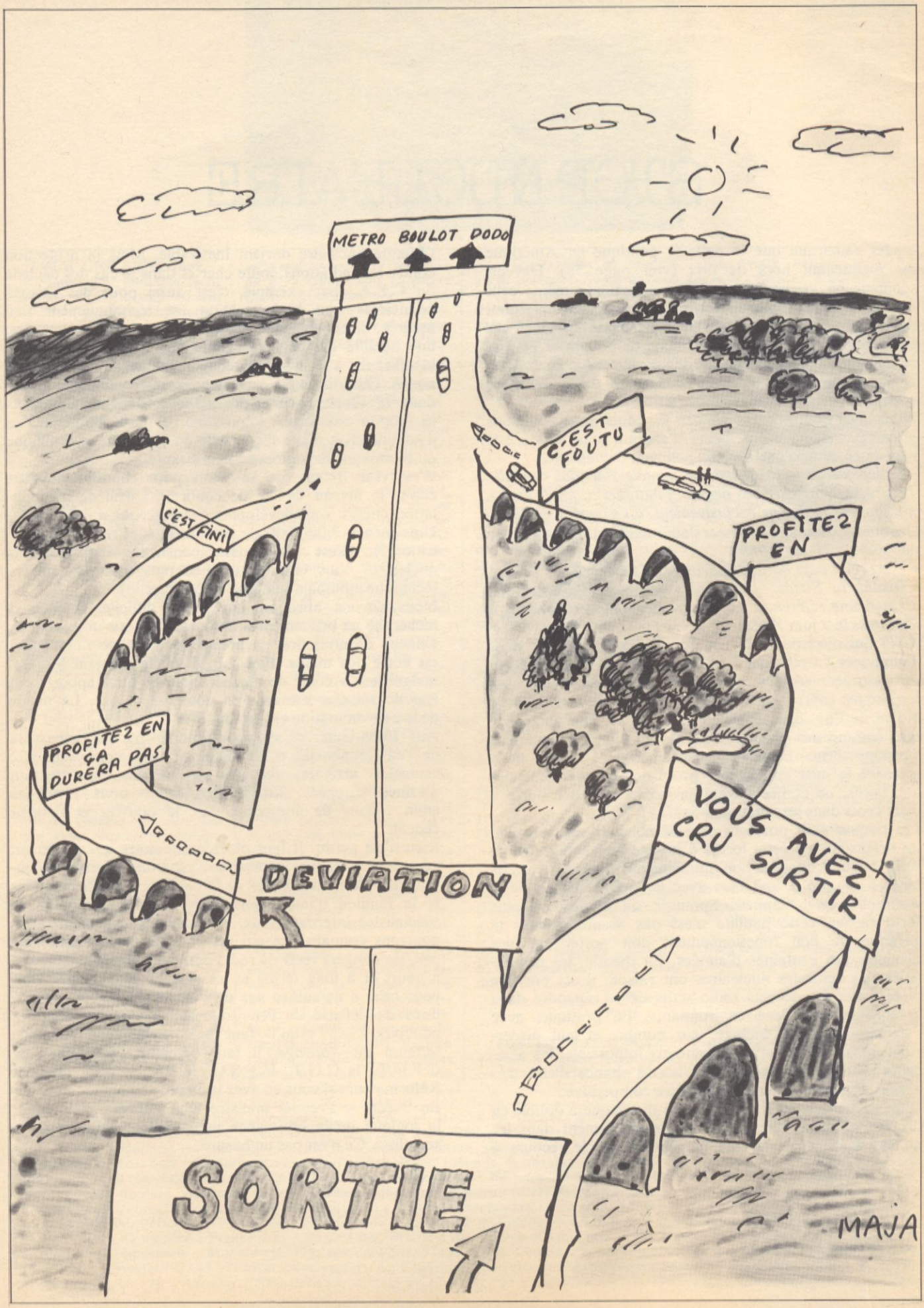
Nous devons affronter une vérité difficile. Science et recherche ne peuvent plus nous rassurer sur notre avenir. Chacun de nous doit en prendre conscience : notre sort est entre nos mains. Fiat, I.B.M. ou la General Motors, malgré leur volonté de récupération, ne nous apporteront aucune solution car ils n'en connaissent pas. La magie de la consommation est détraquée.

Aux Etats-Unis, les succès remportés par les défenseurs de l'environnement et de l'écologie sont considérables : centrales arrêtées, forages interrompus, construction d'usines stoppées. En France, nous nous réveillons enfin : dans de nombreux cas, le pouvoir et l'argent cèdent.

Rien n'est perdu. Il faut obtenir que notre gouvernement adopte le moratoire nucléaire, c'est-à-dire l'arrêt momentané dans le monde entier de la construction des centrales et la réunion d'une commission d'études composée de spécialistes internationaux. Alors, alors seulement, nous pourrons connaître ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, les dangers réels de radio-activité en marche normale à court et à long terme et les risques d'accidents. Mais pour cela, il ne suffira pas de s'inscrire dans les associations de défense de l'environnement, c'est au sein des pouvoirs qu'il faut agir. Selon vos opinions, lecteurs du *Sauvage,* il faut défendre l'écologie à la C.F.D.T., la C.G.T., le P.S.U., le P.S., le P.C., chez les Réformateurs si vous en avez le cœur.

En Suède, le Premier ministre Olaf Palme a pu bloquer la logique de la croissance industrielle. Olaf Palme est socialiste. Ce n'est pas un hasard.

Le Sauvage.

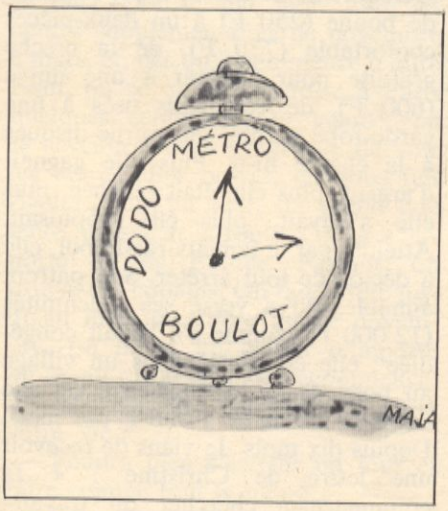

METRO BOULOT DODO
C'EST FOUTU
C'EST FINI
PROFITEZ EN
PROFITEZ EN ÇA DURERA PAS
VOUS AVEZ CRU SORTIR
DEVIATION
SORTIE
MAJA

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS REPOSEZ-VOUS !

Travail-famille-patrie... Le travail, c'est la santé... Si tu ne travailles pas, tu n'arriveras à rien... Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage... Et si tout cela n'était qu'une vaste imposture ? Si le travail, à de rares exceptions près, n'était qu'un mythe inventé par les exploiteurs pour tenir en laisse les exploités ? Guy Sitbon a rencontré des gens qui le pensent et qui, logiquement, tentent de bannir le travail de leur vie. Sa conclusion : essayons de commencer tout de suite. Sans attendre l'an 01.

Tout est arrivé en même temps. Un jour, j'apprends que dans quelques années tout le pétrole de la Terre sera épuisé, que la machine s'arrêtera de tourner et que l'énergie atomique elle-même ne reculera l'échéance que de quelques années. Le jour suivant, on m'annonce que, même si on découvrait encore de nouvelles sources d'énergie, les hommes seront de toute façon étouffés par un air irrespirable et que les masques à gaz ne seront que de médiocres palliatifs. Puis on me dit : au cas absolument invraisemblable où l'on échapperait à ces dangers, les terres cultivables sont en train de diminuer en surface à cause de l'érosion, les engrais chimiques achèvent celles qui restent fécondables et nous mourrons de faim quoi qu'il arrive. S'il n'y avait que nos quelques copains gauchistes pour m'en menacer, je ne m'affolerais pas. Mais l'alarme est lancée par les savants et les hommes d'Etat les plus graves, de l'université de Boston au président de la Commission européenne, en passant par tous les gouvernements et les patrons des pays les plus capitalistes. Si ceux-là mêmes qui n'ont pas l'habitude d'être toujours prévoyants sont en alerte, c'est que les choses vont au plus mal.

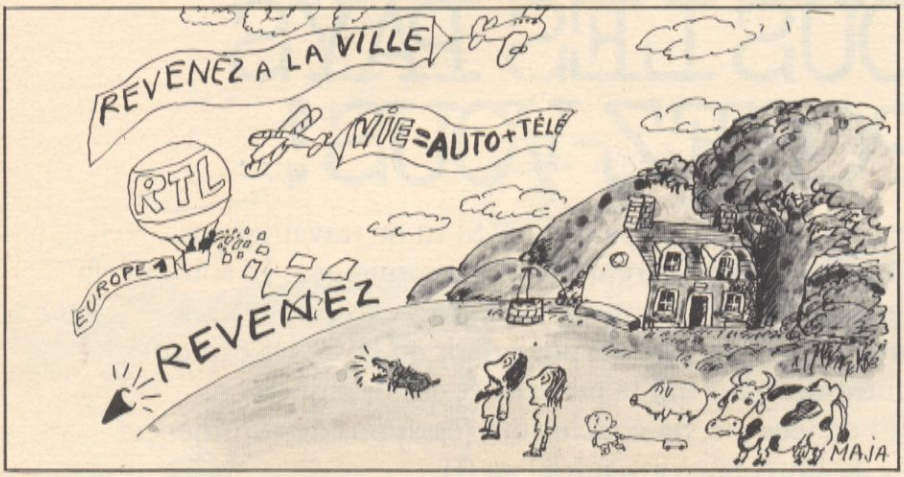
Après avoir reçu ces nouvelles, mon espérance dans les lendemains qui chantent a déjà commencé à se tempérer. Elle s'est glacée lorsque j'ai appris que tous les océans et les fleuves seront d'ici peu — s'ils ne le sont déjà — des égouts mortels, que la source apparemment la plus pure est du cyanure dilué et qu'avant la fin de mon espérance de vie la Terre entière sera une poubelle puante dans laquelle nous nous marcherons sur les pieds tant nous serons nombreux. Et pourquoi tous ces malheurs ? Parce que, me dit-on, nous produisons trop. Nous nous réveillons le matin de bonne heure pour aller au bureau ou à l'usine, nous y restons toute la journée pour fabriquer et distribuer des tas de choses et nous ne nous reposons la nuit ou le dimanche que pour mieux produire le lendemain. Or, il se trouve, par un heureux hasard, que nous sommes quelques-uns, peut-être même un très grand nombre, à pouvoir apporter une contribution décisive au salut de l'humanité. Avec modestie, mais aussi avec la conviction profonde de figurer un jour parmi ceux qui ont changé le cours de l'histoire par le sacrifice de leur personne. Nous réveiller de bonne heure ? nous détestons. Pointer à l'usine ou au bureau ? nous haïssons. Travailler huit heures par jour ? nous abhorrons. Nous sommes prêts, sans condition ni tergiversation, à cesser de travailler et de produire immédiatement. Nous donnerons ainsi le bon exemple et, sans être présomptueux, nous pouvons garantir qu'à très court terme, avant deux ou trois ans, le travail humain aura totalement cessé sur toute la surface de la Terre ; ainsi l'homme sera sauvé.



Avant de faire démarrer cette inéluctable opération-sauvegarde, je voudrais poser un tout petit problème. Une fois que tous les bras seront retombés, lorsque l'eau coulera douce et légère des montagnes jusqu'au pont de la Concorde, lorsque l'air sera aussi pur place de l'Opéra qu'au centre des forêts amazoniennes, lorsqu'enfin nous aurons établi les conditions de notre survie, comment survivrons-nous ? Nous abandonnerons les villes ? J'imagine : les fruits des jardins publics et même ceux du bois de Vincennes ne produisent, il faudra bien le constater, qu'une quantité insuffisante de vivres pour la population parisienne. Même une ville de 10 000 habitants, je le crains, ne s'en sortira pas. Il n'y aura pas d'autre issue que l'évacuation, pas forcément précipitée (il restera quelques stocks chez Inno et aux Galeries Lafayette), mais tout de même rapide, avant que la faim n'oblige les citadins à manger les citadins.

Il me faudra donc me résigner à quitter mon deux-pièces-cuisine-salle de bains, alors que je finissais presque de le payer et que son prix a doublé depuis que je l'ai acheté. Les intérêts privés doivent s'effacer devant l'intérêt général : je partirai. De préférence vers le sud, il y a davantage de ▸

Ceux qui font le coup de la communauté dans les Cévennes



soleil. Le pompiste ne sera pas là, ni le chef de gare : nous nous retrouverons porte d'Italie à pied ou à bicyclette ; en route, nous faucherons quelques pommes et un poulet. Nous constaterons qu'une grande partie de la France est déjà cultivée avant d'arriver sur une terre abandonnée où enfin quelques-uns d'entre nous pourront redevenir paysans.

L'an 01 est un mythe, me dira-t-on. Il y a des mythes utiles parce qu'ils indiquent une direction ; l'an 01 mène à une impasse. Il y a des mythes qui rendent heureux parce qu'ils donnent un espoir ; l'an 01 mène au désespoir, car, même si certains croient qu'on y arrivera un jour, nous savons bien qu'on ne s'engagera pas dans cette voie durant notre vie. Je tenais d'entrée à le dire.

La plupart des gens exercent un travail. Pour gagner de l'argent et exclusivement pour cette raison. Du moins, lorsqu'on les interroge, c'est ce qu'ils répondent. S'ils n'avaient pas besoin d'argent, disent-ils, ils ne travailleraient pas, ils iraient habiter à la campagne, ils voyageraient, ils liraient et écouteraient de la musique, ils feraient « ce qu'ils ont envie de faire » et, pourquoi pas, « ils ne feraient rien ». C'est le rêve le plus répandu. Certains le réalisent.

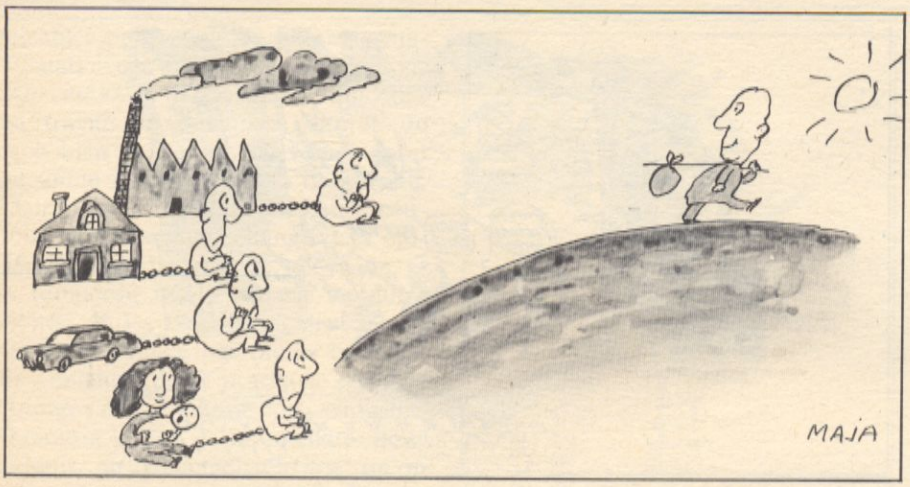
Christine a vingt-trois ans, une fille de quatre ans conçue distraitement en mai 1968 entre deux manifestations avec un étudiant trotskiste homosexuel. En 1969, le trotskiste est devenu maoïste, peintre et exclusivement pédéraste. Quant à Christine, elle est devenue secrétaire et fille-mère. Très appréciée par son patron, elle est passée de 1 200 à 2 500 F par mois en trois ans, de dactylo à secrétaire de direction, d'une chambre de bonne (250 F) à un deux-pièces confortable (750 F), de la crèche gratuite pour l'enfant à une nurse (600 F), de vêtements usés à une garde-robe garnie, du tourne-disques à la chaîne hi-fi. Plus elle gagnait d'argent, plus elle était fauchée, plus elle s'élevait, plus elle s'épuisait. Atteinte par le fameux ras-le-bol, elle a décidé de tout arrêter. Son patron, aimable, lui a versé ses indemnités (12 000 F) comme s'il l'avait congédiée ; elle est partie dans un village au bord de la Méditerranée où elle dépense moins de 1 000 F par mois. Depuis dix mois. Je viens de recevoir une lettre de Christine : « Je commence à chercher du travail ; dans mon village, il n'y a rien, je vais peut-être aller à Nice, etc. » S'arrêter de travailler, bien sûr... mais vite on se retrouve, comme Christine, à la recherche d'un nouveau travail, d'au moins un peu d'argent, puis de beaucoup d'argent, jusqu'au prochain ras-le-bol, et on recommence.

Christine s'y est prise très mal. Elle est partie toute seule avec sa fille ; isolée, elle ne pouvait pas faire grand-chose. D'autres amis sont partis en groupe. Ils ont fait le coup de la « communauté des Cévennes ». Pour eux, ce ne fut pas tout à fait dans les Cévennes. Ils ont racheté avec leurs quatre sous d'économie une ferme pour vivre à l'air et ne pas être « exploités ». Au début, ils tiraient l'eau du puits à la corde, puis ils ont découvert qu'avec une vieille poulie trouvée dans le garage, c'était beaucoup moins fatigant. Ils avaient deux voitures dans la cour, mais ils venaient de réinventer la roue. Ils avaient l'intention de subvenir à tous leurs besoins et ils tissaient sur un métier, fabriqué par eux, l'étoffe de leurs vêtements. Puis ils se sont rendu compte qu'avec un seul veau vendu au boucher du village, ils se procuraient l'habillement de toute l'année. Ils ont ainsi réinventé la division du travail. Puis ils en sont venus aux engrais et aux tracteurs et ils ont réussi. Ils travaillent dix à douze heures par jour, ont encore moins le temps d'aimer et de chanter qu'à la ville et apprennent que le travail du paysan est moins bien rétribué que celui du citadin, et que c'est peut-être l'une des inégalités les plus grandes de cette société. A part ça, ça va, ils sont devenus des petits agriculteurs.

D'autres ont aussi fait le coup du retour à la terre, mais n'ont pas voulu se laisser avoir par la productivité. Ils glandent. De temps en temps, l'un d'entre eux va faire n'importe quoi à la ville et revient avec 100 ou 500 F, on chaparde un peu dans la région, les voisins s'en aperçoivent, les gendarmes arrivent, c'est la débandade. Ce n'est pas toujours aussi grave : on arrive parfois à vivoter avec un petit commerce de limonade pas trop fatigant, mais on ne résout rien. Prenons le cas de ces deux étudiants en médecine. Ils étaient ensemble en quatrième année et refusaient l'un et l'autre de s'abrutir un jour dans un cabinet à gagner deux millions par mois. L'un a tout laissé tomber pour aller à la montagne fonder un restaurant pour touristes. L'autre a continué et gagne aujourd'hui 2 800 F par mois dans la recherche biologique. Ils ont tenu leur promesse de façon différente, on ne peut pas dire que l'une vaut bien l'autre, mais tout le monde n'est pas chercheur comme Alain.

Alain, trente-deux ans, travaille dans un laboratoire à Paris. Il n'est pas seul comme un artisan. Au-dessus de lui : des patrons ; au-dessous des assistants : des laborantines. Cette hiérarchie, il ne la subit pas. Seuls lui importent son travail et les résultats auxquels il aboutit. Ce travail est parcellisé à l'extrême. Pasteur cherchait à percer le mystère d'une maladie, y parvenait et avait ainsi achevé son ouvrage comme un cordonnier fabriquait tout seul une chaussure, ou plutôt comme Montgolfier fabriquait le premier aéronef.

Ceux qui échangent leur liberté contre un salon Lévitan



Des millions de savants dans le monde vont dans la même direction qu'Alain. Chacun a choisi d'étudier une toute petite fraction du problème — la thérapeutique du cancer — et passe son temps, peut-être sa vie, à élucider une infime question. Aux vacances de Pâques, alors que la plupart des Parisiens quittaient la ville, Alain, samedi, dimanche et lundi, était penché sur son microscope électronique. Il lui arrive souvent de travailler douze heures par jour et il n'envie pas les autres médecins qui ont « réussi », collectionnent les résidences secondaires et les actions en Bourse. Alain est satisfait de son travail. D'une certaine manière, il est vrai, c'est un *drop out :* il a abandonné le convoi qui l'aurait mené comme les autres médecins à soigner des grippes et à délivrer des congés de maladie. Il a refusé de courir derrière le fric et il en est heureux. Bien qu'il ait deux enfants, il a suffisamment d'argent.

Toute la question, pour ceux de la classe moyenne, est de savoir où commence ce « suffisamment » et surtout où il finit. De dix-huit à vingt-deux ans, il peut se situer autour de 800 F par mois. Comme pour Marc et François. Ils ont l'un et l'autre un C.A.P. de typographe. Ils connaissent les combines pour trouver de l'embauche rapidement. Ils partagent leur appartement avec un troisième copain. Ils échangent les nippes, les disques et parfois les filles. Ils travaillent cinq ou six mois par an. Comme ils acceptent n'importe quel emploi, ils se retrouvent souvent dans de petits ateliers sordides, en sous-sol, mal aérés. « C'est pénible, explique Marc, mais on s'en fout : on sait que ça ne durera pas longtemps. On se fait 2 000 F par mois avec les heures supplémentaires de novembre à mars, et, dès qu'il commence à faire beau, on se casse. On reste à Paris quelques semaines. On glande, on se réveille à midi ; rien que de voir les autres aller bosser, ça nous fait rigoler. Puis un jour, on prend une tente, un sac et la route. On va n'importe où en France. Partout, on trouve des copains. On fait la fête jusqu'au mois d'octobre ou de novembre. En hiver, un boulot n'importe où et, au printemps, on recommence.

— Et vous allez continuer ça toute votre vie ?

— Faudra bien s'arrêter un jour et faire comme tout le monde.

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas. Si je me marie, par exemple, je prendrai sûrement un travail régulier.

— Et tu crois que tu vas te marier ?

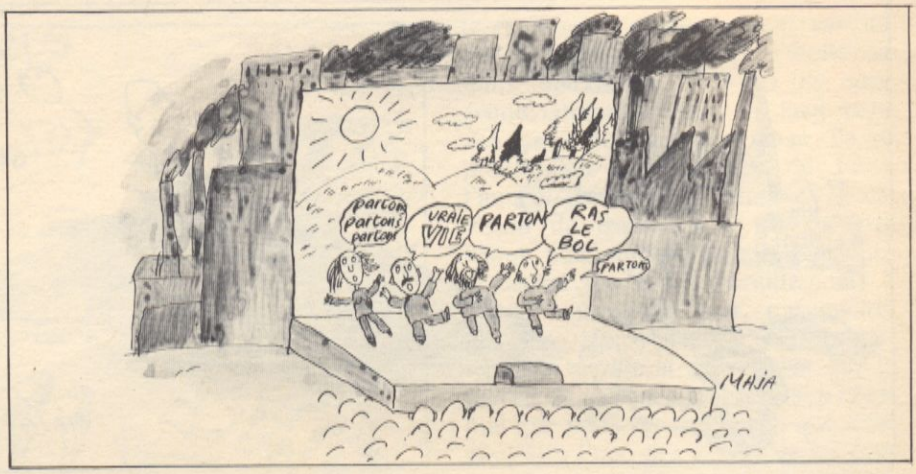
— Oui, sûrement. »

Marc travaille parce qu'il est obligé de gagner un minimum, mais, contrairement à Alain, le chercheur, son travail ne lui apporte aucune satisfaction. Il est néanmoins parvenu à le maîtriser, différemment qu'Alain, à sa manière. C'est un privilège provisoire, il le sait. Bientôt, Marc se mariera : « Bien sûr, dit-il, tout changera à ce moment-là ; j'aurai un appartement, des meubles, une voiture et je serai obligé de travailler toute l'année. » L'échéance lui paraît inévitable. Rien ne peut l'empêcher de passer d'un état où ses besoins et son travail sont réduits au minimum à un autre où les besoins et le travail obligatoire sont poussés au maximum.

Marc est lucide. Il n'a que cinq ou six chances sur cent d'échapper au destin que la société a conçu pour lui. Entre vingt-deux et vingt-quatre ans, normalement, on est mis sur les rails. Même s'il ne se marie pas, il entrera dans le rang. Ne pas être comme tout le monde procure un sentiment d'insécurité que l'orgueil de la singularité ne compense pas. Comme tout le monde, Marc louera un appartement cher, peut-être même l'achètera-t-il, il changera de voiture tous les quatre ans, préférera l'entrecôte aux bas morceaux et aimera montrer aux rares amis qui lui resteront les beaux objets qui meublent son appartement. Dès ce moment, plus jamais il ne pourra échapper au monde du travail forcé. Il fera tout ce que les règles de notre époque autorisent à demander à un salarié. Aujourd'hui, un mot de travers du chef d'atelier et il se barre ; demain, il pensera de la dictature patronale qu'elle est normale. A vingt ans, 800 F par mois, c'est suffisant, à vingt-cinq ans 2 000 F, à vingt-huit ans 3 500 F. Là Marc sera arrivé à la limite du temps de travail qu'il a le droit de vendre. Il aura échangé sa liberté contre un salon Lévitan.

Pour moi, qui suis arrivé en France il y a moins de dix ans, ce système est assez surprenant. Je suis né dans un pays — la Tunisie — et à une époque — peu avant la guerre — où le rapport au travail était radicalement différent. Dans mon village, on n'attendait pas d'arriver à sa majorité pour commencer à travailler. Dès que j'ai eu la force physique de porter quelques kilos — vers six ou sept ans — j'allais à la fontaine, un seau sur la tête, remplir les réserves de la maison. Parfois, je le faisais pour la voisine et je recevais en échange un gâteau au miel ou un gros baiser sur la joue. Le cordonnier réparait ou fabriquait une chaussure lorsqu'on lui avait passé une commande. Si toutes les chaussures du village étaient en bon état ou si personne n'avait les moyens de s'en payer, il mettait son tabouret au bord du trottoir et hachait son hachisch sur une planche tout en discutant avec les passants. Quand il voyait passer un client, il lui arrivait de dire : « Toi, d'ici deux ou trois mois, il va falloir que tu m'apportes ta chaussure droite à ressemeler. » Le maréchal-ferrant, les commerçants, ▸

Ceux qui surveillent des machines qui marchent toutes seules



les cultivateurs, tout le monde travaillait lorsqu'il y avait quelque chose à faire, c'est-à-dire rarement. Ceux qui n'avaient ni terre ni boutique ne faisaient rien. On leur demandait parfois un coup de main, ils essayaient de se rendre utiles, on les aidait à l'occasion. Ils n'étaient pas chômeurs : c'était naturel qu'ils ne travaillent pas puisque ce n'était pas le temps de la récolte. On jouait aux cartes dans les cafés, où presque personne ne consommait, on bavardait allongés sur des nattes, les vieux fumaient l'herbe qu'ils avaient cultivée eux-mêmes. Une fois par an, on allait à la cueillette des olives. Ça durait un, deux, parfois trois mois si la récolte était bonne. Femmes, enfants, cordonnier, tout le monde s'y mettait, en criant. C'était la grande fête du travail. Les charrettes arrivaient jusqu'au bord des arbres, chargeaient les olives sombres et dodues dans des grandes mesures de vingt litres et fonçaient à 10 kilomètres à l'heure vers les pressoirs. La récolte passée, tout le monde était — plus ou moins — riche. Le journalier avait son salaire, le propriétaire le produit de la vente, le presseur et le commerçant avaient aussi pris leur part. Presque toute l'huile était exportée vers la ville ; en échange, on recevait du blé, des épices, du fil, des allumettes jusqu'à la semaine suivante. Parfaitement inégalitaire, mon village était néanmoins une vraie communauté. Le travail n'était pas parcellisé, chacun savait bien ce qu'il faisait et pourquoi il le faisait, personne ne s'abrutissait à la chaîne. Il est vrai qu'on ne mangeait de la viande que les jours de fête, que trois années de sécheresse successives avaient mené la population aux frontières de la famine, que les deux épidémies de typhus dont je me souviens avaient transformé le village en morgue pendant des mois, que l'espérance de vie était de moins de trente ans (elle frise les soixante-dix en Europe aujourd'hui). Nous formions une société heureuse, mais immobile, sans recherche ni espoir, si ce n'est la perspective du paradis éternel, bien utile dans de telles conditions. Dire que nous survivions serait exagéré, nous nous contentions de reproduire.

Arrivé en Occident, on trouve un changement. On découvre des hommes qui ont fait cette découverte fantastique : utiliser toutes les possibilités de l'intelligence au profit de l'homme. Ici, que la pluie tombe ou non, on ne mangera pas moins bien en ville, où on ne cultive pourtant aucun radis. Ici, en dehors de quelques minces poches de pauvreté, on a satisfait tous les besoins primaires : on n'a jamais faim, on n'a jamais froid, on vit deux fois plus longtemps. Ici, l'homme commence à devenir un homme en cherchant à dépasser chaque jour son acquis de la veille. On a commencé à remplacer la reproduction par la recherche, c'est-à-dire l'animal par l'homme. Comment a-t-on procédé pour y arriver ? Quelques-uns — appelons-les capitalistes, c'est faux mais plus commode — ont déployé une longue chaîne — appelons-la l'argent — pour plier les hommes à leur volonté. Ils ont appelé ce phénomène la liberté, l'égalité, et pour rigoler un peu, ils y ont ajouté la fraternité. Alors que, très précisément, ils allaient faire disparaître la vraie liberté et faire oublier le sens même du mot fraternité. Mais, en même temps, ils ont tout changé.

La force de l'homme est multipliée par plusieurs milliards. On bricole le cours d'un fleuve et on en fait une centrale électrique. D'un seul bond, le rôle de l'énergie musculaire s'éteint, au point où on se demande si les bras servent encore à autre chose qu'à faire l'amour. J'ai visité la centrale E.D.F. de Saint-Ouen qui fournit une grosse partie de l'électricité de Paris. Dans une immense usine, il y a six ouvriers assis sur un fauteuil qui vérifient distraitement sur un écran de télévision que tout fonctionne bien. L'automation et les ordinateurs font tout le travail ; il est moins fatigant de conduire cette usine qu'une voiture.

« Vous ne vous ennuyez pas trop ? leur ai-je demandé.

— Non, on discute entre nous, on va aux cours de perfectionnement et parfois, quand quelque chose ne va pas, on alerte le service d'entretien. »

Chez Renault, certaines pièces très complexes sont entièrement fabriquées par une machine contrôlée par un ordinateur. Au *Times* à Los Angeles, j'ai bu le coca-cola avec les linotypistes pendant que leurs machines travaillaient pour eux.

« Qu'est-ce que vous faites ?

— On surveille.

— Mais une seule personne pourrait surveiller dix machines. Vous avez chacun la vôtre comme si vous la faisiez fonctionner vous-même.

— C'est la règle. »

Lorsque la direction a décidé d'automatiser les machines, les syndicats ont accepté à condition qu'on ne procède à aucune réduction de personnel. Plutôt que d'affronter une grève qui aurait pu lui être fatale comme au *Herald Tribune* de New York, le *Times* a préféré céder. Quand un ouvrier qui ne fait rien part à la retraite, on en embauche un autre pour le remplacer.

« Mais c'est stupide, dis-je à l'ouvrier ; vous seriez mieux chez vous plutôt que de rester ici dans le bruit.

— Il faut bien gagner sa vie. »

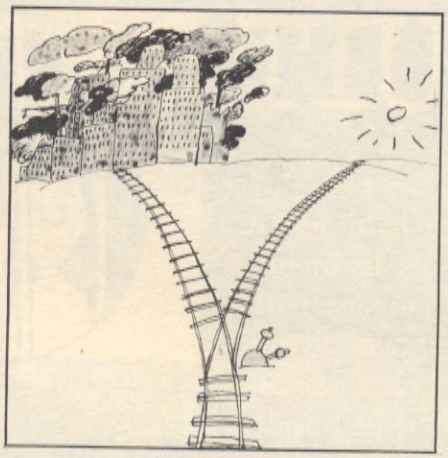
Le système industriel capitaliste est parvenu à des prodiges, mais en même temps à des aberrations qui donnent le sentiment que, décidément, quelque chose ne tourne pas très rond. Le même ordinateur qui effectue à lui seul des opérations in-

Ceux qui feront de la gymnastique en balayant les rues

faisables par les plus prodigieux mathématiciens exige pour le nourrir des centaines d'opérateurs qui font un travail répétitif sans intérêt. Je crois bien que dans mon village natal personne n'aurait accepté de le faire. Mais il est vrai qu'aujourd'hui beaucoup de choses ont changé. Les épidémies ont disparu, la télévision et la radio ont fait découvrir un autre monde, et les Nord-Africains débarquent en France par pleins bateaux. Ils veulent voir et pratiquer ce pays étrange où il suffit de travailler comme à la fête de la cueillette pour obtenir en échange tout ce qu'on veut. Ils découvrent vite qu'ici ce n'est pas la fête, mais l'esclavage, que les Européens leur laissent les tâches dont ils ne veulent plus. Un de mes « pays », Mansour, dort la nuit chez un marchand de sommeil dans une chambre avec trois copains. Le jour, il construit à Montparnasse un hôtel de luxe, le prochain Sheraton. Il n'établit pas de rapport entre sa chambre et celles qu'il construit ; il ne pense qu'au retour au pays avec un petit magot pour ouvrir un restaurant. Les Européens, eux, qui ont tout de même appris beaucoup depuis deux siècles, font le rapport et, autour de Mansour, il n'y a pas un seul ouvrier français.

L'objectif immédiat du Français moyen : ne rien foutre et, si possible, faire ramer les autres à sa place. La réalité : on travaille sans arrêt et on rame pour d'autres. L'aspiration : les vacances les plus longues possible. En fait, les vacances sont généralement gâchées par quelque chose et on passe l'année, malheureux, à maudire le présent en attendant août.

La bourgeoisie avait eu grand mal à faire du travail, que l'aristocratie méprisait, une vertu. Il y a encore dix ans, quelle plus grande fierté que d'être un « bon et brave travailleur » ? Aujourd'hui, ça fait pouffer de rire. Mais, comme on est tout de même obligé de travailler, on se réfugie dans des mythes minables : la vedette qui devient célèbre et milliardaire en chantant deux chansons. Le mois dernier, les adolescents ont rêvé pendant des heures sur cette photo reproduite sur deux pages en couleur dans *Salut les Copains :* Claude François, une valise Vuitton sous le pied, un manteau super sur les épaules et,



derrière lui, son avion personnel qui l'attendait. Plein de fric, rien foutre : voilà ce qui reste de la fête de mai 1968. On a remplacé la foi dans le paradis éternel de nos pères par le rêve d'un paradis terrestre. Au moins l'éternité de l'âme aidait à mourir bien ; le mythe 1973 permet simplement de vivre mal.

Une fois le travail, et d'abord le plus pénible, repoussé, comment cette société continuera-t-elle à fonctionner ? Il y a les apocalyptiques qui annoncent : un jour, il faudra enfermer les travailleurs dans des camps et les faire surveiller par des gardes armés de mitrailleuses pour qu'ils ne s'échappent pas. Il y a les optimistes : une bonne guerre civile qu'on appellera révolution rendra, après une petite dictature, tous les hommes frères en mettant au pouvoir les ouvriers. Il y a les patients : les choses s'arrangeront lentement; d'ici un ou deux siècles, tout ira bien. Point de rencontre entre toutes ces voies : nous mourrons dans un monde où le rapport de l'homme à son travail restera aberrant. Heureusement, il y a les fous qui proposent : commençons tout de suite.

Allons au plus urgent et au plus évident : le gaspillage. Travailler à fabriquer des objets peu robustes pour pouvoir les remplacer rapidement, voilà qui restera toujours incompréhensible. Que faire ? Obliger les compagnies à fabriquer du meilleur matériel ? Possible, mais difficile. D'ores et déjà, nous pourrions conserver le plus longtemps possible les objets dont nous disposons. Par exemple, mettre « à la mode » la voiture qui tient ses 300 000 kilomètres en apprenant à la bricoler, être fier d'une paire de chaussures qui a tenu quatre ans, juger de mauvais goût une robe neuve ou se flatter auprès de ses amis d'avoir réduit ses dépenses de moitié. Qu'une fraction « leader » de la petite bourgeoisie lance ces comportements, et ils pourraient se généraliser, comme la minijupe portée par une étudiante londonienne a fini par se répandre chez toutes les filles de sept à soixante-dix-sept ans. L'industrie, qui s'adapte vite, en tiendrait compte et les effets sur le travail et le mode de vie se manifesteraient rapidement.

Autre chose : il y a ceux qui travaillent de leurs mains et ceux qui travaillent dans les bureaux. Mettre les ouvriers à temps partiel à la place des cols blancs serait difficilement acceptable par le système et peut-être impossible à réaliser immédiatement. Mais ceux qui ne font aucun effort physique, qui voient leurs membres s'atrophier ou vont dans des salles de gymnastique essayer de faire revivre leurs muscles prématurément vieillis... Beaucoup d'amis y vont, j'y suis parfois allé. Ne pourrions-nous consacrer deux heures de travail gratuit à un chantier de construction ou au balayage des rues de la ville ? Nous n'aurions plus à payer les marchands de sueur, ce serait utile et finalement amusant. Il ne s'agirait pas de « s'établir », tout continuerait comme avant, avec simplement un petit jeu nouveau.

Si on allait encore un peu plus loin ? Intellectuels, cadres, petits-bourgeois, nous pourrions commencer à nous dire que les minables privilèges dont on nous a affublés et que nous avons recherchés ne nous mènent qu'à des impasses, pourrissent les rapports entre nous et avec les autres, qu'il est plus important d'avoir de bons copains que d'avoir une belle voiture. Mais peut-être est-ce déjà trop s'avancer.

Alors commençons par une toute petite chose : ce soir, en rentrant, je frapperai à la porte des voisins de palier auxquels je dis à peine bonjour dans l'ascenseur, je les inviterai à boire le café après dîner et je leur dirai que désormais, s'ils ont besoin de faire garder leur gosse lorsqu'ils vont au cinéma, d'un œuf ou d'un cachet d'aspirine, qu'ils sonnent chez nous. Non : la porte sera ouverte.

Guy SITBON

LES FORÇATS DE LA NUIT

Ce sont les damnés du fer : les O.S. de la sidérurgie sont privés de sommeil, de dimanches et de jours fériés. Ils mènent une vie à part et c'est la mauvaise part : celle des « postés » du travail de nuit. A l'ombre des hauts fourneaux lorrains, le capitalisme fomente un crime impuni.



A Guénange (Moselle), le facteur sonne toujours trois fois.

Trois jours de suite, par exemple. Il n'y comprend rien : c'est toute une histoire pour remettre une lettre recommandée, un mandat, en mains propres. « Et c'est partout pareil dans la région de Thionville : les maris ne sont jamais là. » Ils travaillent n'importe quand, de jour comme de nuit : l'après-midi, ils peuvent être aussi bien au lit qu'à l'usine. Drôles de cocos, qui mènent une vie « à part », comme on dit. En fait, c'est la vie la plus triste, la plus réglée (à défaut d'être régulière) qui soit, et c'est la mauvaise part : ce sont des « postés » et ils font les « trois-huit continus »...

« Trois-huit continus », un jargon qui se traduit crûment très vite en rides et en grimaces sur le visage des victimes de cette « rationalisation du travail ». Bien sûr, il y a une définition plus officielle qui explique noblement : « Le travail posté est une forme d'organisation dans laquelle les travailleurs, groupés en équipes, se succèdent sur le lieu de production pour en assurer la continuité, partielle ou totale. »

Le travail à deux équipes couvre en général seize heures : ce sont les « deux-huit », le cas le plus fréquent. Votre usine tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais seulement pendant cinq jours de la semaine ? Ce sont les « trois-huit discontinus ». Vous n'avez plus qu'un dimanche par mois ? Vous êtes au boulot quand les autres sont aux fêtes légales ? Vous changez chaque semaine d'horaire, travaillant, par exemple, successivement de 5 h à 13 h, puis de 13 h à 21 h, enfin de 21 h à 5 h, et ainsi de suite chaque fois, après un repos de 48 à 72 h ? Eh bien voilà ces fameux « trois-huit continus » qui désorientent les facteurs de Moselle. Dans certains secteurs industriels, pas tous, c'est vrai, on pourrait réduire sans dommage ces ardeurs : les hauts fourneaux, les cockeries sont techniquement contraintes au non-stop, mais ce n'est pas le cas des laminoirs, ni celui des aciéries. Alors ? Ah ! mais c'est qu'il faut tenir compte des « impératifs économiques », cher monsieur ! Ça coûterait trop cher de ne pas gagner d'argent !

La boucle est bouclée et l'addition de toute façon, pour les travailleurs. Chaque jour plus lourde. Deux-huit, trois-huit discontinus, trois-huit continus : on considère qu'actuellement, dans l'économie capitaliste, au moins un quart des effectifs sont atteints de travail posté. J'ai bien dit : « *atteints* », il s'agit en effet d'une épidémie qui, de secteur en secteur, de dérogation en dérogation, gagne sans cesse du terrain : en France, par exemple selon une enquête officielle qui a déjà dix ans, les effectifs des travailleurs par équipes sont passés de 12 % des effectifs totaux, en 1957, à 21,14 % en 1963 — soit une progression de 75 % en six ans. Et ça continue, que dis-je, ça 3 × 8 continue même chaque année de plus en plus...

La sidérurgie est le terrain d'observation idéal du travail posté. Une récente enquête de la C.F.D.T., section Sollac, nous en fournit d'ailleurs le prétexte. Là-bas, 932 personnes (au moins) sont en colère ; 75 % des réponses sont, on ne s'en étonnera pas, le fait des trois-huit ; toutes disent : « Ras le bol les postes. C'est avec notre santé et notre fatigue que vous allumez votre joli feu continu. » Attitude d'autant plus significative qu'à la Sollac — Société lorraine de laminage continu — 12 000 salariés environ, 9 000 postés, 3 000 immigrés, usine-mère à Florange (57) —, on n'a pas, loin de là, toujours tenu ce langage. En 1953, l'usine avait démarré, toute nouvelle, toute belle. Toute « plan marshallisée ». Tout automatisée ou presque : au point d'engager sur tests et non pas sur examen professionnel, le réflexe comptant plus que le métier. On payait, on paye encore, relativement bien : un O.S. gagne ici environ 1 800 F, le double de ce qu'on offre parfois dans d'autres régions. Logés (dans des clapiers, il est vrai : nous les visiterons tout à l'heure), les candidats à l'embauche sont arrivés des quatre coins de la France et de l'immigration (il y a encore, par exemple, plus de 1 000 Italiens actuellement à la Sollac) : très jeunes pour la plupart — la moyenne d'âge des ouvriers est de trente-quatre ans — et avec, si j'ose dire, un moral d'acier ; ils allaient travailler, prendre de la peine, et ce seront les fonds qui manqueront le moins...

De fait, les épouses ont été effectivement parmi les premières femmes d'ouvriers à avoir le frigo, la télé, la bagnole, ou même la caravane. En plus, c'était la gloire, on était le miracle de l'automation, on invitait la presse : une usine ultra-moderne, rendez-vous compte, confiée à des bleus, et qui marche ! Titre de *la Vie catholique illustrée* en 1954 :





« 5 000 amateurs sont devenus les spécialistes les plus qualifiés du laminage mondial »... Aujourd'hui, vingt ans après, le miracle a fait long feu.

Au début, certes, tout tournait rond. Mais justement, au fil des ans, ça s'est mis à tourner de plus en plus vite, de plus en plus longtemps. Comme aux Vingt-Quatre Heures du Mans : à la différence qu'ici la course a lieu tous les jours et qu'il n'y a pas d'arrivée. Les naïfs d'hier croyaient qu'ils allaient travailler pour bien vivre : ils s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont surtout vécu pour travailler.

Les trois-huit continus les font courir tout autour du cadran comme des automates. Ils le font, comme l'écrit l'un d'eux sur le questionnaire de la C.F.D.T. (majoritaire à la Sollac), « juste pour le fric ». Environ 11 % de plus que s'ils travaillaient, « normalement », de jour — ce qui représente, selon le grade, un avantage financier de 200 à 800 F par mois. Comme on voit, il convient mieux en l'occurrence, en effet, de parler de « fric » que de pactole.

D'ailleurs, ce fric, ils le payent cher. « On n'a pas le droit, a écrit un éminent psychosociologue, le Pr Wisner, de revendiquer pour le travailleur une compensation financière pour quelque chose qui le détruit. » Avec leurs mots, les postés de la Sollac ne m'ont pas dit autre chose. Témoin de pontonnier de vingt-sept ans, crevé, tout gris malgré sa chemise rose et ses cheveux blonds : « C'est tout le contraire de la paye, la santé. » Ou encore ce réfugié de la guerre d'Espagne, cinquante-trois ans — dont vingt-trois de travail posté chez nous (du Creusot à Thionville, de Schneider à la Sollac) — aujourd'hui contrôleur d'enfournement des brames (lingots d'acier avant laminage : « Je n'ai pas les connaissances suffisantes pour inculper — il prononce « innecoulper » les postes, mais, par contre, vous pouvez écrire que ça me donne pour de bon la colique. »

31,4 % des 936 postés de la Sollac qui ont rempli le questionnaire se plaignent des maux suivants : troubles nerveux (15 %), maladies de l'estomac (17,3 %), maladies des intestins (7,5 %), et déclarent se faire soigner pour une de ces raisons. 15 % d'entre eux ajoutent même que le médecin leur a recommandé de quitter les postes. Commentaire de la section C.F.D.T. : « Si nous appliquons ce pourcentage à l'ensemble des postés de la Sollac, cela représente environ 900 travailleurs qui devraient aujourd'hui être reclassés dans un emploi de journée, sans avoir bénéficié pendant leur période de travail posté d'une formation permanente et dans une entreprise qui suit une politique constante de développement du continu. (...) Si l'on tient compte aussi de l'importance de la tranche d'âge de vingt et un à quarante ans à la Sollac — 62,1 % des effectifs — et de l'accroissement du nombre des maladies, il faut s'attendre dans une dizaine d'années à une situation catastrophique. »

On ne bricole pas impunément les grands rythmes biologiques — circadiens (c'est-à-dire diurne-nocturne) notamment — qui régissent nos fonctions. Ils ont besoin d'être synchrones, notre corps est une subtile horlogerie qu'on ne peut pas remonter au petit bonheur. Pour l'homme, le synchroniseur le plus puissant est — en l'occurence le hasard a mal fait les choses — justement l'alternance d'activité et de repos sur vingt-quatre heures : c'est-à-dire que le système des trois-huit continus, à rotation hebdomadaire, comme celui en vigueur à la Sollac, la structure temporelle des rythmes de la vie va être constamment altérée.

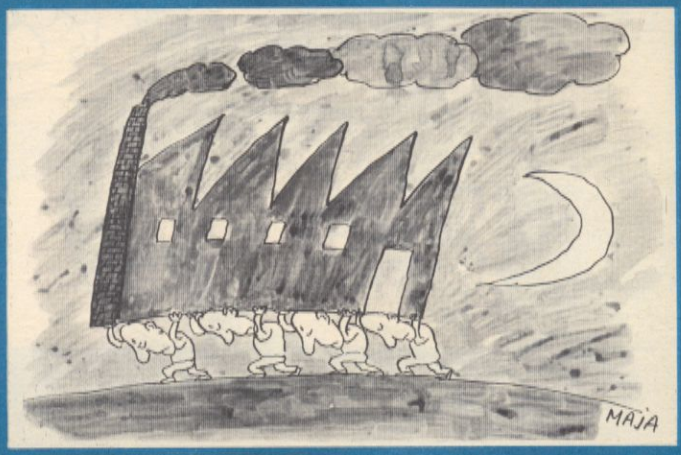
Dépressions, ulcères, colites, au pire — irritabilité, insomnie au mieux — voilà donc souvent le revers médical de cette course à travers la montre. Somme toute, les postés connaissent avec la productivité la même mésaventure que les pilotes de ligne avec les fuseaux horaires. Ceux-là, il est vrai, sont physiquement et socialement plus « haut placés » ; et c'est sans doute la raison pour laquelle — ô ironie — on s'est tant penché sur leur cas : les O.S., eux, volent trop bas...

Pourtant, les physiologues, les psychologues qui ont ouvert le dossier des trois-huit dénoncent une véritable pathologie de ce type de travail. Ce ne semble pas le cas, par contre, du docteur Daups qui, pour me « rassurer », me dit à peu près : « Qui n'a pas d'ulcères de nos jours ? Que voulez-vous, c'est un signe des temps... Réveillés à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit ? Mais c'est aussi mon cas, cher monsieur, depuis vingt ans ! ». Etc.

Ce bon docteur est l'un des six médecins du travail de la Sollac. Il n'est pas facile, je le sais bien, de se mettre à leur place de juge et partie.

Travail-famille-soucis : sept coups de couteaux à Fameck





N'empêche, si le bel accent toulousain de mon interlocuteur me charme, sa bonhomie m'inquiète : pour un peu, je le croirais... Il donne d'ailleurs l'impression de vouloir être le premier à se convaincre : bien sûr, il y a des gens, c'est normal, « gênés » (je le cite) par le travail posté ; certains le sont même au point d'en devenir « handicapés » (comprenez : inaptes) — mais il n'a plus les chiffres en tête. (Certains de ses confrères, qu'il se rassure, les ont et parlent d'une fourchette d'intolérance variant de 10 à 35 % selon les observations.)

De toute façon, que faire ? sinon les mettre en garde. « A eux ensuite de prendre leurs responsabilités. Malheureusement, ce sont le plus souvent des traites à payer, leurs responsabilités... Alors, c'est le « j'y suis, j'y reste », le « bien forcé ». Et que pourrais-je leur dire ? Faites du commerce et pas de la sidérurgie ? » Un temps. « C'est une industrie lourde, en effet, mais... »

D'ailleurs, à l'en croire, tant de facteurs entrent en ligne de compte qu'il serait imprudent de se prononcer dans l'absolu : « Cette affaire, c'est un peu comme un oignon, voyez-vous. Quand on lui ôte une pelure, il y en a toujours encore une autre dessous. Bon, les trois-huit ne sont qu'une des pelures et j'estime qu'il serait abusif d'y voir l'unique cause des troubles dont vous me parlez ! » Voilà en tout cas au moins quelqu'un que l'oignon ne fait pas pleurer.

Pour lui, « travail-famille- soucis, il n'y a pas que le poste, tout est lié ». Précisément. Ces liens forment une chaîne, ces circonstances aggravantes, ces circonstances exténuantes s'additionnent et le total fait comme une camisole de vie. Avez-vous jamais rencontré, docteur, vos patients — je n'ose pas dire « en famille », la vie d'un posté n'a que de lointains rapports d'emploi du temps avec ces douceurs-là — en situation ? Dans l'une de ces pullulantes communes-dortoirs qui ceinturent Thionville de leur misère : Guénange ou Fameck, par exemple.

Restons à Fameck. Ce n'est pas l'endroit rêvé, mais c'est un bel exemple. Voici 17 000 habitants entassés pêle-mêle dans des H.L.M. de quatre étages cousus d'enfants, de cris, de couches qui sèchent aux fenêtres : c'est Naples au baiser de fer. Il y a là 75 % d'immigrés et au moins 5 000 enfants (au fait, pour une seule garderie et bientôt, c'est promis, trois maternelles...). «Fameck, ville jeune», claironne une plaque à l'entrée de la commune : « Une nuée de moufflets, oui », rétorquent les postés.

Au sortir du fer, à n'importe quelle heure, il faudrait trouver le repos, dormir (« Une vraie cité-dortoir ? J'aimerais bien... »), mais non, c'est le tapage diurne de la vie des autres : radios des voisins, murs haut-parleurs klaxons des commerçants ambulants, bruit et fureur de l'électroménager. Cow-boys et Indiens, gendarmes et voleurs, danse du scalp et cris des petits Blancs qu'on écorche : les voilà bien, les enfants de Fameck ! Au travail ! Hurlant, courant, dansant : sous les fenêtres, dans la rue, faute d'espaces verts ; ou même dans l'escalier lorsqu'il fait froid (et il fait souvent froid en Lorraine).

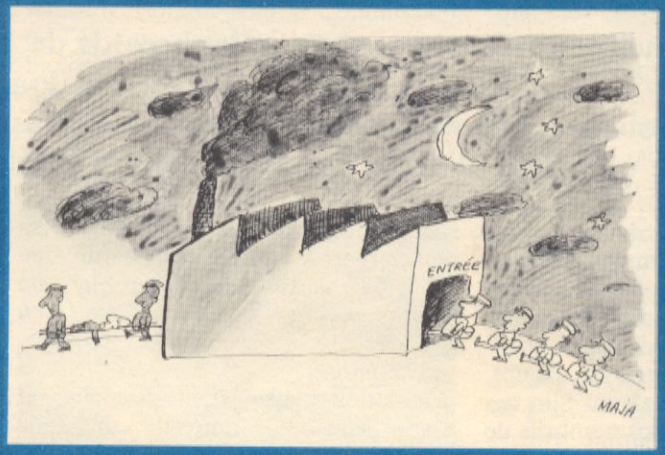
Les escaliers d'ici n'ont pas appris la pointe des pieds. Dans des immeubles souvent construits en « Domofer » (on devine tout de suite qu'il y a plus de tôle que de latin dans ce procédé-là) : à peine effleure-t-on du bout re l'orteil la première marche que tous les étages se mettent à vibrer de concert. « Que voulez-vous, il fallait bien qu'ils nous la casent, leur ferraille ! » « Ils » : c'est l'Immobilière thionvilloise, le marquis de Carabas de ces lieux ; en fait, une filiale de la Sollac qui gère pour elle ce beau portefeuille de cages à O.S. Le docteur Daups a raison : dans cette affaire, tout est lié.

En tout cas, ni le coton dans les oreilles, ni même le Théralène au goulot n'y pourront rien changer : le posté ne rattrapera jamais le décalage horaire qui l'isole des autres — ceux pour qui la vie est tout de même encore un dimanche le dimanche, et une fête les jours fériés. De son propre aveu — ces expressions reviennent constamment dans les 932 enquêtes —, lui, au contraire, est toujours « à prendre avec des pincettes », « à cran ». Quand ce n'est pas à couteaux tirés avec le voisin : sept coups de surin à Fameck récemment entre un qui se levait trop tôt et l'autre qui ne voulait pas entendre le glouglou de sa cafetière...

Dans la rue, les adolescents ne sont guère plus tendres. « En l'absence du père, toujours au lit ou à l'usine, ils foutent le bordel. Savez-vous comment on appelle Fameck ? Le « Petit Chicago »... C'est vrai, ce n'est pas une région de fils à papa par ici : « Mes gosses ? Bientôt, en me voyant, ils diront à ma femme : « Viens voir », maman, y a quel-

Fourneaux-fourneaux-dodo : «nicht l'amour les semaines de nuit»





qu'un ! » Le père joue perpétuellement à cache-cache avec sa famille : on le voit entre deux postes, entre deux portes, ou encore entre deux draps tirés sur les oreilles. Et le 24 décembre, c'est souvent un Père Noël qui reste coincé dans la cheminée des hauts fourneaux.

La femme du posté n'est pas mieux gâtée. Plusieurs services comme à la cantine : elle aussi s'escrime aux fourneaux. Fourneaux, fourneaux, dodo : voilà même en fait toute sa vie. En attendant Godot. Qui la laisse seule avec Arthur Conte trois dimanches sur quatre. La C.F.D.T. a demandé aux épouses leur avis sur le travail posté. « Ecœurée », écrit simplement l'une. « Au repos, mon mari n'aspire qu'à se reposer », se plaint l'autre. C'est en effet aussi l'un des « aspects de la question », comme on dit : « Nicht l'amour, les semaines de nuit », m'avoue un lamineur. De retour chez eux, les lamineurs sont laminés : tant pis si Vénus est dans leur lit. A l'inverse, quand c'est leur heure, quand ils cherchent la putain, c'est le plus souvent la maman, et la sortie des classes, qui les accueillent. « Trop de solitude en ayant un homme posté », écrit encore celle-là. « Le meilleur moment de l'année ? Le camping en vacances, c'est le seul ! » Ou encore : « Mon mari est esclave de son salaire. Je croyais pourtant que la vie de famille et la santé n'avaient pas de prix... » D'ailleurs, « ce qu'il a gagné, ajoute une autre, il est en train de le reperdre à l'hôpital ». Et ainsi de suite sans fin. Faut-il parler aussi de ce que les sociologues appellent la « mort sociale » ? On n'a plus d'amis. Parce qu'on ne saurait pas quand les voir, ni surtout quoi leur dire d'autre que ce leitmotiv : « Je ne veux plus faire les nuits, je veux mes dimanches, je voudrais vivre comme vous... »

A la Sollac, chaque année, il y a 3 000 départs. Pour diverses raisons qui vont, certes, de la fin de contrat (pour les immigrés, engagés en quelque sorte comme manœuvres auxiliaires) à de simples motifs de convenance personnelle. Mais combien partent pour des raisons de santé ? La sélection médicale à l'embauche est très sévère (eu égard justement à la dureté du travail) : mais combien d'autosélection par la suite ? Les statistiques manquent. Ils partent, un point c'est tout. Pour se faire poster ailleurs ?

La Sollac, quant à elle, récompense ses postés préférés en les mutant à la Solmer de Fos. C'est en effet au soleil, ça sonne plus gai que Sollac, mais c'est la même chose : « Un nouveau cadre pour la même merde, écrivez-le », me dit un militant C.F.D.T. Pourtant, lui aussi aimerait bien partir « là-bas »... « Partir » : c'est le mot magique, la clé des songes.

Le délégué syndical : « C'est la gamberge, quoi... Tout le monde rêve de se faire la malle, écrit un peu partout. Sait-on jamais ? » Mais, ailleurs, on ne veut guère de ces voyageurs sans bagage technique : c'est que durant leur jeunesse usée à la Sollac, la formation permanente (la vraie : celle de l'extérieur ; et non pas celle de l'usine dispensée dans l'optique de son seul intérêt à court terme) et leurs tranches horaires n'étaient pas tout à fait, là non plus, « synchrones ».

Et qu'on ne m'accuse pas de noircir le tableau : ce sont les hauts fourneaux qui s'en chargent. Toutes les vingt minutes, ils vomissent de la fumée rousse : c'est joli. Mais ça pue, et c'est de l'oxyde de fer. Les ingénieurs de la Sollac en savent quelque chose : on les avait logés (gratis) au vert, à Saint-Nicolas-en-Forêt, sur la hauteur. Malheureusement, on avait oublié le vent d'est. Lorsqu'il soufflait, eh bien, ils avaient le nez et les poumons à la bonne hauteur. Les hauts fourneaux de la vallée les rattrappaient en quelque sorte dans le ciel... Alors, bien sûr, ils se sont éclipsés et, aujourd'hui, ce sont leurs subordonnés — techniciens tout de même — qui les remplacent, vaguement inquiets de l'aubaine...

On trempait du fil dans la Fensch : aujourd'hui, comme elle est « pourrie », on va pêcher dans la Moselle, l'ennui, c'est que la Fensh y va, elle aussi, et lui fait du bouche à égout.

Quels plaisirs alors pour ces gens de peine ? Le bricolage (« On se ruine à acheter de l'outillage : au fond, ça coûte cher de ne pas vivre comme les autres... »), le jardinage : en fait un jardin pour rire. Pour ne pas pleurer surtout : « Ici la terre est ingrate, et puis, de toute façon, le jardinage, je m'en fous : j'en fais simplement comme on creuse un trou pour s'évader... »

Une des 932 réponses (anonymes) au questionnaire de la C.F.D.T. :

« Qu'espérez-vous dans l'immédiat ? — RIEN. »

Ecrit en majuscules, et souligné.

Jean-Paul GIBIAT

MURUROA MON AMOUR

Seuls avec la Chine, nous n'avons pas ratifié les accords de Moscou : c'est le prix de notre grandeur « tous azimuts ». Rien ne saurait dissuader la France de sa force de dissuasion. Pas même la réprobation internationale plus massive et plus violente que jamais à la veille de notre septième campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique.

Au sud des archipels du sud, dans le bleu du bleu de l'immense océan Pacifique, il y a des atolls. Des terres de rien, tapies sur la mer, invisibles avant que les palmes de leurs cocotiers n'apparaissent entre les vagues, dans la brume de chaleur. Sur ces îles dessinées comme des nombrils de notre planète, quelques hommes avaient spontanément inventé une civilisation heureuse. Elle a obsédé nos philosophes. Lorsque, écoliers, nous léchions rêveusement notre porte-plume trempé dans l'encre « bleu des mers du sud », nous nous intoxiquions un peu de ce bonheur antipode.

C'est fini. Il n'y aura plus d'été sans nuages en Polynésie. Ni sans militaires. Ces nuages sont atomiques et ces militaires français : tant pis pour le paradis perdu, notre grandeur et notre indépendance nationales, semble-t-il, en dépendent.

En quittant la rue Saint-Dominique, Michel Debré a légué « sa » force de frappe « tous azimuts » — morceau de bravoure et dernier vestige de l'héritage gaullien. Robert Galley l'étrenne ces jours-ci. Le nouveau ministre, il est vrai, connaît bien la question atomique : il en fut, jadis, tout spécialement chargé dans le gouvernement Couve de Murville. Ce qui lui permit d'ailleurs de déclarer, au sortir d'un « baptême nucléaire » en août 68 : « *Aussi stupéfiant que cela puisse paraître* (...), *nous avons eu des retombées radioactives extrêmement faibles* »...

L'émotion considérable suscitée par l'approche de la nouvelle campagne d'essais nucléaires français dans le Pacifique risque aujourd'hui de le faire déchanter. Nous n'en sommes plus aux protestations platoniques de l'année dernière.

Fait nouveau : des gouvernements travaillistes sont arrivés au pouvoir à Canberra et à Wellington et y ont pris la tête du mouvement de protestation. Le temps d'un Herb Elliott qui se contentait de retourner symboliquement à la France le trophée sportif qu'elle lui avait décerné en 1958 est révolu. Révolue l'odyssée solitaire du ketch australien, *Grenpeace III,* minuscule douze mètres qui se fit éperonner par les « barcasses de Debré » pour avoir croisé dans la « zone interdite » : c'est une flottille de cinq voiliers que le groupe *Peace Media New-Zealand* a prévue pour faire obstacle aux essais, et c'est le vice-Premier ministre de ce pays, M. Hugh Watt, qui tente une démarche, de son côté, à Paris. Ce sont trois cent mille cartes australiennes de protestation qui sont adressées à Pompidou. C'est aussi, c'est surtout, le chef du gouvernement de Canberra, M. Gough Whitlam, qui n'hésite pas à déclarer : « *Ces expériences sont un affront aux pays de cette région.* (...) *Cette utilisation par la France de ses terres coloniales est un anachronisme. Il est temps qu'elle prenne conscience de la folie que sont ses prétentions à être une grande puissance dans le domaine nucléaire.* »

« *Le duc d'Edimbourg a dit qu'il brandirait une pancarte sur les Champs-Elysées s'il croyait que cela puisse avoir quelque influence sur les essais nucléaires français. On peut en conclure qu'il ne le croit pas, et il a raison* », écrivait récemment l'éditorialiste du *Times*. Au fait, l'Australie a besoin de Mirages, et l'industrie lainière de la Nouvelle-Zélande s'intéresse beaucoup au Marché commun... Bref, le dernier mot risque fort de rester aux mégatonnes. D'ailleurs, constatant qu'hier encore les torts ont été largement partagés, la France se sent parfaitement dans son droit : elle fait remarquer qu'elle a réalisé en treize ans trente-trois explosions atmosphériques (dont vingt-neuf dans le Pacifique), contre cent quatre-vingt-huit pour les Etats-Unis,



D.R.

cent quarante-deux pour l'Union soviétique, vingt et une pour la Grande-Bretagne (dont plusieurs en... Australie), onze pour la Chine — et toutes celles-là, pour être, souvent, plus puissantes que les siennes, n'en ont pas suscité pour autant une telle indignation.

Les adversaires des explosions rétorquent qu'il y a dix ans (avant l'accord de Moscou), les conséquences des essais nucléaires atmosphériques étaient mal connues et que l'accumulation des contaminations en multiplie en tout état de cause les effets. Et ils posent une question : « *Si vos essais sont aussi inoffensifs, pourquoi utiliser vos colonies du Pacifique après avoir été, voilà dix ans, expulsés par une ancienne colonie ?* » Réponse : « *Vous voyez, vous nous faites une querelle hypocrite : parlez donc politique et non plus environnement !* »

Mais répondre ainsi, c'est vouloir nous faire prendre les bombes H pour de modernes pains de dynamite. Les conséquences à long terme des explosions thermonucléaires sont en vérité — et cette vérité, à elle seule, a de quoi angoisser — mal connues. Les avis sur ce point, c'est vrai, sont partagés. Ainsi, le professeur Kastler, prix Nobel, estime pour sa part — et nul ne songerait à le soupçonner, lui, d'obédience aux idées militaires du régime — que l'argument du danger n'est pas des plus convaincants pour un scientifique : « *La densité des retombées radioactives au-dessus des pays riverains* (Mururoa est situé à mille kilomètres des zones habitées de Polynésie, et à plus de cinq mille kilomètres des côtes des protestataires) *restera,* écrit-il, *inférieure à la densité qui infestait l'air de l'Europe avant la cessation des explosions aériennes américaines et russes.* »

Ici commence une querelle d'experts — ou plutôt un pari, et de taille, puisqu'il engage en fait notre avenir génétique : y a-t-il un seuil inoffensif d'irradiation ? Cette innocuité, chacun en était convaincu jusqu'au jour où, à l'automne 1969, deux scientifiques travaillant pour la Commission de l'énergie atomique américaine, le biologiste Arthur Tamplin et le physicien John Gofman proclamèrent : « *Il n'y a pas de dose de radiations inoffensive, les standards officiels de sécurité sont en fait dangereux.* »



Gilles Guerin

Trois ans plus tard, et malgré les pressions officielles, l'Académie nationale des sciences américaines leur a donné d'ailleurs en partie raison, reconnaissant que le respect des standards actuels peut provoquer chaque année aux U.S.A. 1 100 et 27 000 malformations congénitales et quelque 6 000 décès par cancer. Et il s'agit ici des seuls risques de l'atome industriel. Mururoa, alors ?

A en croire les experts de la commission brésilienne de l'énergie nucléaire, les explosions de ces dernières années seraient déjà à l'origine d'une augmentation sensible du degré de radioactivité de certains aliments, notamment le lait. De son côté, dans une tribune du *Monde* intitulée « Des effets biologiques incontestables », le Dr Escoffier-Lambiotte écrivait l'an dernier que, même s'ils sont faibles, les effets nocifs des essais ne peuvent être niés et rappelait, par exemple, que les explosions expérimentales provoquent des retombées inévitables de strontium 90, isotope radioactif dont la durée de vie est de vingt-huit ans et qui s'éparpille lentement au gré des circonstances atmosphériques... Déjà, on a pu en déceler des traces dans l'organisme d'enfants de divers pays du monde, après les essais américains ou soviétiques : « *Les chiffres et les statistiques solides manquent* », disent les défenseurs de la bénignité des effets pathologiques discutables constatés ici ou là. Mais ils ne peuvent ignorer qu'ils manqueront encore durant un quart de siècle au bas mot. »

D'ici là, il est vrai, notre force de frappe devrait faire du chemin. C'est en tout cas le vœu du général Guernon, qui fut directeur de nos centres d'expérimentation nucléaire, et qui écrivait, il y a quelques mois, dans la revue *T.A.M.* : « *Un armement ne peut rester figé. Il doit en permanence demeurer au niveau optimum que permet la technique...* »

Après la « première génération » (drôle de mot pour des engins de mort) des armes nucléaires françaises « militarisées » en 1976, on nous promet déjà des « missiles stratégiques à têtes multiples » — comprenez, à *plusieurs* bombes — et ainsi de suite.

Au fait, dans l'avant-propos de son livre blanc de juin 1972, Michel Debré nous avait d'ailleurs bien prévenus : « *La violence demeure une des lois de l'univers* ».

Jean DIDOT



LA GRANDE MANŒUVRE DES ARTILLEURS

Les 35 000 hectares du plateau de Canjuers sont aux mains des militaires. Bientôt transformées en plans d'eau, les gorges du Verdon tomberont, elles, aux mains des promoteurs. Coincés entre le sabre et la spéculation, les paysans du Haut-Var choisiront-ils la révolte ?



« Aujourd'hui, on ne sait plus où aller. D'un côté, les militaires, qui nous prennent toutes nos terres. De l'autre, les touristes, qui achètent tout ce qu'ils trouvent à des prix que nous ne pouvons pas payer. » Madame Fabre a un sourire un peu las. « Nous les paysans, on est vraiment pris entre le marteau et l'enclume. » Depuis la ferme des Fabre, au Plan de Luby, le regard balaie largement l'étendue d'herbe maigre. A perte de vue, du pâturage à moutons. Au nord, la montagne de Brouis. A l'est, celle de Malay, et puis la chute abrupte sur la plaine de Fayence, vers le sud, six cents mètres plus bas. A l'ouest, le Grand Plan de Canjuers. Trente-cinq mille hectares aux mains des militaires. Pour tirer au canon et faire manœuvrer les chars. Pour y enterrer des missiles atomiques, qui sait, comme à Albion, mais cela, on ne le dit pas.



L'Express

Plus loin, au nord-ouest, les gorges du Verdon cisaillent la montagne. Les eaux du torrent coulent encore, sans entraves, au fond du Grand Canyon, avant d'aller se perdre sous terre pour reparaître en bouillonnant à la résurgence de Fontaine-l'Evêque. Tout cela n'existera peut-être bientôt plus. A la place, des plans d'eau. De quoi faire de la voile et du pédalo. De quoi tirer quelques substantiels bénéfices dans les opérations foncières et immobilières qui seront immanquablement liées à l'aménagement de cette micro-côte d'Azur, à l'intérieur des terres.

Quelle mauvaise langue nous suggère ces interprétations ? Le projet d'aménagement du Verdon est un projet au-dessus de tout soupçon qui émane de l'E.D.F. On sait que la compagnie nationale est sans cesse à la recherche de nouvelles sources d'électricité. Centrales thermiques, au charbon, au gaz, au fuel, centrales atomiques, centrales hydrauliques : il y a longtemps que les spécialistes tiennent le Verdon dans leur collimateur. Ce torrent qui roule les eaux drainées sur les flancs des basses Alpes se prête admirablement à l'asservissement derrière des barrages de béton. Divers projets existent déjà. Ils consistent essentiellement en l'édification d'une série de barrages entre Greoux, à quelques kilomètres du confluent avec la Durance, et Chasteuil, juste en amont du Point sublime, qui marque l'entrée du Grand Canyon.


G. Yevadian

En fait, le barrage de Greoux existe déjà. Celui de Sainte-Croix est en construction. Lorsqu'il sera achevé, un village, Les Salles, disparaîtra sous quarante mètres d'eau. A sa place, un lac s'étendra sur des kilomètres carrés. Des études géologiques sont en cours pour préparer une réalisation qui défigurerait définitivement les gorges du Verdon. Il est donc question d'un barrage situé au niveau de Chasteuil. Les eaux retenues en amont du barrage seraient déviées par une conduite forcée souterraine jusqu'à une vallée proche, barrée elle aussi. Une seconde conduite forcée amènerait ces eaux dans la retenue de Sainte-Croix-les-Salles : il ne resterait du Verdon, au fond des gorges, qu'un mince filet d'eau atteignant à peine le débit de un mètre cube par seconde.

Ceux qui ont eu vent de ce mauvais coup s'en indignent. Ainsi Maurice Parodi, directeur de l'Institut régional du travail à Aix-en-Provence : « Est-il exact, demande-t-il publiquement, que le service régional d'équipement hydraulique des Alpes a ressorti dernièrement un vieux projet remontant à la période de l'entre-deux-guerres, et qui consistait ni plus ni moins à couler un mur de béton de cent mètres de haut dans le couloir Samson, à l'entrée même des



Massat

gorges, à l'endroit nommé, et pour cause, le Point sublime ? »

Inutile de faire un dessin, on imagine trop bien les résultats d'une telle aberration : hideur et désolation.

La troisième fonction de l'aménagement du Verdon, c'est celle que l'on cache. Au départ, il est vrai, on ne l'avait pas prévue.

« Aujourd'hui, explique Michel Denis agriculteur, les investisseurs cherchent fébrilement où situer leurs capitaux. La côte est proche de la saturation. Les stations de sport d'hiver exigent de très grosses mises. Géographiquement, entre la mer et la montagne, il y avait le Verdon. Autant dire un désert, des terrains pour trois fois rien. Et la perspective des plans d'eau. Le rêve. »

L'expansion de la région de Marseille, la manie obsessionnelle qui pousse les habitants des grandes villes du nord de la France et de l'Europe à acquérir des résidences secondaires dans les régions méditer- ▸

Des paysans humiliés qui fournissent la main-d'œuvre aux saisonniers

ranéennes, autant de raisons pour les professionnels du loisir de voir l'avenir en rose. Les plans d'eau ne coûteront rien, puisque c'est l'E.D.F. et l'Etat qui payent.

Déjà, de grandioses projets de lotissements voient le jour dans les communes proches. La spéculation va bon train. Viticulteur et maire de Rougiers (à 20 km de Brignoles sur la R.N. 7), Gilbert Henry a, là-dessus, un jugement nuancé : « Qu'un petit propriétaire cède aux pressions d'un acheteur et fasse un substantiel bénéfice, on ne peut guère lui en vouloir. L'attitude d'un paysan est



Massal

forcément ambiguë : il sait ce que représente son outil de travail, mais il est aussi sensible au profit que peut lui rapporter son capital. Surtout s'il est âgé et s'il n'a pas de successeur. Mais lorsqu'un maire détruit seize hectares de forêts communales pour en faire trente-deux lotissements de cinq mille mètres, alors je ne suis pas d'accord : il commet une faute à l'égard de la collectivité dont il a la charge. »

Cela, d'autres élus municipaux l'ont compris. A preuve, le Syndicat intercommunal à vocation multiple qui regroupe vingt communes de la rive gauche du Verdon. Son président, Maurice Janetti, ancien instituteur et animateur culturel, maire de Saint-Julien-le-Montagné, fait le pari que l'aménagement peut profiter à l'ensemble des habitants « traditionnels » de la région.

« A condition, dit-il, de substituer au projet d'aménagement linéaire de l'administration, qui ne s'intéresse qu'aux rivages, un plan d'aménagement en profondeur. »

La force du syndicat, c'est qu'il regroupe une collectivité territoriale de cent mille hectares. Sa faiblesse, c'est que douze mille personnes seulement vivent en permanence sur cette zone.

« Ce pays est convoité, explique Maurice Janetti. Les gens qui l'habitent vivent presque tous à l'intérieur, dans les terres et dans des villages qui s'efforcent de survivre. Un aménagement trop limité de la vallée provoquerait l'installation de commerces nouveaux. Une population saisonnière s'installerait paresseusement. Le centre de gravité se déplacerait vers l'oasis artificielle, tandis que l'arrière-pays (qui est le vrai pays) se dévitaliserait. Avec la spéculation, c'est l'amorce du cercle vicieux : ceux qui vendent s'appauvrissent, et doivent vendre de plus en plus. Ceux qui achètent et revendent, au contraire, s'enrichissent. Ceux qui exploitent les nouveaux sites, parce qu'ils ont pu acheter, exploitent très vite les indigènes, qui en sont bientôt réduits à n'être, dans la meilleure hypothèse, que des salariés saisonniers, comme dans les stations de sports d'hiver. Nous ne disons pas non à l'aménagement, mais à condition qu'il se réalise progressivement, et que tout nouvel équipement soit précédé de l'animation et de l'information nécessaires. Oui, à condition aussi que se réalise en même temps l'aménagement en profondeur du milieu rural, du vrai milieu séculaire du Verdon. Il faut faire en sorte que ceux qui viennent ici ne soient pas des envahisseurs. Et il faut également qu'ils trouvent ici des paysans avec un art de vivre, et non des humiliés ou des moribonds. Alors oui, l'aménagement peut avoir un sens. »

Propos de rêveur ? Le maire de Saint-Julien dispose d'un outil efficace pour bloquer la spéculation sur le territoire de sa commune : le plan d'occupation des sols. Il en a usé avec vigueur. On ne viendra pas lui construire un port privé, ni une plage réservée sur sa côte. « Tout sera fait, affirme-t-il, en fonction des besoins de la collectivité. »

Ce que le syndicat intercommunal est en train de tenter le long du Verdon — conserver à ses occupants actuels la maîtrise du sol qui les fait vivre — aura complètement échoué à quelques kilomètres de là, sur le plateau de Canjuers. En quelques années, l'armée a réussi, par l'intermédiaire de l'administration des Domaines, à s'y approprier 35 000 ha d'un seul tenant : 35 000 ha de garrigue, mais aussi de forêt (10 000 ha de chênes) et de pâturages.

On a beaucoup moins parlé du Canjuers que du Larzac. Pourtant, si 90 % des terres y ont été acquises à l'amiable, près de 3 000 ha ont dû être expropriés par jugement. Sur cent trois exploitants agricoles expropriés, seize seulement ont pu se réinstaller ailleurs, dans le Var, les Alpes-de-Haute-Provence et la Crau. Vingt-deux, qui n'ont été touchés que partiellement, poursuivent leur exploitation. Mais quarante agriculteurs ont dû renoncer à exercer leur métier. C'est le cas de Félix Lambert, le maire de Brovès. Et encore lui, a-t-il pu ouvrir une station-service avec les indemnités qu'il a touchées.

Tous ses administrés n'ont pas eu cette chance. Brovès, petit village de soixante-dix habitants situé dans le périmètre du camp, doit être rayé

«A 17 centimes le mètre carré, l'armée ne s'est pas ruinée...»

de la carte : à la fin de l'année, ses habitants devront l'avoir quitté. Tant pis s'ils ne trouvent pas le moyen de refaire leur vie ailleurs.

Environ soixante millions de francs ont été versés au titre des expropriations.

« A 17 centimes le mètre carré — y compris les bâtiments — l'armée ne s'est pas ruinée », remarque-t-on aujourd'hui. Pourtant, lorsque les démarcheurs des Domaines firent leurs premières propositions d'achat, ils ne rencontrèrent guère de résistance. Il est vrai que la première association de défense des propriétaires du Canjuers était présidée par un notaire. Et qu'il fut un des premiers à vendre, lorsque les prix eurent assez monté à son gré.

Les autres suivirent l'exemple. A commencer par ceux qui possédaient là des terres qu'ils n'utilisaient pas, ou qu'ils louaient à des fermiers. Mais la plupart des autres, ceux pour qui la terre est l'unique moyen de



Massal

subsistance, en firent autant. Beaucoup maintenant s'en mordent les doigts. « Nous nous sommes laissés berner », reconnaissent-ils avec amertume. Mais le moyen de résister, lorsqu'on a la loi et la force armée qui font bloc en face de soi ?

Ce manque de combativité, il faut sans doute l'attribuer au manque de dynamisme économique d'une région à bout de souffle. Il y a quelques années, cependant, il paissait encore 50 000 moutons sur les pâturages du Canjuers. Mais il y en avait 200 000 avant la guerre de 14-18. Une centaine de paire de bœufs y étaient employés pour les labours. On y cultivait les mûriers, on y exploitait le bois qu'on transportait par charroi muletier jusqu'à la plaine...

C'est en 1962 que les militaires commencèrent à lorgner du côté du Canjuers. Après ses déconvenues coloniales, notre glorieuse armée devait se résigner au repli à l'intérieur des limites de l'hexagone. Triste situation, quand on a arpenté la Kabylie, les Aurès et l'immensité du Sahara, que de se retrouver enfermé entre les murs d'une étroite caserne. Dieu merci, la France ne manque pas de régions sous-développées qui peuvent faire des djebels fort convenables : les contreforts des Pyrénées, la Corse, les Cévennes, le Haut-Var...

Ce n'est certes pas un hasard si les régions méditerranéennes bénéficient d'une telle faveur de notre armée : la situation quasi coloniale de ces régions rend effectivement possible


G. Yevadian

une occupation militaire qui serait inimaginable partout ailleurs. Le département du Var détient à ce sujet un peu enviable record : environ un huitième de sa superficie est entre les mains de l'armée.

Partout, on s'y heurte à des barbelés, des interdictions de passer, de photographier, de stationner. Partout ce ne sont que dépôts de poudre, de fusées, de chars, d'armes bactériologiques. Le Palyvestre, Cuers, Le Luc, Fréjus, Saint-Raphaël, Toulon, Le Brusc, Six-Fours, Saint-Madrier, La Crau, Le Coudon, La Londe, Hyères, le Cannet-des-Maures, Tourris, le Cap Brun, Giens, l'île du Levant, l'île de Porquerolles, Port-Cros, autant de sites « *occupés* ».

Mais la plus grande source de fierté de l'armée française dans le Var, c'est aujourd'hui le camp de Canjuers. Avec ses 35 000 hectares, ses casernements qui hébergent déjà 2 900 soldats et officiers — et qui en hébergeront 4 000 bientôt —, ses champs de tir pour canons et missiles, ses parcours de combat pour l'infanterie et les blindés de toutes catégories, le camp de Canjuers est le plus grand d'Europe.

Si l'armée a quelque motif de se rengorger, les civils, moins sensibles au grandiose militaire, n'en ont guère de se réjouir. Même à Draguignan — pour qui, selon ses édiles, le camp doit devenir une véritable mère nourricière —, on se résigne mal à voir la plaisante cité provençale transformée en ville de garnison. Michel Debré a eu beau déclarer sans sourire (portait-il l'entonnoir ce jour-là ?) que les filles trouveraient désormais plus facilement à se marier, les jeunes Dracénoises n'ont



Massal

pas pour les beaux militaires ces regards émus que provoquent autrefois chez leurs sœurs de Metz ou de Verdun la vue de l'uniforme. Tradition ne s'improvise point.

Même au Conseil général, qui a tout fait pour favoriser l'implantation du camp, on donne parfois des signes d'impatience. Certes, on a fait annoncer par la presse que, chaque mois, les militaires font tomber 150 000 F dans l'escarcelle des Dracénois. Mais on constate aussi que, contrairement à ce qui était es-

Ceux qui protestent : les paléontologues, les protecteurs de la nature et les services de l'hygiène

compté, le chômage ne se résorbe guère. Et qui plus est, voilà qu'il faut financer l'amélioration du réseau routier pour que les artilleurs puissent faire circuler leur matériel. Aux dernières nouvelles, après une rallonge inattendue d'un million et demi, c'est plus de cinq millions de francs que doit débourser le département.

Ici et là, chez les élus locaux, on commence à s'apercevoir que la présence du mastodonte militaire au sommet du Haut-Var n'a pas que des avantages. Le charroi des blindés, les coups de canon de jour et de nuit, les manœuvres héliportées, les lugubres panneaux bordant le terrain militaire et annonçant partout en larges capitales « Danger de mort », tout cela, se dit-on, n'est pas bon pour le tourisme. Et on a effectivement constaté une diminution de la fréquentation des gorges du Verdon pendant la dernière saison.

La cessation de l'activité agricole, la fermeture de deux carrières de pierre qui employaient plusieurs dizaines d'ouvriers commencent à n'être plus considérées comme des faits négligeables. On s'irrite aussi de ne plus pouvoir aller cueillir les champignon, ces « sanguins » qui abondent sur le Plan et dont on se régale depuis des générations. On est mécontent de ne plus pouvoir y chasser, à moins d'entrer dans les bonnes grâces de messieurs les officiers et, moyennant une cotisation annuelle de 500 F, d'être invité à *la chasse des colonels*.

A ces protestations s'ajoutent celles des paléontologues du Muséum national d'histoire naturelle. On a découvert récemment dans les carrières de pierre, aujourd'hui fermées, des gisements paléontologiques d'une exceptionnelle richesse. Des fossiles vieux de 150 millions d'années — tortues, oiseaux, sauriens volants, dinosaure nain — annoncent un site de fouilles d'importance mondiale. Il appartient maintenant à l'armée et, s'il n'est pas sous le feu direct des pièces de 155 qui servent à l'entraînement des artilleurs novices, on ne voit guère comment une campagne de recherche scientifique pourrait y être menée.

Les protecteurs de la nature sont eux aussi de la partie. Il est juste de dire qu'ils furent les premiers à protester contre le projet d'installation du camp, ainsi que le rappelle M. Perrier, fondateur du Comité des parcs naturels du Haut-Var.

« Nous avons obtenu que le Haut-Var soit inscrit dans le pré-inventaire des richesses naturelles de la France comme présentant un intérêt écologique exceptionnel. Aussi demandons-nous la restitution par l'armée d'une partie des terres qu'elle détient, pour en faire un parc régional. Nous ne croyons pas que l'armée soit un bon protecteur de la nature. Il suffit d'aller voir ce qu'ils font là-haut : c'est un véritable saccage. »

Malgré l'ampleur du plateau de Canjuers (35 × 10 km), les traces des militaires y sont déjà partout visibles : larges routes goudronnées, terrains de manœuvre, buttes de tir, saignée dans la forêt de chênes verts de cent mètres sur deux kilomètres (« C'est un coupe-feu », ont expliqué



L'Express

les militaires ; mais à quoi peut bien servir un « coupe-feu » qui s'étend d'ouest en est, c'est-à-dire dans la direction des vents dominants ?), sans compter l'extrême laideur des bâtiments du camp principal. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, voilà que les militaires sont en train d'attirer sur eux l'attention des services d'hygiène. Pour faire bon poids, sans doute.

De par sa situation géographique et sa nature géologique, le Canjuers constitue un énorme réservoir naturel d'eau qui irrigue non seulement les terres basses qui se trouvent immédiatement sur ses flancs, mais arrose encore de lointaines vallées, par l'intermédiaire des eaux du Verdon et de la Durance qu'il contribue à former. La découverte dans les eaux, jusqu'alors très pures, de sa commune de germes pathogènes avait conduit il y a quelques mois le maire de Tourtour, M. de Bonnefoy, à alerter les services publics et l'opinion.

« Lorsque j'ai suggéré aux militaires que la présence sur le plateau de dix mille soldats en manœuvre pouvait être à l'origine de cette infiltration de germes dans nos sources, on m'a quasiment ri au nez. Mais on avait tort. »

Effectivement, des expériences de coloration d'eau qui viennent d'être menées ont établi qu'il existe une communication entre les avens de Canjuers et les sources de la région de Draguignan. Nul doute que la découverte par la population locale qu'elle mouille son pastis avec de l'eau polluée par les germes fécaux des militaires ne lui fasse grand plaisir !

Nul doute non plus, malheureusement, que tous ces griefs accumulés n'empêcheront pas l'armée de continuer à occuper les positions conquises. Mais peut-être la vigilance des habitants du Haut-Var enfin alertée évitera-t-elle une extension du camp que tout le monde redoute. Au bord de la route, une inscription proclame en occitan : « *N'a proun d'estre couillounat !* »

Tel est bien le sentiment qu'éprouvent beaucoup de jeunes, parmi lesquels se recrutent les militants occitans. « Nous portons une part de la responsabilité de la situation qui nous est faite, dit l'un d'eux. On ne couillonne que ceux qui veulent bien se laisser couillonner. »

Ils en ont assez de voir les paysans évincés par les militaires et les touristes. Chassés par les uns, ils ne peuvent racheter aucune terre. S'ils restent chez eux, ils ne parviennent pas à agrandir leur exploitation, condamnée par des normes venues d'ailleurs à n'être pas rentable. A force de vendre la terre cultivable au prix du terrain à bâtir, il n'y a plus de terre cultivée. Et plus de paysans. Les mas désertés, les villages entiers, parfois, sont achetés et transformés en résidences secondaires qui deviendront résidences principales après la retraite. Et ce jour-là, on s'apercevra qu'une population a pris la place d'une autre. A moins que les premiers ne veuillent plus être les éternels perdants.

Et ils le veulent de moins en moins.

J.-P. SERGENT

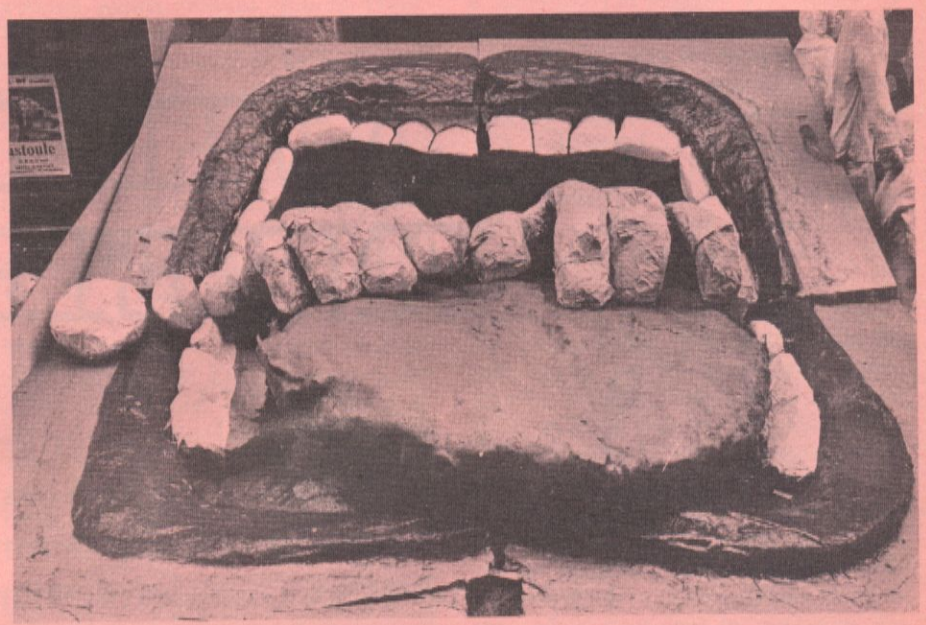
LA VILLE EN FETE

A La Rochelle,
un grand défoulement collectif
orchestré par Jérôme Savary
et son Magic Circus. On commence
par liquider ses complexes et, mine de
rien, on aboutit à une nouvelle politique
d'action culturelle.▶



LA VILLE EN FETE

Déviation. « Rue censurée » : piège à piétons. D'une bouche géante d'où déborde une large langue, deux grosses mains sortent... glup ! pour attraper le passant. Sourire, petit sourire, grand sourire d'une autre bouche charnue aux gigantesques dents. Une femme de carton-pâte se noie, là, dans la baignoire ; ses jambes pleines de graisse pendent lamentablement... Et vous passez indifférents ? Mais vous n'échapperez pas à l'horrible araignée-hérisson des mers. Peur ? Soyez rassurés, on a mis en cage l'animal aux mille tentacules de ficelle. Reposez-vous donc sur ce siège d'épines, près du rideau de pluie aux lourdes gouttes de plastique...

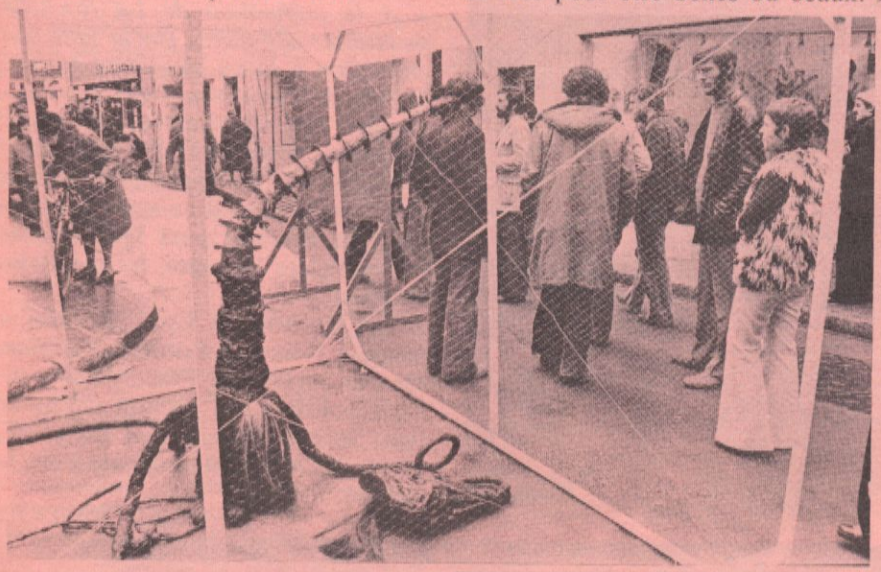


C'est la fête à La Rochelle, la fête de la couleur, de la forme, de la poésie... Gaieté, insolence, fantaisie, folie. Deux rues sont interdites à la circulation automobile, livrées à l'inspiration de six cents écoliers rochelais et d'une soixantaine de peintres, musiciens, poètes. Une initiative de Michel Crépeau, député-maire socialiste, pour sortir la ville de sa torpeur culturelle, lui redonner le goût de la fête et tenter de réconcilier jeunes et vieux « de plus en plus à couteaux tirés ».
Pour la population, anesthésiée par la mouche tsé-tsé de notre civilisation (la télévision), le réveil est brutal. Etonnement, perplexité : est-ce de l'art ou non ? Est-ce beau ou laid ? Drôle ou pas ? Les passants dialoguent par onomatopées : « *Hé bé, ça alors !... — Oh oui, ça vous l'avez dit...* »
L'intellectuel, lui, traduit avec des mots très comme il faut l'enthousiasme de certains : « *C'est la libération de la rue, d'ordinaire envahie par l'automobile, organisée par et pour la consommation, et redevenue pour quelques jours lieu de ludisme, de rencontre ; le lieu du théâtre spontané.* »



De toute la ville, on vient se mêler à la foule des rues animées, scènes où chacun est spectacle, spectateur et parfois acteur. « L'art dans la rue est l'affaire de tous » lit-on sur une ardoise. Désacralisé, il n'intimide plus les passants qui, au hasard, reprennent la craie ou le pinceau, baguette sous le bras et sac de provisions à la main.
Mais les oiseaux de mauvais augure ne manquent pas. Les protestations les plus vives viennent des commerçants dont le degré d'indignation est directement proportionnel au chiffre d'affaires. Le bar Yton est satisfait (« *Excellente idée, cette animation de rue* ») et le pâtissier revit le miracle de la distribution des petits pains, mais la mère Dupic, libraire, se plaint de ne pas avoir de clients. C'est de sa faute : à sa devanture, on trouve du Goncourt, de l'Interallié ou du Femina, mais pas un livre sur l'art contemporain ou le théâtre qui mobilisent et passionnent la ville à ce moment-là.
Irritation, pétitions : rien de très étonnant. Mais personne n'aurait pensé que les déceptions financières causées par cette invasion artistique barbare soulèveraient une fureur telle que des commerçants mécontents mettraient dans la nuit le feu à la rue, brûlant et saccageant toutes ces « choses insolentes ».

« *La ville n'était pas mûre pour une telle expérience,* reconnaît, déçu, le maire. *Nous avons voulu agir sur elle par électro-choc pour la ramener dans le temps présent. Il aurait peut-être fallu au contraire la prévenir... la préparer doucement... la guider dans cet effort de rencontre...* » Simples égards verbaux. Car, sans laisser à La Rochelle le temps de renouer avec des traditions culturelles plus paisibles, le Festival international d'art contemporain, battant le pavillon de l'audace et de l'auto-dérision, s'implante déjà dans la brèche. L'arrivée du Grand Magic Circus fait ainsi figure de nouvelle provocation.



Le prétexte, l'excuse cette fois, c'est un « concert » : *Cendrillon ou la lutte des classes,* monté en trois jours à partir d'un livre d'enfants. « *Mais on n'est pas là pour s'exprimer, montrer notre talent* » prévient Jérôme Savary, animateur de la troupe. En fait, il s'agit de tenter à nouveau — autrement — l'aventure collective. « *Rire ensemble, vivre ensemble un moment, une célébration. Casser le mur qui sépare les gens, qui les tient cloîtrés, paralysés, enfermés dans leur quant-à-soi...* »
Contrairement au slogan du Festival de La Rochelle : « On va mettre la ville en fête », l'ambition du Magic Circus est plus réaliste : on va faire la fête avec quelques gens qui la continueront peut-être après.
Des annonces sont publiées dans les journaux locaux. Le Magic Circus demande pêle-mêle : cinq cents kilos de vieux vêtements et de fripes, de vieux ustensiles électro-ménagers, une 2 CV à l'article de la mort ou presque et qui sera le carrosse de Cendrillon, un groupe de folklore charentais, et une centaine de Rochelais pour apprendre à chanter en chœur. Le bateleur donne d'emblée le ton de la soirée : « Approchez, venez voir... Ce soir, le Grand Magic Circus veut vous aider à réaliser votre rêve. Chaque femme sera Cendrillon, chaque homme sera le prince charmant. Vous n'aurez pas besoin de fées pour être belles ou beaux. Il



vous suffira de chanter à tue-tête. Quant à nous, modestes baladins, nous nous contenterons de vous offrir : les quarante violons et le violoncelle, les quarante et un archers, les trois kilos de colophane, le chœur des vierges de La Rochelle, les enfants des écoles, l'orphéon municipal; le récitant et son pupitre ; le corps de ballets du Grand Magic Circus ; le quartette de Frank Wright, etc. Dans cet oratorio populaire, vous interpréterez vous-même quarante tableaux hallucinants, dont la recette de la tarte à la citrouille, la révolte des rats, l'horrible mutilation des trois sœurs, le bal des vampires, l'horloge parlante et son coucou de la mort, etc. » ▸



LA VILLE EN FETE

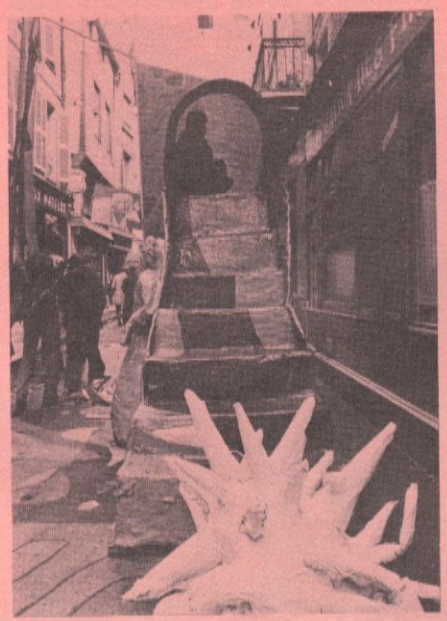


Le spectacle est prévu pour 21 heures. A 20 heures, la salle est pleine. Près de deux mille personnes. Il ne reste plus une chaise, plus une place sur les gradins. La moitié du public est assis par terre. La fanfare municipale, consciencieuse, accorde ses instruments ; le Magic Circus aiguise les siens... Pétards et confettis... Une jolie fille traverse la salle. Applaudissements. Une personnalité locale fait son entrée. Acclamations. Serpentins, fumigènes, rires. Troupe et public se mêlent, se bousculent, s'enjambent, s'interpellent. On est en pleine pagaille. Avant même que le « concert » ne commence, la fête a pris comme un feu de paille.

Une complicité hilare s'est établie avec le public. La magie du Circus, c'est cela : une communication immédiate, en deçà des mots. Et le don de Savary, c'est d'orchestrer le dialogue et d'en garder le contrôle jusqu'au bout.

Cigarette de papier maïs collée aux lèvres, chaussures vertes de rigueur, Jérôme Savary prend le spectacle en main : « Et maintenant, voici le moment sublime où Cendrillon... mais on va plutôt revoir la scène précédente où le prince charmant fait son entrée, que vous aviez tant aimée... » Puis il passe le relais au public ; plusieurs centaines de personnes hurlent : « Aaah ! que la pôvre fille était triste devant son âââtre ! » On assassine ensemble le mythe de Cendrillon, symbole de la classe laborieuse, pauvre, mais courageuse et fière, pleine d'espoir et de confiance en la bonne fée-tombola, loterie nationale ou P.M.U.

« Partout où nous allons, nous sentons chez les spectateurs le besoin de faire quelque chose ensemble, quelque chose avec nous. La vraie participation, ce n'est pas la création collective bidon, ce sont mille têtes qui réagissent ensemble. »



La salle des Sports est ainsi devenue le lieu d'une folle kermesse baroque. Impossible de ne pas entrer dans le jeu : un petit notaire, craintif au départ, se défoule peu à peu à l'occasion du grand bal de Cendrillon : échevelé et décravaté, il chevauche une robuste fille rousse ; une femme se promène avec son bâton de rouge et maquille des lèvres au hasard ; et ce couple de spectateurs, rivés à leurs chaises pendant tout le spectacle, sera finalement le dernier à quitter la salle pour suivre la fanfare de la troupe dans la rue.

Le Magic Circus fait entrevoir la possibilité d'une autre vie. En faisant tomber les garde-fous de la conscience, il ouvre l'imaginaire du spectateur et lui fait retrouver le sens de la communauté. C'est là sa vraie force politique : transformer avec un irrespect total et une insolente décontraction le défenseur des valeurs acquises en militant actif — mais momentané — d'une « culture vivante, improvisée et joyeuse ».

« A la population de La Rochelle de réaliser elle-même par la suite son animation », lance en partant Jérôme Savary. Même s'il ne suffit pas d'accrocher des lampions et de réunir quelques boute-en-train vaguement musiciens ou acrobates pour réussir une fête. Même s'il ne suffit pas d'un coup de cymbale pour faire tomber les peurs, les blocages, les habitudes sociales.

A La Rochelle, à Lyon, à Paris, à Metz, à Nancy, à Bordeaux, à Nice, un peu partout en France, une nouvelle politique de l'action culturelle dans la cité est en train de naître. Hors des « maisons closes » de la culture.

Frédérique LEBELLEY



Photos J. David

ECOACTUALITES...

AUBAGNE - TOULON

Depuis la publication de notre reportage sur l'autoroute Aubagne-Toulon (*le Sauvage*, nº 2 : « Eux y'en a vouloir des sous »), les tenants du tracé « écologique » n'ont pas désarmé : feux de joie près de Saint-Cyr-lès-Lecques (Var) et distribution de prospectus intitulés « *Les moutons peuvent aussi devenir enragés !* » Les manifestants demandent une rencontre entre les maires des communes intéressés et le préfet de région Ils n'ont pas fini d'attendre !

FOS AU POTEAU

Au moment où les pêcheurs du golfe de Fos dénoncent la pollution (mulets imprégnés de phénol, loups sentant le mazout), M. Paul Delouvrier, ancien préfet de la région parisienne et président d'E.D.F., a froidement déclaré au cours d'un débat organisé au Grand Palais : « *On pourra difficilement faire que Fos-sur-Mer ne soit pas un ratage complet.* » Pour une fois qu'E.D.F. et les écologistes sont d'accord...

NON A L'EXPROPRIATION

Après le Larzac, le plateau de Canjuers et les gorges du Verdon, c'est au tour de l'étang de Berre d'être menacé par une série d'expropriations « justifiées » par le projet d'implantation de villes nouvelles autour de l'étang. Mais, sans doute alertés par les exemples précédents, les agriculteurs d'Istres n'ont pas attendu longtemps pour manifester : cinq cents d'entre eux ont déjà défilé et ils envisagent d'autres actions en liaison avec les exploitants agricoles de Salon-de-Provence, Miramas et Les Pennes-Mirabeau. Les C.R.S. n'ont pas fini de visiter le Midi.

RHONE NUCLEAIRE

« Nous constituons un groupe afin d'empêcher la construction de la centrale d'Aramon (en aval d'Avignon, sur le Rhône). Sont en cause : l'alimentation en eau potable, l'irrigation des cultures, les conséquences sur la faune et la flore déjà bien dégradées, l'irradiation lente et constante de toute la vallée. Sont donc concernés, pour nous limiter à un rayon d'action possible, les habitants, entre autres, d'Avignon, Tarascon, Beaucaire, Arles, Aramon, Barbentane, Vallabrègues, Nimes (une partie de l'eau potable de Nimes est pompée dans le Rhône). On peut nous joindre à l'adresse suivante : Groupe écologique, Foyer des Jeunes Travailleurs, Champfleury, 84000 Avignon. »

UN OUBLI

La préfecture du Haut-Rhin a lancé une campagne « Haut-Rhin propre ». Objectifs : supprimer les dépôts d'ordures illicites, combattre l'affichage sauvage, faire disparaître les carcasses de voitures abandonnées. Personne n'a eu le mauvais goût de parler du mercure.

FEU SUR LE LARZAC

Soixante agriculteurs du Larzac ont renvoyé leur livret militaire à M. Galley, ministre des Armées, en précisant dans une lettre commune : « Je ne veux plus servir et encore moins obéir à un ministre de la Défense nationale qui persiste dans le projet d'extension du camp militaire du Larzac. » Comme il est interdit de se séparer de ses papiers militaires, M. Galley a toujours la ressource de leur envoyer les gendarmes ; le Larzac n'en est plus à un uniforme près.

AU MENU

Petites nouvelles des consommateurs : à Cauville (Seine-Maritime), sept enfants ont été intoxiqués par des moules imprégnées d'oxyde de cuivre ; à Remiremont (Vosges), une fabrique de yaourt a été condamnée à 10 francs d'amende par pot contaminé : le yaourt était moisi ; en Allemagne, pommes et poires venant de France doivent être épluchées — leur étiquette (l'allemande, pas la française) le précise — avant d'être consommées : pour cause de thiabendazol, agent conservateur pouvant occasionner des troubles alimentaires. Bon appétit.

LA VICTOIRE EN PLAIDANT

La société immobilière voulait construire une marina à Saint-Raphaël. Les associations de défense de l'environnement ne voulaient pas. Le préfet du Var autorisa la construction. Les associations intentèrent un procès. A l'issue des débats, le commissaire du gouvernement vient de demander l'annulation du permis de construire. Et l'on entend dire que les associations de défense sont toujours vaincues !

ATTILA



D.R.

Sur les milliers d'exemplaires de cette affiche diffusée dans tout le Midi viticole, il en reste encore quelques-unes que les écologistes n'ont pas arrachées. Quant au liseron, il n'en reste plus du tout.

EN PLEIN DANS LA CIBLE

Une initiative intéressante. Les enfants pourront désormais aller chasser dès l'âge de neuf ans avec de vrais fusils. Le célèbre marchand d'armes, M. Herbreteau et le propriétaire d'un important élevage de gibier, M. Hamelle, ont décidé d'enseigner aux enfants les techniques de la chasse en dix leçons. Mille francs pour permettre à ces jeunes bambins dynamiques de passer cinq journées de chasse réelle.

Pour l'instant, c'est encore assez cher ;- mais les nou veaux enseignants espèrent pouvoir baisser les prix si un ministre, celui de l'Environnement ou celui de la Jeunesse, voulait en subventionner une partie.

Pour inscrire vos enfants ou... envoyer vos insultes :

M. Herbreteau, Maison Darnes, 4 place du Théâtre-Français, 75002 Paris.

Ou : M. Hamelle, 1, rue du Lait, 28270 Brezolles.

LES CORSES S'OBSTINENT

L'action contre les boues rouges reprend de plus belle en Corse. Le conseil général intente un procès à la Montedison. Son but : obtenir l'arrêt des déversements en faisant annuler par le Conseil d'Etat italien l'autorisation de sortie en mer des bateaux qui larguent les déchets toxiques, inciter le gouvernement français à intensifier son action contre les boues et lui donner une certaine publicité. Mais l'on ne se satisfait pas en Corse de cette action officielle. Les pêcheurs, avec l'appui de leurs homologues continentaux, bloquent leurs ports et ceux de Marseille, Nice, Port-de-Bouc et Port-Vendres, symboliquement et pour deux heures, il est vrai. A Marseille, les groupements corses organisent une réunion de protestation. On marche sur Bastia. L'action régionaliste corse, quant à elle, continue de lutter pour que son leader, le Dr Simoni, et l'adjoint au maire, Vincent Duriani, inculpés au lendemain des manifestations de février, bénéficient d'un non-lieu ou, du moins, soient jugés à Bastia et non à Nice. Enfin, une marche sur Paris est prévue pour le mois de juin.

On élargit le débat. Bien sûr, on récuse véhémentement le Livre blanc présenté par le ministre de l'Environnement, accusé de vouloir endormir l'opinion. On crée à Bastia un *Groupement pour la régénérescence maritime et ethnique* (G.E.R.M.E.) ; la municipalité de Bastia et les comités antiboues rouges de Marseille et de Corse organisent à Bastia un congrès sur la pollution dans la première quinzaine du mois de juin. Mieux : ils s'engagent à soutenir, pour leur zone, toute action menée contre les pollueurs de la mer.

Coïncidence ! La Montedison annonce qu'elle a mis au point une technique propre à diminuer les déversements : une centaine de tonnes de boues rouges en moins, dans la mer, dès la fin du mois de juin !

Si l'on veut tout savoir des boues rouges et de la pollution en Méditerranée, il faut lire : « *Villes de la Méditerranée, unissons-nous* , », supplément à *Cités unies*, organe de la Fédération mondiale des villes jumelées. ▶

ECOACTUALITES...

QUEL MINISTRE ?

Il paraît que nous avons un ministre de l'Environnement. Il n'a sûrement aucun rapport avec le Robert Poujade qui vient d'autoriser la construction d'une voie littorale de deux kilomètres à travers le site classé de Terenez-Plougasnou — alors que le schéma d'aménagement du littoral breton va condamner les routes côtières.



Apis

M. BIEN-ETRE

« L'industrie *devrait* investir quelque 800 à 1 000 millions de francs par an pour prévenir ou réduire les pollutions. » Auteur de ce vœu pieux : M. Robert Poujade. M. Pompidou est-il mécontent des éternelles déclarations au conditionnel de son ministre de l'Environnement ? Toujours est-il qu'il vient de créer au secrétariat général à la présidence de la République un nouveau poste consacré aux problèmes de civilisation et de conditions de vie. C'est M. Philippe d'Iribarne, directeur du *Centre de recherches sur le bien-être* qui en prend la responsabilité. Il devra s'intéresser à la plupart des problèmes posés par la croissance industrielle : pollution, environnement, urbanisation, logement... Nous connaissions déjà la timidité des actions de M. Poujade ; c'est désormais officiel. Et souhaitons à « Monsieur Bien-Etre » plus longue vie qu'à « Monsieur Silence ».

VACCINS A LA FRANÇAISE

En France, cinq vaccinations sont obligatoires : variole, diphtérie, tétanos, B.C.G., polio. Cependant, cette quintuple obligation ne fait pas l'unanimité parmi le corps médical. Selon les statistiques officielles, le nombre d'accidents postvaccinaux est très faible ; pourtant, le 17 avril 1972, le professeur Bordet citait à la tribune de l'Académie de médecine le chiffre suivant : un cas d'encéphalite pour 30 000 vaccinations antivarioliques en Belgique et en Hollande. (On estime qu'une encéphalite sur deux est mortelle.)

En matière d'obligation, la situation française est un cas limite : en Grande-Bretagne depuis 1947, aux Etats-Unis depuis 1971, la liberté de vaccination est pleinement garantie. L'état de santé général dans ces pays ne paraît pas en souffrir.

Jusqu'à maintenant, la répression contre ceux qui refusent une vaccination restait légère : amendes de 3 à 20 F dans la plupart des cas. Mais un décret est en préparation au ministère de la Santé : il instaurerait à leur encontre des amendes de 600 à 1 000 F, et — plus grave — des peines de prison ferme allant de dix jours à un mois.

Un conseil pratique : faites-vous vacciner dans un centre agréé, car l'Etat n'est pas responsable en cas d'accident si la vaccination est effectuée par le médecin de famille.

Une adresse à noter : Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, 4, rue Saulnier, 75009 Paris.

LE BRUIT QUI COURT

La pollution sonore à l'ordre du jour : M. Christian Bonnet, secrétaire d'Etat au Logement, a décidé de faire respecter par les constructeurs les règlements d'isolation acoustique, « faute de quoi ils seront poursuivis par les tribunaux ». M. Bonnet précise même que « cette action sera menée avec fermeté et célérité ». Une question : cette mesure sera-t-elle rétroactive ? Les habitants de quelques dizaines de milliers d'H.L.M. attendent la réponse avec intérêt.

ASPIRATEURS ET P.N.B.

Il fallait y penser. Les rues de Paris sont empestées. Pleine de sollicitude envers ses administrés, l'administration a décidé de poser des aspirateurs électriques pour nettoyer l'air. Cent dix millions de mètres cubes d'air de la campagne seront ainsi injectés chaque année boulevard de Strasboug, avenue Ledru-Rollin et ailleurs.

On aurait pu aussi imposer aux constructeurs automobiles de fabriquer des moteurs moins polluants, comme aux Etats-Unis. Mais ce n'est pas avec ces solutions « simplettes » qui consistent à s'attaquer aux causes plutôt qu'aux effets, que l'on gonfle un P.N.B.

La méthode de l'aspirateur obéit à une autre logique : on ne mécontente pas les constructeurs d'automobiles, on ravit les constructeurs d'aspirateurs, on occupe les employés des Ponts et chaussées, et on construit de nouvelles centrales électriques pour alimenter la courbe galopante de consommation d'énergie. Qui se plaindrait, sinon le contribuable qui finance l'opération ?



Gamma

GAZETTE DES TRIBUNAUX

• A Bordeaux, la Ligue française pour la protection des oiseaux intente une action contre le préfet de la Gironde. Ledit préfet vient, en effet, d'autoriser la chasse des tourterelles « au pylône ». Ce procédé, qui consiste à tendre des filets dans lesquels viennent se prendre les oiseaux, a été dénoncé par tous les ornithologues et interdit en 1970 par M. Robert Boulin, alors ministre de l'Agriculture.

• A Toulon, les mitiliculteurs (producteurs de moules) assignent en justice les promoteurs d'une marina située aux Sablettes, au fond de la baie, qu'ils accusent d'entretenir une « véritable décharge publique ». Selon eux, les moules (dont la production annuelle est tombée de 1 200 tonnes à 200) seraient victimes de l'argile déversée dans la rade car « *les terres rejetées par les promoteurs glissent à la mer faute d'être retenues par des enrochements* ».

• A Saint-Raphaël, l'Union régionale Provence-Côte d'Azur pour la protection de la nature, de la vie et de l'environnement va déposer une plainte auprès du tribunal administratif de Nice pour obtenir la destruction du mur de béton coupant la vue sur Saint-Tropez.

• L'Association des populations survolées par les avions survolant l'aéroport d'Orly (4, allée Constance, 94 - Villeneuve-le-Roi, Tél. : 922-29-26) a introduit un recours en Conseil d'Etat contre le décret du 13 février au terme duquel les bâtiments privés d'habitation (et eux seuls) ne sont pas indemnisés contre les nuisances dues au voisinage des aérodromes.

LE VEAU D'OR

Quatre-vingt-quinze pour cent des veaux belges sont traités aux hormones femelles : cela ne tire pas à conséquence si le produit est injecté par un vétérinaire dans de bonnes conditions, quinze jours au moins avant que l'animal soit abattu. Mais ce sont les producteurs eux-mêmes, qui, pour faire profiter la bête et la vendre plus cher, injectent fréquemment des quantités massives de ces produits, qu'ils se procurent à prix d'or auprès de revendeurs. Alors, 13 % des veaux gardent dans leurs muscles des traces d'œstrogènes. On envisage d'instituer un contrôle : l'abus d'hormones femelles est aisément décelable. Mais les producteurs se rabattraient sur les hormones mâles qu'ils emploient déjà pour le gros bétail et qui passent plus facilement inaperçues. Enfin, le consommateur, dont le goût pour la viande belle et juteuse a amené la généralisation de ces pratiques, est-il prêt à payer plus cher du veau plus sain, mais moins beau et pas meilleur ?

DES OCEANS SANS BALEINES

Mario Ruspoli présentera le 18 juin, à 20 heures, à l'Institut océanographique de Paris, 195, rue Saint-Jacques, ses deux films sur la chasse au cachalot aux Açores (entrée gratuite). Cette manifestation fait partie de la campagne Jo-

ECOACTUALITES...

nah pour sauver les baleines. Certaines espèces sont actuellement en voie d'extinction, surexploitées par les flottilles de pêche industrielle russe et japonaise. L'année dernière, la conférence des Nations unies sur l'environnement proposa un moratoire de dix ans de la pêche. Cette recommandation généreuse ne fut pas suivie par la Commission baleinière internationale qui se réunit chaque année à Londres. Se raviseront-ils lors de leur prochaine réunion, le 25 juin prochain ? (Projet Jonah France, Nicolas Desplats, Georges Dewez, 25, quai Voltaire, 75007 Paris.)

AMERICAINS COBAYES

Ralph Nader accuse à nouveau : 55 000 Américains ont testé bien involontairement des médicaments dont les essais sur des animaux de laboratoire n'étaient pas terminés. Décrétés dangereux, ces produits ont été retirés de la circulation : certains d'entre eux pouvaient être à l'origine de troubles oculaires et rénaux et de tumeurs.

LE PRIX DU GAZ

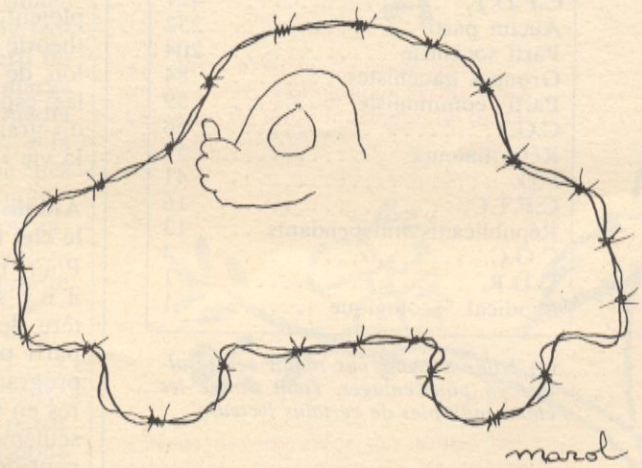
Les Américains viennent de faire exploser trois bombes thermonucléaires de 30 kilotonnes (une fois et demie la puissance d'Hiroshima) à une profondeur de 2 000 mètres. Il s'agit de rendre exploitables, à des tarifs raisonnables, un immense gisement enfoui dans les couches profondes de l'ouest du pays (Colorado, Wyoming, Utah, Nouveau-Mexique). Ce n'est là qu'un début : des centaines d'autres explosions sont prévues pour les années à venir. Le gaz ainsi obtenu permettra aux U.S.A. de faire face à la pénurie d'énergie qui les menace, sans trop accroître leur dépendance vis-à-vis des pays arabes.
Des protestations se sont élevées ici et là. On ne sait pas faire face aux dangers de ces explosions et leurs conséquences sont irréversibles. De plus, on ignore comment va se comporter le sous-sol. Mais les U.S.A. n'ont pas mauvaise conscience : ne s'élèvent-il pas contre les explosions que projette la France à Mururoa ? Cela devient un principe international : c'est toujours le nucléaire des autres qui a tort.

JE TUE POUR VOUS

« Face au drame automobile ». C'est le titre du mémoire qu'ont fait parvenir aux Pouvoirs publics l'Association nationale des usagers et accidentés de la route (A.N.U.A.R.), l'Association nationale des amis des polios et handicapés physiques (A.N.A.P. et H.P.), l'Association nationale des voyageurs (A.N.V.U.), l'Association nationale « les Droits du piéton » et la Fédération des usagers des transports de la région parisienne (F.U.T.R.P.).

Les 36 000 morts et les 750 000 blessés de la route de 1971 et 1972 sont imputables à l'excès des véhicules, mais aussi à la politique délibérée des Pouvoirs publics qui ont systématiquement sacrifié le rail à la route. La fermeture de lignes non rentables a jeté sur les routes bon nombre de particuliers qui s'en seraient bien passé et les redoutables poids lourds surchargés. Chaque tour de roue accroît nos chances d'avoir un accident grave.

Pour mettre fin à l'hécatombe, les auteurs du mémoire présentent une série de justes revendications ; la revalorisation de tous les transports publics, modernisés et multipliés ; le report progressif du fret sur les chemins de fer et les voies navigables ; le contingentement de la production et de la vente de voitures et, pour sauvegarder le plein-emploi des travailleurs, la reconversion partielle et progressive de l'industrie automobile vers la fabrication de matériels de transports collectifs ; l'élimination de tous les conducteurs inaptes ; la généralisation de la limitation de vitesse effective sur tout le réseau routier, mieux : l'installation de la vitesse maximale à la construction ; enfin, l'interdiction de toute publicité qui exalterait la vitesse.
Leur mise en œuvre implique une révision radicale de la politique des transports publics et privés, mais le respect de la vie et la préservation de notre environnement sont à ce prix.



A PIED, EN BUS ET SANS VOITURE

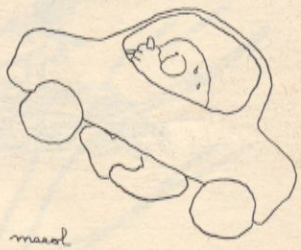
• Le 5 juin dernier, « Journée sans voitures » organisée par l'association « les Droits du piéton ». Principe de la manifestation : puisque les voitures stationnent sur les trottoirs, les piétons occuperont la chaussée. But : « *Libérer de la tyrannie de la bagnole et donner réellement la priorité aux transports en commun.* »

• Le 16 juin, se tiendront à Paris les « Etats généraux pour les transports et la circulation ». Inspirés par des élus communistes, ces états généraux feront le procès de l'orientation actuelle « *qui oppose la notion de rentabilité et de profit à celle de service public* ». Renseignements : 5, rue Faraday, 75017 Paris. Tél. : 754-48-69.

• Selon une enquête de l'I.F.O.P., 58 % des Parisiens utiliseraient davantage l'autobus si ce dernier était plus régulier et plus rapide, et 75 % sont pour l'extension des couloirs réservés aux « transports en commun de surface ». A propos, où en sont les couloirs promis pour cet été ?

• Le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, ne veut plus « *investir perpétuellement pour la voiture particulière* ». Aussi *Grenoble* sera-t-elle bientôt une ville-pilote en matière de circulation : grâce à une gigantesque campagne promotionnelle organisée par la municipalité en faveur des autobus et à des mesures telles que la réservation pure et simple de plusieurs artères principales aux transports en commun.

• Après le centre de Milan, celui de Rome est interdit à la circulation automobile. Dans sept quartiers s'étendant du Quirinal à la Piazza Venezia, seuls pourront rouler taxis et véhicules prioritaires.



L'ESPRIT D'ESCALIER

Au XIX[e] siècle, Charles Darwin découvrit que lorsque l'on cultivait le trèfle rouge en serre et qu'il n'était donc pas butiné par le bourdon, il ne montait pas en graine. C'est ce qui a fait dire à deux de ses contemporains biologistes allemands, Karl Vogt et Ernst Haeckel, que la force et la puissance de l'Empire britannique reposaient sur l'appétit des bourdons. En effet, la force et la puissance de l'Empire résident dans sa marine dont les matelots se nourrissent de bœufs qui, à leur tour, se nourrissent de trèfle rouge, qui, lui, dépend de sa fécondation par le bourdon.
(D'après *Scientific* américain.)

La rubrique **ECOACTUALITES** a été réalisée par Christine HEMMET et Brigitte PACQUEMENT.

Dans notre dernière fiche-poison consacrée à l'huile, une erreur de transmission nous a fait attribuer à la revue *50 millions de consommateurs*, la citation suivante : « *Les extraits bruts de graines de fruit ne peuvent être utilisés tels quels pour être commercialisés. Il s'agit, dans la plupart des cas, de liquides troubles qui se dégradent rapidement et dégagent une odeur peu agréable. Pour être consommables, ces extraits doivent nécessairement subir un raffinage et un traitement physique ou chimique.* » Cette affirmation, que nous qualifions d'inexacte, est de M. Bernard Pons, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

PORTRAIT D'UNE REV
PAR 1000 SAUVAGES

Écologie,qui es-tu ? Mille lecteurs du *Sauvage* répondent au *Sauvage*. Ce sont les mille premières réponses au questionnaire que nous avons proposé dans notre premier numéro.

Début de notre dialogue avec nos lecteurs, de nos lecteurs entre eux.



Quel parti politique, quel syndicat, vous paraissent les plus aptes à défendre la qualité de la vie ? (*).	
P.S.U.	481
C.F.D.T.	427
Aucun parti	252
Parti socialiste	204
Groupes gauchistes	84
Parti communiste	59
C.G.T.	58
Réformateurs	57
F.O.	41
C.F.T.C.	16
Républicains indépendants	13
C.G.C.	4
U.D.R.	1
Syndicat écologique	1

(*) *Nous n'avons pas réduit ces résultats en pourcentages, étant donné les choix multiples de certains lecteurs.*

« Le slogan de base devrait être : Consommez moins, travaillez moins, polluez moins. Cela va ensemble. »

« Qu'on soit en désaccord sur les plus aptes à défendre la qualité de la vie, possible, mais qu'on fasse figurer dans la liste l'U.D.R. ou les R.I., je me marre doucement. Vous m'aviez habitué à plus de sérieux. Un certain nombre estimera sans doute que les P.S., P.S.U. et la C.F.D.T. sont les plus aptes à défendre la qualité de la vie. Le P.C. et la C.G.T. n'ont pas toujours eu des positions très claires à ce sujet, c'est vrai. Seulement, améliorera-t-on durablement la qualité de la vie sans abattre le capitalisme (je ne dis pas que c'est une condition suffisante, mais, en tout cas, absolument indispensable). Et on n'abattra pas le capitalisme sans le P.C. et la C.G.T. »

Radicaux d'abord, analystes ensuite, les mille sauvages ont trituré et annoté les questions, pour les compléter, les dépasser. Manifestement, ils ont voulu exprimer leur passion en d'autres termes que ceux que propose la parcellisation du sondage classique.

L'écologie, selon les lecteurs du *Sauvage ?* : un mot et autant de significations que de personnes qui l'emploient. Science à peine, pas encore théorie politique, certainement défouloir de tous les ras-le-bol et de tous les espoirs. L'instrument peut-être du grand changement, du « changer la vie ».

Aidons-nous, le ciel ne nous aidera pas

Pour résoudre la crise écologique, il n'y a rien à attendre ni du ministère de l'Environnement, ni d'aucun parti politique, même s'il affiche un programme écologique. Commentaires en marge : « Le ministère est non seulement inutile, mais néfaste. Il peut donner à la population l'illusion que le gouvernement s'occupe sérieusement du problème... En fait, ce ministère a une seule utilité : anesthésier les inquiétudes et la contestation. »

Le P.S.U., cité par 481 lecteurs, et la C.F.D.T. par 427, sont les seules organisations politique et syndicales susceptibles de défendre la qualité de la vie. Sans doute se souvient-on des interventions de Michel Rocard et Edmond Maire, qui furent les seuls à mentionner avant les élections les centrales nucléaires, les conditions de travail, la croissance exponentielle et

OLUTION IMMINENTE

tous les grands problèmes écologiques. Le parti socialiste, dont les déclarations d'intention dans le Programme commun furent moins explicites, n'est cité que 204 fois et le parti communiste, 59 fois, presque à égalité avec les réformateurs : 57 fois, pour des motifs certainement différents, que le questionnaire ne permettait pas d'exprimer. 87 sauvages font confiance aux gauchistes, mais, voilà qui est plus significatif, 252 lecteurs refusent de citer aucun parti ou syndicat et griffonnent dans la marge leur refus de passer par les média politiques classiques. Pour eux, « la révolution écologique implique des changements économiques, politiques, philosophiques même, trop radicaux pour qu'aucune formation existante puisse prétendre les prendre en charge ».

La révolution sera écologique ou ne sera pas

Le refus de s'en remettre aux partis politiques classiques n'implique donc pas le refus de voir appliquer une politique d'ensemble : 58 %. Dans le cadre d'un système décentralisé et communal (sur le modèle chinois par exemple) : 85 %. 11 % des réponses seulement pensent que la crise écologique peut être résolue dans le contexte d'une organisation économique et sociale telle que celle où nous vivons en ce moment.

Le très fort pourcentage qui se prononce en faveur du modèle communal chinois laisse supposer une option morale autant que politique, que confirment les modes de comportement individuel choisis : d'abord li-



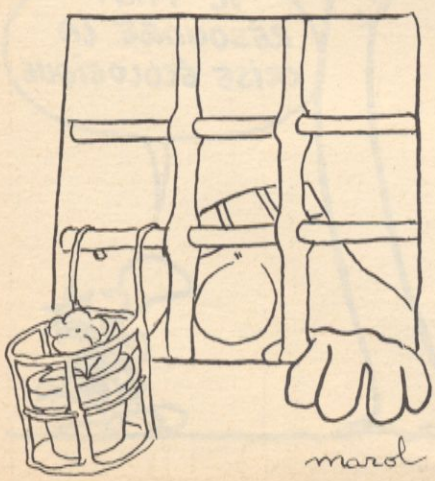
« Préférez-vous le baril de Dash familial ou les quinze paquets, mais plus chers ? Question idiote. Beaucoup de produits industriels ont une très longue vie. Une bagnole, contrairement à l'opinion admise, ça ne se détruit pas en quinze jours, ça peut rouler très longtemps. Seuls les cons éprouvent le besoin d'en changer, par goût de la mode. Moi, je n'ai pas de bagnole, je n'aime pas ça. Je n'aime pas beaucoup dépenser du fric, parce qu'il faut travailler pour en gagner, et ça me fatigue. Ce dont j'ai le plus besoin : me chauffer au soleil, discuter avec mes copains et quelques autres trucs, mais jamais de produits industriels — si, j'ai une vieille moto. Je travaille le moins possible et jamais quand je n'en ai pas envie. »

Pour généraliser la prise de conscience « écologique », l'action militante doit-elle :	
— partir de faits précis et diffuser largement les informations correspondantes	82 %
— s'appuyer sur une idéologie et participer à l'action politique d'un parti	13 %
— ne se prononcent pas	5 %

Notre milieu de vie est détérioré. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Les voici classés par ordre d'importance.	
1. *Les pollutions*	*42 %*
a) pollution des eaux (déversements industriels)	41 %
b) pollution atmosphérique (ex. : automobile)	33 %
c) pollution nucléaire (déchets des centrales)	19 %
d) pollution sonore	7 %
2. *La destruction et l'épuisement des ressources naturelles*	*38 %*
a) végétales (déboisement, disparition des espaces verts)	43 %
b) agricoles (cultures trop intensives, appauvrissement de l'humus).	30 %
c) animales (espèces en voie de disparition)	18 %
d) minérales (pétrole, réserves minières)	9 %
3. *L'encombrement et le surpeuplement des villes*	*20 %*

« Certes, il existe une hiérarchie dans la nocivité, mais il me semble assez irréaliste de vouloir classer les différents facteurs de détérioration quand un seul suffit à détruire l'équilibre écologique. »

« Notre milieu de vie est d'abord détérioré par le cartésianisme, je veux dire par notre système de pensée, d'où le plaisir de vivre et la volupté sont exclus. La première détérioration, c'est être triste, malheureux. Nous sommes d'abord pollués de misère. »



Je bannis de tout militantisme écologique l' « I.N.C. » et « 50 Millions de consommateurs », organe gouvernemental et donc récupéré.

Le « nadérisme » et les mouvements de défense du consommateur relèvent-ils du militantisme écologique ?	
Oui	70 %
Non	25 %
Ne se prononcent pas	5 %

miter ses besoins : 27 % ; devenir un consommateur très exigeant : 21 % ; fonder des collectivités autogérées : 16 % ; renoncer à l'automobile : 15 %. La révolution écologique passe par le chemin de l'austérité matérielle. Elle se trouve ainsi en contradiction avec toutes les doctrines politiques des lendemains qui consomment sans frein et sans faim. La prise de conscience et le militantisme écologiques doivent s'appuyer sur des faits précis : 82 %, plutôt que sur une idéologie : 14 %.

Dans un environnement profondément perturbé, ce sont les nuisances les plus immédiates qui paraissent être les plus dramatiques. Les pollutions sont donc le premier facteur de déséquilibre cité : 42 %. Elles représentent l'actualité immédiate de l'écologie, ce que, dans *le Sauvage*, nous traitons dans la rubrique « point chaud ». La destruction et l'épuisement des ressources apparaissent comme des menaces plus abstraites ou lointaines, mais 38 % pensent qu'il s'agit du facteur le plus important, étant donné la nature irréversible du phénomène. « On peut remédier à grands frais à une pollution et restaurer l'environnement détruit (sauf dans le cas d'une contamination nucléaire)... on ne peut pas reconstituer un gisement de fer épuisé. » L'encombrement et le surpeuplement des villes inquiètent moins qu'on ne pourrait le supposer : 20 %. Il est vrai que, d'après une autre question, 70 % pensent que les villes pourront être « écologisées ».

Les pollueurs le paieront cher

Qui est responsable ? La libre entreprise et la recherche du profit : 21 %, l'économie de croissance : 17 %, les négligences ou l'indifférence des industriels : 15 %, le gaspillage au niveau national : 11 %, le centralisme industriel et administratif : 8 %, la technologie moderne : 10 %. Ces différents facteurs qui suffiraient à décrire notre société et notre économie occidentales sont donc tenus pour responsables à 82 %.

Qui n'est pas responsable ? Ceux que le président de la République a tenté de culpabiliser dans ses discours sur l'environnement : les citoyens. Le manque de discipline individuelle n'intervient que pour 9 %. Les lecteurs du *Sauvage* jettent leurs papiers gras et se chauffent au mazout sans complexe. Ils rejettent définitivement la responsabilité de leur mode de vie sur ceux qui le leur imposent. (La publicité est citée 45 fois comme première cause de pollution.)

Peut-être doit-on analyser de la mê-

me manière un curieux résultat : 9 % seulement incriminent l'explosion démographique comme cause de déséquilibre. Ils prennent ainsi parti dans une querelle qui divise, depuis des années, les théoriciens écologistes américains, Paul Ehrlich et Barry Commoner. Pour le premier, la pression démographique engendre le désordre économique et écologique, pour l'autre, c'est le désordre économique qui entraîne l'anarchie démographique. Ce choix est confirmé par ailleurs. 9 % seulement pensent que la crise écologique est plus aiguë dans le tiers monde, 65 % dans les pays occidentaux, 26 % dans les pays communistes.

En route vers le soleil

La société écologique future sera décentralisée, non urbanisée : 70 %. Les villes elles-mêmes seront écologisées : 70 % ; l'urbanisation n'est d'ailleurs pas un phénomène irréversible : 70 %. La production d'énergie sera assurée par des technologies douces : 63 %. Ces technologies qui s'appuient sur notre acquis scientifique et sur son développement ne nécessitent ni centralisation des moyens de production, ni destruction du milieu naturel. 12 % seulement envisagent de migrer vers les campagnes. Ces campagnes seront cultivées d'autant plus « biologiquement » : 84 %, que dans 96 % des cas, il ne sera plus fait appel ni aux pesticides, ni aux engrais chimiques.

Les produits de consommation de cette économie anti-gaspillage seront plus durables et, pour cette raison, 85 % accepteront de les payer plus cher.

Nous allons donc entrer dans un nouvel âge de l'humanité. L'illusion d'une technostructure inventée par l'homme qui aurait rompu tout contact avec la nature-biosphère fait long feu. Retour à la nature, certes, mais avec une compréhension scientifique précise des mécanismes qui nous en rendent étroitement dépendants.

Agraire et scientifique seront peut-être les deux termes clefs de cette nouvelle société. Quelle sorte d'hommes en seront les artisans ?

Sans aucun doute les jeunes, qui auront reçu une éducation moins anthropocentrique et plus compréhensive des autres formes de vie : 39 %. Mais des événements spectaculaires, tels qu'une marée noire, des écocatastrophes, telles que des famines qui feraient des millions de morts, peuvent précipiter la prise de conscience : 31 %.

1 000 Sauvages.

« On peut considérer que les pays occidentaux et para-occidentaux sont en tête, parce que les dirigeants, hommes d'affaires avant tout, susceptibles d'user et d'abuser en vue de leur seul intérêt, iront jusqu'à scier la branche sur laquelle ils sont assis. »

Les pays du tiers monde doivent-ils industrialiser leur agriculture ?	
Modérément	67,2 %
Non	20,0 %
Oui	12,8 %

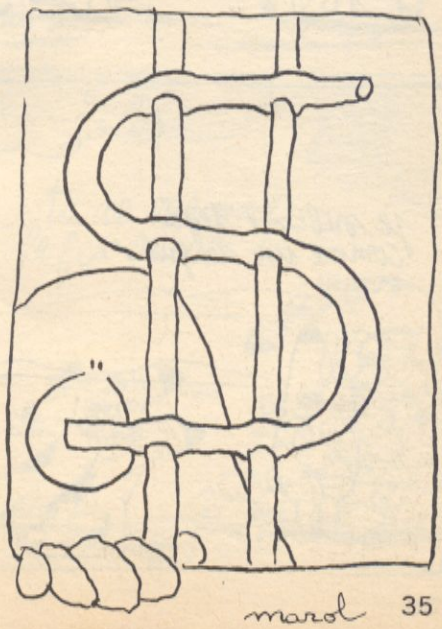
Les technologies douces interviendront dans les domaines suivants :	
1. Production d'énergie ..	35 %
2. Agriculture	34 %
3. Production industrielle..	20 %
4. Utilisation des ressources minérales	11 %

« A mon avis, l'ère écologique doit, pour réussir, coïncider avec une ère de recherches prioritaires dans le domaine des sciences biologiques et des disciplines dites sciences humaines (psychologie, psychosociologie et sociologie, voire économie et droit également). Mais cela suppose une remise en question fondamentale de leurs finalités, objectifs et même méthodes. »

« Faux problème. En aucun cas il ne s'agit de payer plus cher, il suffit de supprimer le profit, la libre entreprise et nous aurons des produits durables et moins chers. »

« Je n'aime pas les sondages. Quand on me pose une question, j'aime bien la trouver dans ma tête plutôt que de mettre une croix sur ce qui est déjà écrit. J'aime pas qu'on pense à ma place. Un sondage, c'est un moyen de rendre les gens encore plus passifs. Demain on ne votera plus, on sondera. Si vous voulez connaître l'opinion de vos lecteurs, laissez-les écrire. Un sondage est frustrant, il fausse l'opinion de l'individu. Il peut lui faire dire n'importe quoi. Il est toujours un mensonge. Plus de sondage, s.v.p. »

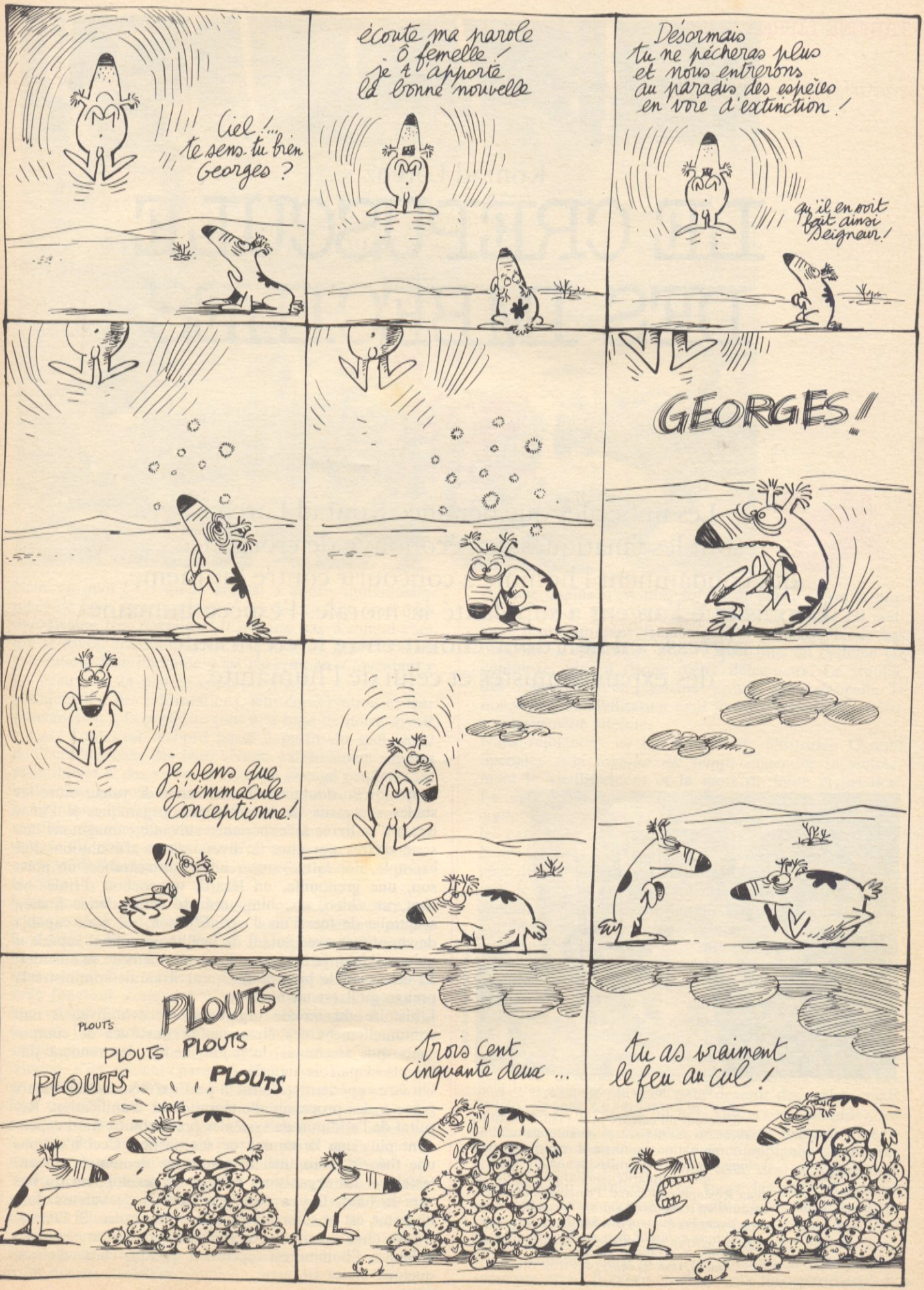
Quel journal quotidien, hebdomadaire ou mensuel vous informe le mieux de ces problèmes ?	
Quotidien : *le Monde*	275
Hebdomadaire : *le Nouvel Observateur*	416
Mensuel : *la Gueule Ouverte.*	284



UN CAS SOCIAL : LE BOLOT OCCIDENTAL

par Claire BRETÉCHER




Ciel !... te sens-tu bien Georges ?
écoute ma parole ô femelle ! je t'apporte la bonne nouvelle
Désormais tu ne pécheras plus et nous entrerons au paradis des espèces en voie d'extinction !
qu'il en soit fait ainsi Seigneur !
GEORGES !
je sens que j'immacule conceptionne !
PLOUTS
PLOUTS
PLOUTS
PLOUTS
PLOUTS
PLOUTS
trois cent cinquante deux ...
tu as vraiment le feu au cul !

Konrad Lorenz

LE CRÉPUSCULE DES IMBÉCILES



Les imbéciles que dénonce Konrad Lorenz sont les fanatiques de l'économie de croissance qui condamnent l'homme à concourir contre lui-même. Depuis que l'argent a supplanté la morale, l'espèce humaine régresse : il faut donc choisir entre le crépuscule des expansionnistes et celui de l'humanité.



Y. Debraine/Flammarion

Psychologue et zoologiste autrichien, Konrad Lorenz (né à Vienne en 1905) est directeur du célèbre Max Planck Institut. Ses travaux sur la perception animale ont une réputation mondiale et ses conférences écologiques à la radio autrichienne lui assurent une popularité comparable à celle de Jean Rostand en France. Principaux ouvrages traduits en français : *Essai sur le comportement animal et humain* (Le Seuil); *L'Agression : une histoire naturelle du mâle; Il parlait avec les mammifères, les oiseaux, les poissons; Tous les chiens, tous les chats* (ces trois titres chez Flammarion).

Si quelqu'un doutait de la différence de valeur entre les stades successifs de la croissance organique, je l'inviterais à se livrer à l'expérience suivante : imaginons une série d'êtres parvenus à divers stades d'évolution. Par exemple, une laitue, un escargot, un scarabée, un poisson, une grenouille, un lézard, un cochon d'Inde, un chat, un chien, un chimpanzé. Je demanderais à mon sceptique de tuer l'un d'eux. Eh bien, s'il était capable de supprimer avec autant de facilité un animal supérieur qu'une laitue, je lui conseillerai vivement de se suicider. Et cela pour le bien de tous, car il aurait administré la preuve qu'il est un monstre.

L'histoire du monde organique est évolutive. Il naît continuellement des êtres neufs, constitués de composants qui, assemblés de façon inédite, les rendent différents et parfois supérieurs.

Un être supérieur se forme à partir d'éléments inférieurs grâce à des processus d'intégration et d'unification. Résultat de l'addition de systèmes préexistants, il est cependant plus que la somme de ses parties. Ceci n'est pas une théorie, mais une loi historique démontrée, incontestable : les organismes vivants se développent du bas vers le haut. Il y a donc une échelle de valeurs dont l'homme est le sommet, au moins provisoire. Si l'on retrouve chez lui toutes les propriétés de ses ancêtres les animaux, l'homme est cependant quelque chose d'autre, quelque chose de neuf.



H. Kacher/Flammarion



Neuf en quoi ? Ce qu'un animal a appris individuellement ne peut être transmis à ses descendants que dans une mesure très restreinte. Il n'existe pas d'animal chez qui le savoir traditionnel est multiplié de génération en génération. Seul l'homme y est parvenu en « inventant » un beau jour la pensée conceptuelle.

L'acquisition des informations, leur conservation et leur transmission à la postérité sont à la base de notre savoir actuel. Tout s'est d'abord passé à partir du seul canal de l'hérédité, chez des êtres vivants extrêmement simples assimilables à des virus, et rien n'a changé pendant des millénaires jusqu'à ce que, tout à coup, à la fin du Tertiaire (donc hier), apparaisse un nouveau système susceptible de remplir les mêmes fonctions plus vite et mieux. Ce nouveau système n'est autre que le système nerveux de l'homme, qui lui permet la pensée conceptuelle.

L'homme est né ! L'homme, qui peut transmettre ses connaissances à ses congénères tout simplement en les formulant... Et ses congénères les répètent ! Quand un homme fait une découverte, tous ses semblables peuvent en profiter. C'est ainsi qu'est apparue une nouvelle fonction, comparable à l'hérédité et la dépassant. Les talents nouvellement acquis se propagent à la vitesse de l'éclair, les hommes sont unis par leurs connaissances communes, ils se partagent les mêmes aptitudes, comme s'ils étaient parents. Tous les membres du groupe humain partagent leur savoir, leurs capacités et leur volonté. Une civilisation commence : à partir du savoir commun enrichi par la tradition naît la science ; à partir des capacités naît l'art ; à partir de la volonté naît une morale de la responsabilité, une éthique.

Voilà pour l'hymne à la gloire du genre humain. Mais n'oublions pas que, si prestigieux que puissent être ses exploits, l'homme demeure un produit de la création organique et que sa civilisation est un système vivant fondé sur des activités animales, même si elle se place à un niveau supérieur.

Aucune chaîne n'est plus forte que son maillon le plus faible, dit un vieux proverbe. Hélas, la chaîne est souvent beaucoup plus fragile que le plus fragile de ses maillons. L'expérience prouve que, plus un système est complexe, plus il risque d'être défectueux. Le trouble des fonctions d'un système vivant, cela s'appelle la maladie. Une civilisation peut tomber malade. La nôtre est gravement atteinte.

Nous rejoignons ici les théories de l'historien Oswald Spengler : la *logique du temps* engendre inévitablement le vieillissement et la mort de toute civilisation. Le naturaliste que je suis n'a pas à reprendre à son compte une hypothèse aussi mystique, mais à rechercher les causes de ce phénomène.

Nous sommes trop habitués à ne considérer qu'un aspect du développement organique, celui qui va du bas vers le haut et crée des valeurs hiérarchiques. Mais le chemin contraire existe aussi. Nous connaissons des cas dans lesquels des espèces animales et végétales évoluent en rétrogradant, c'est-à-dire transforment leur évolution en *involution,* perdent des organes et des structures déjà élaborées et retombent à un stade infiniment plus bas que celui qu'elles avaient atteint.

Prenons l'exemple des copépodes, petits crustacés possédant un bel œil à facettes, un système nerveux assez complexe, une carapace annelée, etc. Certains d'entre eux sont devenus des parasites. Pourtant, à l'état de jeunes larves, ils ont tout pour devenir des crabes, mais dès qu'ils se fixent sur un hôte (un crabe plus gros), les yeux, les pattes, la carapace, le système nerveux s'amalgament pour donner une sorte de champignon qui pousse sur le corps de l'autre animal avec des prolongements filiformes lui permettant de sucer les sucs vitaux de son hôte. Etant donné la facilité avec laquelle il se procure sa nourriture, le parasite fabrique des quantités incroyables de cellules de reproduction et s'installe donc triomphalement dans la vie. Ce phénomène d'involution n'est pas rare : il existe environ deux fois plus d'espèces ▸

Dans les affaires publiques, qui demande encore : « Untel est-il, ou non, un honnête homme ? »

parasites que non parasites.
Parallèlement, on observe une régression chez les animaux domestiques : l'homme leur évitant la peine de lutter pour vivre, leur évolution se change en involution, ils deviennent bêtes (exception faite pour le cheval et le chien), ils engraissent et perdent peu à peu tous leurs instincts, sauf celui de la nourriture et de l'accouplement.
Les espèces animales sont victimes de l'involution quand elles sont soumises à une sélection unilatérale, c'est-à-dire quand leur adaptation se fait selon une règle rigoureuse et les oblige à négliger leurs autres capacités. Il ne faut pas confondre cette sorte de régression avec la dégénérescence ; elle n'entraîne pas la non-adaptation, mais au contraire une adaptation extrême et anormale. Un parasite ou un animal domestique, canard ou cochon, peut posséder une vitalité débordante, être extraordinairement doué dans son domaine écologique (qui correspond à la profession chez l'homme) et y déployer un grand zèle.



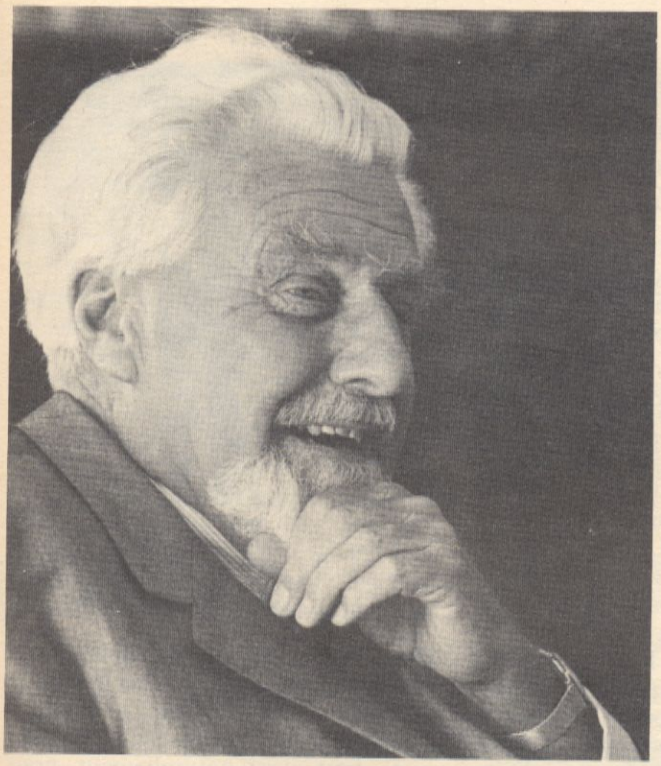
Y. Debraine/Flammarion



Mais c'est justement en quoi l'involution est si inquiétante : un système vivant touché par elle peut être, dans certaines conditions, supérieur à un autre resté intact. Par exemple, dans des plans d'eau proches d'une cité, dès l'instant où la sélection opérée par les rapaces s'atténue, les canards domestiques s'imposent avec une telle violence qu'ils évincent les canards sauvages.
Le même phénomène se produit chez les êtres civilisés et les hommes sont soumis aujourd'hui à une involution identique. Quiconque ouvre les yeux découvre les signes d'une régression dans tous les domaines de la civilisation humaine ; dans tous les domaines sans exception. Quand on approche une flamme d'une œuvre d'art modelée en cire, les extrémités les plus fines sont les premières à fondre. De même, le propre de l'involution est de faire disparaître en premier les produits les plus subtils de la création organique. Donc, des trois propriétés du génie humain — le savoir, le talent, la volonté — c'est la volonté, l'éthique, qui fond d'abord.
Nous assistons aujourd'hui à un affaiblissement, sinon un avachissement, des valeurs morales. Dans les affaires publique, qui demande encore : « *Untel est-il ou non un honnête homme ?* » De toute façon, la réponse n'intéresserait personne. Or, le jugement moral et le sens esthétique sont très proches l'un de l'autre. Avec le sens du bien et du mal disparaît la faculté de discerner le beau et le laid.
Notre monde s'enlaidit. De belles maisons anciennes font place à des immeubles préfabriqués qui évoquent des écuries, des forêts sont mutilées par et pour la construction d'autoroutes. Je soupçonne parfois les responsables de cette involution d'éprouver une joie satanique quand ils fabriquent cette laideur, quand ils saccagent cette beauté.
Jusqu'ici, la science a été moins touchée par cet affaiblissement des valeurs. Mais on peut déjà percevoir certains symptômes angoissants. Par exemple, seules la physique et la chimie sont cataloguées *big science* — et cela uniquement parce qu'il s'agit de sciences directement applicables.
Applicables à quoi ? Qu'est-ce qui pousse l'humanité à quitter sa direction ascendante et à se soumettre à une sélection unilatérale ? Une seule réponse à ces deux questions : l'humanité consacre toutes ses forces à concourir contre elle-même. Et l'on appelle cela le progrès !
L'homme a appris à dominer son environnement non vivant, à scinder l'atome, etc. Mais, parallèlement, il a désappris le contact avec le monde vivant. Il s'est habitué à des formes de pensée qui ne conviennent qu'à des objets créés par la technique. J'appelle ce mode de raisonnement la « pensée technomorphe ».
Les théories de Hans Sedlmaier rejoignent cette conclusion : selon lui, une humanité grisée par ses succès techniques et sa puissance traite de la même manière toutes les créatures, vivantes ou non, en négligeant toute réflexion d'ordre éthique, en trahissant un manque incroyable de morale. Mais les créatures vivantes ne tolèrent pas d'être traitées ainsi : elles se métamorphosent en choses mortes, elles trépassent. Leur exploitation amorale est donc à la fois criminelle et stupide.
Et nous voilà au cœur du cercle vicieux : l'humanité est incapable de percevoir des valeurs qui ne contribuent pas à l'augmentation de sa puissance et, comme chacun veut davantage de puissance, c'est-à-dire d'argent, il y a concurrence.
Le principe de cette concurrence se développe avec une autonomie effarante. Telle une tumeur cancéreuse, il ronge tous les secteurs de l'activité humaine, du travail aux loisirs, de la construction automobile à l'élevage des chiens de luxe en passant par la mode, où il est simplement délirant. Dans le domaine de l'économie, la concurrence n'est même plus un principe : c'est une idéologie, une religion mondiale.
En soi, pourtant, la concurrence n'est pas condamnable et la sélection naturelle, avec toutes ses forces créatrices, en découle. Quand des êtres vivants concourent, ils risquent de *se mettre aux enchères* d'une manière désavantageuse pour eux. La ramure des cerfs, par exemple, sert exclusivement à la concurrence sexuelle entre les mâles. On peut en dire autant des organes de parade chez divers oiseaux. Mais si cette concurrence ne conduit pas à la ruine de l'espèce, c'est parce que d'autres facteurs interviennent : en dépit de ses succès dans la compétition sexuelle, un cerf aux bois trop développés n'aurait pas de descendants car il resterait accroché aux branches et mourrait de faim ; de même, un oiseau au plumage trop lourd ne pourrait plus voler. Sur le plan supérieur des civilisations humaines, les

Pour la première fois dans notre histoire, aucune autre civilisation ne peut prendre la relève





D.R.

conséquences de la concurrence entre deux systèmes sont différentes de celles de la concurrence au sein d'un seul et même système — tout comme la sélection entre espèces différentes et à l'intérieur d'une seule espèce n'aboutit pas au même résultat, chez les animaux.

Chez l'homme, tant que la sélection et la nécessité de s'adapter sont dues à la présence d'une civilisation étrangère (et, *a fortiori,* ennemie), la situation est favorable ; on peut même admettre que l'évolution rapide de l'humanité s'explique en grande partie par la concurrence entre systèmes antagonistes. Mais aujourd'hui, cette sélection créative n'existe plus. Les peuples de la Terre n'ont plus qu'une seule civilisation. Leur outil est la technique et toute technique se fonde sur les sciences naturelles, la physique, la chimie et les mathématiques qui sont les mêmes pour tout le monde.

Chaque fois que l'histoire relate le déclin d'une civilisation humaine, on découvre une autre civilisation montante, prête à prendre la relève de la précédente. Or, pour la première fois dans notre histoire, il n'y a pas possibilité de substitution. En continuant à se faire concurrence à elle-même, c'est l'humanité tout entière qui régresse.

Les œuvres d'art et les monuments ne se vengent pas quand le vandalisme technocratique s'en prend à eux. Mais les systèmes vivants se vengent : la nature organique fait la grève quand la pensée technomorphe l'exploite brutalement. Il nous reste seulement à espérer que l'inévitable se produise assez lentement pour que les idéologues les plus bornés de la croissance économique comprennent leur bêtise.

Car l'idée d'un proche déclin de la civilisation humaine n'est pas le monopole des « protecteurs hystériques de l'environnement », comme nous surnomment les économistes, des esthètes et des moralistes sentimentaux. Les technologues du M.I.T. ont prouvé froidement que, si notre croissance économique continue au rythme actuel, le système écologique de la planète s'effondrera dans quelques dizaines d'années.

Pour les économistes, la pensée technomorphe et l'idéologie de la croissance sont devenues une mystique. C'est pourquoi, lorsqu'on fait allusion à l'inévitable craquement de l'expansion, leurs réponses sont aussi pathétiques et illogiques que des professions de foi. « Toute marche arrière, nous disent-ils, se paierait par des souffrances indicibles, par un chômage massif. Nous connaîtrions la faim, la maladie, la régression culturelle. Même un simple temps d'arrêt, comme on le préconise souvent aujourd'hui, aurait des conséquences effroyables. Toute interruption du progrès signifierait misère des masses et effondrement de l'économie. »

Mais si ces catastrophes doivent se produire, elles seront d'autant plus épouvantables que l'humanité se sera cramponnée au prétendu progrès jusqu'au dernier moment, qu'elle sera donc prise de court.

« *Time is money...* » Au nom de cette doctrine, les promoteurs sont en train de bouleverser le pays que je connais le mieux puisque c'est le mien : l'Autriche. Quand on se rend de Hongrie dans le Burgenland, on a l'impression de quitter un pays hautement civilisé pour une région barbare. En Hongrie, on voit encore dans chaque village de charmantes maisons baroques toutes simples, des parterres de fleurs le long des routes ; le gouvernement offre des primes aux plus belles décorations florales. Dans le Burgenland, par contre, les belles demeures d'autrefois sont délabrées ou condamnées à être rasées ; les cultivateurs qui ont de l'argent construisent de nouvelles maisons en béton. Les Hongrois en feraient peut-être autant s'ils étaient riches... Où en est-on ailleurs, aux Etats-Unis par exemple, qui ont généralement plusieurs années d'avance (en bien comme en mal) sur le reste de la civilisation occidentale ? C'est aux Etats-Unis que l'idéologie de l'expansion a donné ses fruits les plus généreux. Nulle part ailleurs on a gâché tant de glèbe en construisant de manière aussi insensée, nulle part on a rasé tant de forêts, nulle part on a empoisonné tant de cours d'eau, nulle part l'oubli des valeurs éthiques et esthétiques n'a fait autant de ravages. Mais l'Amérique est aussi le pays où ont été lancés les premiers avertissements, où le mot écologie est aussitôt entré dans le vocabulaire courant, où l'opinion publique a réagi, où l'on a rendu leur équilibre écologique à certains fleuves et certains lacs, où le temps du gaspillage risque d'être bientôt révolu, où le nouveau slogan à la mode est : « Sauvez un watt ! »

Pour la première fois, un pays n'envisage plus l'accroissement de la consommation comme une vertu ni comme une fatalité. C'est une lueur d'espoir. Mais ce n'est qu'une lueur.

Konrad LORENZ
(*Traduction de M. Langer*)

(c) Informationsdienst für Bildungspolitik und Forschung - Wien.



LA PAROLE EST

Le fort Chabrol de Wounded Knee... Marlon Brando refusant l'Oscar pour protester contre le sort réservé aux Indiens... Ces mêmes Indiens déléguant quelques-uns des leurs pour assurer de leur solidarité les paysans du Larzac... autant d'occasions pour la presse dite à sensation de titrer «les Indiens déterrent la hache de guerre» et autres énormités racistes. *Le Sauvage*, lui, a demandé à un Indien, le poète et militant Darryl Wilson, de parler de son peuple, de son histoire et de ses persécutions. Pour une fois que les Indiens ont la parole...


Gamma

Grand Esprit installa mon peuple auprès des rapides de Pit River, il y a des lunes et des lunes. La date exacte est inconnue, mais doit remonter à peu près à l'époque où furent créés les « Anglo-Saxons » qui, eux, furent installés sur les rives des fleuves d'Europe.

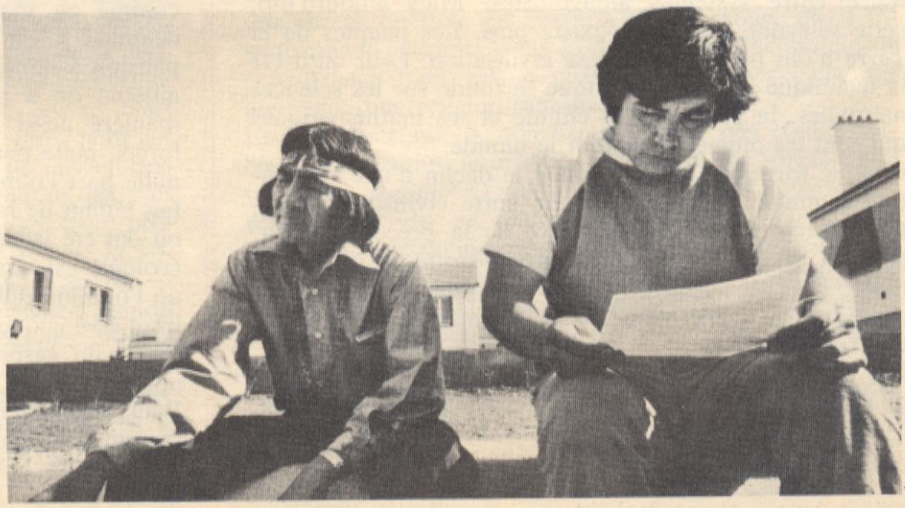
Rassemblés autour du feu, la nuit tombée, nous évoquons dans nos légendes l'époque où la Lune précédait la Terre. Lorsque l'astre « mourut », Grand Esprit, le créateur de toutes choses, planta des graines sur la Terre, le long des fleuves. Les graines plantées à Pit River poussèrent et donnèrent comme fruit ce peuple de Pit River qui, aujourd'hui, compte 583 membres.

Il est, bien sûr, impossible de « prouver » les conditions de notre naissance. Cependant, étant donné que nous n'avons aucune raison de mentir, pourquoi ne pas nous comprendre et nous croire (j'entends « croire » dans le sens de foi en une tradition) ? D'un point de vue scientifique, maintenant, les anthropologues ont trouvé dans le lit de Snake River (à 240 kilomètres au nord du territoire de Pit River) des ossements qui remontent à plus de 30 000 ans. Nos racines ancestrales sont donc très profondes, celles de nos traditions plus encore, mais celles de notre âme encore davantage.

L'histoire et la légende nous disent que mon peuple habite ce territoire de Pit River depuis que la Terre obéissant à Grand Esprit, a commencé à tourner autour du Soleil. Par rapport, l'usurpation des Européens date d'hier. Les destructions qu'ils ont opérées en si peu de temps en paraissent encore plus monstrueuses.

Le territoire de Pit River se trouve à l'intérieur de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la Californie, dans sa partie nord-est. A l'ouest, la frontière est formée par une chaîne de hautes montagnes dont les pics les plus élevés sont le mont Shasta (4 300 m) et le mont Lassen (3 000 m). A l'est, il s'étend jusqu'au Nevada et à l'Oregon. Sa superficie générale est de 14 000 km² : de magnifiques montagnes, des vallées, des fleuves et un haut plateau désertique.

Quand on regarde ce territoire, il est facile de comprendre pourquoi le gouvernement américain est prêt à se battre pour le posséder, et pourquoi, tout aussi naturellement, nous tenons à le défendre. Il a attiré l'attention de nombreuses entreprises industrielles et, en particulier, (à cause de la pente du fleuve qui descend régulièrement, coupé de nombreuses petites chutes d'eau) celle de la Compagnie pacifique de gaz et d'électricité (P.G.E.), la plus importante entreprise de gaz et d'élec-


Fraudreau

Darryl Wilson, à droite,

AUX INDIENS



tricité des Etats-Unis. Pour un esprit anglo-saxon, toujours tourné vers le « progrès », il était facile d'imaginer l'installation de barrages pour capter la force naturelle de l'eau et la transformer en énergie électrique. C'est exactement ce qu'a fait la P.G.E. : elle a, à ce jour, construit sept barrages sur le cours de la Pit River.

Des forêts entières ont été attribuées à des véritables trusts industriels tels que la Hearst Corporation (propriétaire de l'*Examiner Chronicle* de *San Francisco*), le *Los Angeles Times* et Kimberley Clark. Sur le seul territoire de Pit River, quelque 800 km² ont été divisés entre ces quelques grandes sociétés, tandis que 176 autres entreprises, dont celle des chemins de fer, recevaient également leur part.

C'est entre 1890 et 1920 qu'eut lieu le partage du territoire de Pit River entre les propriétaires actuels, favorisés en cela par le gouvernement américain qui réussit, quant à lui, à s'adjuger environ 50 % du territoire par l'entremise du Bureau des affaires indiennes. Créé pour défendre les intérêts de mon peuple, le Bureau des affaires indiennes (B.I.A.), a eu une action diamétralement opposée : le plus souvent, il faisait signer aux Indiens un acte de renonciation aux petites parcelles qu'ils avaient réussi à conserver, sans les informer des conséquences, mais en leur donnant une petite somme d'argent, considérée comme une « avance ». Ces promesses ne se matérialisèrent jamais, et je défie quiconque de trouver une seule initiative du fameux B.I.A. en notre faveur.

Depuis 1850, date à laquelle le gouvernement anglo-américain est entré pour la première fois en contact avec la tribu de Pit River, mon peuple a subi plusieurs massacres, sans résistance de sa part et sans qu'il sache même parfois qu'on lui avait déclaré la guerre. Et ceux qui avaient survécu au massacre étaient tout simplement déportés par l'armée, emmenés de force, à pied, vers des points de rassemblement très éloignés. Vers la fin du XVIII[e] siècle, on nous a déportés à Klamath Falls, dans l'Oregon, à 160 km de Pit River, à Round Valley, en Californie, à 320 km, et à Quapa, dans l'Oklahoma, à 1 600 kilomètres. En 1906, le gouvernement libéra mon peuple qui, à pied encore, après de longs jours de marche, réintégra sa terre.

Cette politique de déportation fut d'une rare brutalité. Voici le schéma classique : d'abord venaient les missionnaires, qui construisaient des églises, puis l'armée arrivait et utilisait ces églises comme quartier général. Après avoir prouvé que l'armée



Gamma

pouvait nous exterminer, on plaça mon peuple devant cette alternative : ou bien la disparition pure et simple en tant que race, ou bien la déportation. Certains résistèrent et furent éliminés, d'autres furent chassés du territoire.

L'histoire américaine et les westerns dépeignent toujours l'Indien comme un agresseur, un meurtrier, un voleur, un sale maraudeur qui rôde à cheval à travers les paisibles colonies européennes, la haine au cœur, rêvant de pillage. L'histoire américaine et les westerns ne disent pas la vérité. Mon peuple n'a combattu — que ce soit à Wounded Knee, à Pit River, à Hopi ou à Nisqually — que lorsque les agressions et les provocations devenaient insoutenables.

Lorsqu'en 1906, mon peuple regagna son territoire, qu'il revint à pied à travers la terre de ses ancêtres, ce fut pour découvrir que les « Anglos » occupaient le territoire qui, de tout temps, lui avait appartenu. Quand il se retrouva réuni autour du feu, sous les étoiles, blessé dans son âme et marqué dans sa chair, le cœur brisé par les atrocités endurées, mon peuple se jura de récupérer la terre que lui avait volée le gouvernement américain. Oui, mon peuple avait réussi à conserver l'ardeur à se battre...

Ce n'est qu'en 1920 que le gouvernement américain laissa entendre qu'il allait reconnaître mon peuple. L'action devait être menée par le procureur général de Californie qui, c'est le moins qu'on puisse dire, n'avait qu'une autorité très limitée pour défendre nos intérêts. En 1946, le Congrès créa une Commission des revendications indiennes et les Indiens de Californie reçurent le droit d'intenter un procès à l'Amérique. En 1952, mon peuple déposait une plainte auprès des autorités locales. Pendant tout le temps qu'ont duré les négociations juridiques entre mon peuple et le gouvernement américain, nous étions sans terre, sans rien que l'on puisse appeler « la maison » et où l'on puisse élever des enfants selon nos traditions... Et les « Anglos » continuaient de s'emparer toujours davantage de nos terres ancestrales. Encouragées par le gouvernement, les entreprises tout simplement s'installaient. Pendant notre déportation, le gouvernement avait concédé de larges étendues de terrain à des entreprises de chemin de fer, d'électricité et de bois de construction, qui s'étaient arrangées pour contrôler dans leur totalité les ressources naturelles du territoire.

Durant toute cette période, le B.I.A. découragea nos efforts sur tous les fronts. A part quelques hommes politiques occupés à réglementer le par- ▸



Pourquoi nous avons décidé d'affronter le gouvernement

tage de nos terres entre colons et entreprises, l'Amérique et le monde continuaient de tout ignorer de la situation à Pit River. Nous, un peuple qui vit de la nature, en communion avec elle, nous étions sans terre, donc sans force.

En 1952, la Commission des revendications indiennes accepta de prendre en considération notre requête et proposa de régler l'affaire en essayant d'acheter à mon peuple l'intégralité du territoire de Californie au prix de 1 $ l'hectare. Cette « offre » fut particulièrement pénible à la tribu de Pit River : nous ne cessons pas de répéter que l'argent ne nous intéresse pas ; nous voulons seulement que l'on nous rende notre terre ancestrale.

Ayant échoué dans tous nos efforts pour obtenir justice par les voies légales, nous décidâmes alors d'utiliser la force contre les autorités américaines et les entreprises qui occupent illégalement nos terres. Ce fut l'affaire d'Alcatraz.

Au temps des premiers conflits militaires entre Américains et Indiens de Californie, la petite île de la baie de San Francisco était un camp de concentration pour Indiens. Lorsqu'on retira les Indiens d'Alcatraz, le petit « roc » devint le pénitencier clos de hauts murs dont on disait que personne ne pouvait s'en évader. Puis Alcatraz fut abandonné et ses prisonniers furent évacués vers d'autres prisons du territoire américain.

Cependant, dans toute l'Amérique se développait un mouvement mené par des Indiens jeunes, agressifs et décidés, dont beaucoup étaient étudiants dans les universités de Californie. Rompus aux problèmes administratifs et juridiques, ils avaient compris que seule la voie politique réussirait à porter le « problème indien » à l'attention du peuple américain et du monde entier et que seule l'opinion publique pourrait exiger que justice soit faite.

L'occupation d'Alcatraz par des Indiens de toutes tribus avec, à leur tête, un Mohawk, Richard Oaks, servit de catalyseur aux tribus indiennes divisées. C'est en effet à ce moment-là que des tribus de tout le territoire américain commencèrent à se réunir et à préconiser une lutte commune pour obtenir la libre disposition des terres.

Dans un deuxième temps, un membre de notre tribu, Mickey Gemmil, emmena avec lui Richard Oaks et de jeunes Indiens de différentes tribus pour « occuper » Pit River. Nous voulions voir si la gigantesque société P.G.E. nous ferait arrêter pour violation de propriété puisque nous nous étions installés sur un terrain qu'elle revendiquait. C'est effectivement ce qui arriva. On nous arrêta, mais, à l'issue d'un procès qui dura deux mois, le tribunal de Sacramento nous relâcha, le jury nous ayant reconnus « non coupables ». Comme nous l'avions prévu, la P.G.E. n'avait pas réussi à prouver ses titres de propriété et pourtant les 35 inculpés n'avaient eu qu'un seul défenseur : Aubrey Grossman, de San Francisco. Le Bureau des affaires indiennes et les autorités locales refusèrent cependant de condamner la P.G.E. et de l'expulser de notre territoire dont elle revendique entre 200 km² et dont elle contrôle toute la longueur du fleuve, sur lequel elle a placé neuf barrages. Alors, nous avons décidé d'affronter directement le gouvernement américain.

La principale raison pour laquelle le B.I.A., soi-disant chargé de nous protéger, ne soutenait pas notre lutte était que le gouvernement fédéral lui-même revendiquait une grande partie de notre territoire. Cette revendication était, bien évidemment, tout aussi illégale que celles des entreprises qui s'y étaient installées.

En octobre 1970, nous nous installons donc sur un terrain faisant partie de notre terre ancestrale. Des représentants du gouvernement fédéral viennent nous ordonner de quitter les lieux que nous « violons ». Nous répliquons que c'étaient eux qui « violaient » puisque la terre californienne dans sa totalité avait été dérobée aux Indiens, sans égard pour le droit international, la constitution américaine ou quelque loi que ce soit.



A.P.

Les Indiens de Wounded Knee subissent la fouille des agents du gouvernement fédéral.

Pendant tout le temps qu'avaient duré les conflits purement juridiques avec les autorités américaines, des entreprises de bois de construction (dont beaucoup appartenaient directement au *Los Angeles Times* et à l'*Examiner Chronicle de San Francisco*), s'étaient dépêchées de raser la forêt avant que nous réussissions à les faire condamner et à arrêter le massacre. Aujourd'hui, ils s'attaquent aux moindres arbres que l'on trouve sur le flanc des montagnes ou le long des fleuves. Il semble que, plus on

Quand le tambour se tait, les policiers sortent de l'ombre



s'approche d'une solution concernant la propriété du sol, plus les industriels se hâtent de tout arracher. Et le gouvernement, qui sait pertinemment que leur présence est illégale et que les ravages opérés sont catastrophiques pour la terre est prêt à les couvrir.

Nous portons plainte, nous affirmons qu'il ne faut pas détruire le sol, ravager les forêts, sous peine de bouleverser tout l'équilibre écologique, nous crions qu'il ne faut pas massacrer les animaux et les chasser de leur milieu naturel, que les oiseaux ont besoin d'arbres pour vivre, que les poissons ont le droit de nager dans les rapides plutôt que de mourir de la pollution créée par les immenses barrages en ciment. Mais les industriels continuent le massacre. Alors nous n'avons plus le choix : nous occupons le terrain.

A Four Corners, nous décidons d'attendre et de voir ce qui va se passer. Notre attente est courte... Dans la nuit, un tambour nous rassemble autour du feu. Et là, à la lueur des étoiles, alors que le vent fait vibrer les pins et que le feu raie d'ombre et de lumière les visages de mon peuple, nous évoquons la venue du *serpent blanc*.

Quand le tambour se tait, les Américains sortent de l'ombre : un policier et le surveillant général des forêts d'abord. Cachés dans la nuit, les gendarmes armés attendent à la lisière du camp. L'atmosphère est tendue. Les Américains prennent la parole : la terre leur appartient, disent-ils, nous devons partir. Alors Raymond Lego, un de nos conseillers tribaux, les interrompt : « *Vous dites que cette terre est à vous. Si c'est la vérité, montrez à mon peuple les lois écrites ou la preuve légale qui l'attestent. Si vous êtes dans le vrai, nous partirons pour ne jamais revenir. Mais nous ne partirons pas cette nuit. Nous serons ici demain matin et attendrons ces preuves. N'oubliez pas de les apporter.* »

Comme promis, ils reviennent au matin. Nombreux : nous sommes entourés de voitures de police.

Raymond Lego s'adresse à nouveau aux autorités : « *Pourquoi avoir fait venir la police ? Si vous êtes dans votre droit, pourquoi vouloir le prouver avec 150 gendarmes ?* » Ceux-ci se tournent alors vers nous dans un grand cliquetis d'armes. Alors nous comprenons, ce qu'ils entendaient par « preuves » : des mitraillettes, des carabines, des fusils, des pistolets, des matraques, des chaînes, des chiens. Des preuves, ça ?

Nous répétons : « *Montrez-nous le document démontrant que cette terre vous appartient.* » Alors, ils fondent sur nous, ils tapent sur les hommes, les femmes, les enfants, tout ce qui se trouve devant eux. Les lois naturelles, celles du monde, celle des Etats-Unis n'existent plus. Personne n'est tué, mais nous comptons beaucoup de blessés. Enchaînés les uns aux autres, nous sommes emmenés



Gamma

à la prison fédérale de Sacramento. Nous sommes trente-deux. On ne nous accuse pas de « violation de propriété » comme nous l'espérions, mais de « violence envers des policiers » !

Au procès circulent des photos montrant clairement les gendarmes braquant sur nous leurs armes, nous tenant à leur merci, tandis que d'autres nous frappent sans relâche. Après deux mois de débats, les douze jurés nous déclarent à nouveau « non coupables ». Et pourtant, là encore, les autorités américaines refusent de reconnaître que, selon la stricte interprétation de la loi, Pit River appartient à mon peuple.

La terre est dévastée, la loi est bafouée, on nous menace de mort. Mais rien ne pourra ébranler notre détermination : nous continuerons à combattre pour sauver notre territoire. Nous demandons à tous les peuples de la terre de se joindre à notre combat. Il faut que nous obtenions pour nos enfants et les enfants de nos enfants une vie dans l'harmonie et la liberté. Si nous n'y réussissons pas, c'est un cimetière que nous leur laisserons.

Darryl WILSON

(Traduction de France de NICOLAY)



Gamma

RESTEZ EN FRANCE!

24 ADRESSES POUR DES VACANCES ECOLOGIQUES, ECONOMIQUES ET HEXAGONALES

POUR LES SPORTIFS INCONDITIONNELS

Centre nautique des Glénans, quai Louis - Blériot, 75016 Paris. Tél. : 520-01-40.
En Bretagne et en Corse (juin, juillet, août, septembre). Apprentissage de la voile, croisière en haute mer. Ambiance *très* sportive. Les Glénans sont réputés pour leur sérieux. Pas de farniente possible durant les cours et les stagiaires bretons devront se plonger dans l'eau glacée dès le petit matin. On dort sous la tente ou en dortoirs. Deux semaines : 540 F pour les moins de trente ans, 600 F pour les plus de trente ans.

Comité national des écoles de voile (F.F.Y.V.), 70, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. : 526-00-30.
195 centres de bonne réputation. La liste est envoyée sur demande. Douze jours, externat : 100 à 200 F ; internat : 400 à 700 F. Dans les deux cas le voyage est en supplément.

Union des centres de plein air (U.C.P.A.), 62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 336-05-20.
A l'U.C.P.A. tout est possible : alpinisme, ski d'été, photo, voile, équitation, canoë-kayak et même *parachutisme*. Pour tous ces stages, renseignez-vous. Certaines randonnées en canoë sont magnifiques. Quant à nous, nous vous indiquons :

— Le centre de Bombannes pour la *voile*, ouvert aux personnes de dix-huit à trente ans. D'avril à mi-juin, sept jours : 250 F + le voyage. De mi-juin à mi-septembre, quatorze jours : 600 F.

— Le centre de *ski d'été* à Val-d'Isère, où l'on peut faire des randonnées dans le parc de la Vanoise, ou participer à un safari-photo. En juillet-août, stage de huit jours : 410 F ; quatorze jours : 810 F.

— Le centre d'*équitation* à Segonzac, en Corrèze. Stages de quatorze jours pour les seize-trente ans, du 17 juin au 6 octobre. Haute saison : 810 F + voyage. Basse saison (septembre) : 650 F + voyage.

Fédération unie des auberges de jeunesse, 11 bis, rue de Milan, 75009 Paris. Tél. : 874-66-78.
Tout le monde connaît les auberges de jeunesse. Elles sont ouvertes aux jeunes de quatorze à trente ans ayant leur carte d'adhérent (22 F). Ces auberges sont, malheureusement, souvent très inconfortables. Le prix de la nuit varie de 3 à 5 F. Vous devez savoir qu'il est possible aussi de faire de





Garnier/Glénans

l'*équitation* au Mont-Dore, à Alençon et à Brive ; du *ski d'été* à Chamonix du tennis, du canoë, de la plongée sous-marine, des randonnées en montagne... Renseignez-vous.

Fédération nationale des clubs Léo-Lagrange, 11, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 824-63-01.
De nombreux centres de vacances répartis sur toute la France. Circuits touristiques, croisières, caravanes, etc. Par exemple : à Camaret-sur-Mer, les jeunes de dix-huit à trente ans peuvent faire du tennis, de l'équitation et de la voile du 17 juin au 13 octobre. Quatorze jours, séjour seul : 546 F. Paris-Paris : 684 F.

O.C.C.A.J., 20, boulevard Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 770-23-69.
— A Hostens (Gironde) les cadets de six à treize ans pourront monter à cheval, apprendre à nager, à faire de la voile, du tennis... dans un vaste domaine. Deux semaines, Paris-Paris : 655 F.
— A Bourg-d'Oisans (Isère), ils nageront dans la piscine, iront à la pêche, passeront la nuit dans des refuges et se promèneront à poneys. Deux semaines, Paris-Paris : 665 F.
— A Juan-les-Pins, le centre « le Tropique » accueille les dix-huit à trente ans à 30 mètres de la plage. Prix par personne et par semaine : 320 F.

Camping-Club de France, 218, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 548-30-03.
23 camps répartis sur toute la France. Les tarifs sont environ 1,50 F par jour et par personne, plus 1 F pour la tente. Vous ne savez probablement pas que cette association possède une *école de voile* à Castillon, dans les Alpes-de-Haute-Provence, une *école de plongée* à Lorient et qu'elle organise des stages de *canoë* et *kayak* sur le Tarn, à Castres.



U.C.P.A.



U.C.P.A.

Centre de coopération culturelle et sociale, 26, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.
A Antibes, de dix-huit à vingt-cinq ou trente ans, rencontres internationales, plus activités nautiques et équitation ; quinze jours Paris-Paris : 680 F. Séjour identique à Biarritz : 590 F. Découverte du centre de la France par la *Dordogne en canoë.*

Comité d'accueil de l'enseignement public, 7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. Tél. : 225-02-27.
Vous fait découvrir la France. D'une part, la vie quotidienne dans un petit village du Gevaudan. Vous habiterez dans une vieille ferme rénovée (grâce à vous). D'autre part, vous ferez de l'équitation dans le Quercy et vous vous occuperez totalement des chevaux.

POUR LES ECOLOGISTES MILITANTS

Jeunes et nature, 129, boulevard Saint-Germain, 75279 Paris. Cédex 06.
La seule association écologique proposant des stages d'initiation aux problèmes de l'environnement. Environ 20 F par jour plus transport.

Agriculture et Tourisme, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris.
Peut organiser pour un groupe des voyages sur le thème de l'agriculture et des séjours à la ferme.



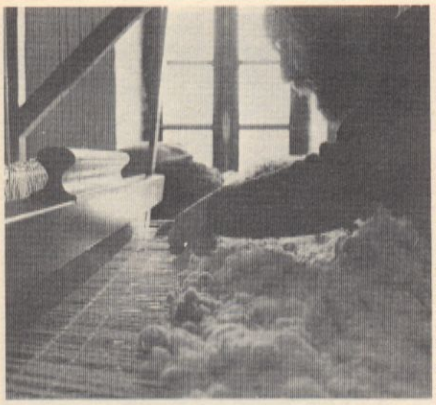
Jean-Marie Aubery

POUR LES AMATEURS D'ARTISANAT

La Vie créatrice, 9, place Saint-Liphard, 45130 Meung-sur-Loire.
La Vie créatrice vous communiquera la liste complète des stages chez les artisans, ainsi que les renseignements pratiques : dates et durée des stages, accueil, etc. (frais d'envoi : 5 F). Le choix d'un atelier dépendra surtout de vos tendances créatrices et de vos préférences touristiques. Nombreux sont les artisans-créateurs qui se sont installés dans des sites admirables et isolés. Certains ont aménagé chez eux des chambres, sinon, vous trouverez à vous loger dans la localité la plus proche, chez l'habitant, à l'hôtel ou sous la tente. Les stages ne dépassent guère huit à dix stagiaires (deux-trois pour le tissage), il faut donc vous dépêcher. Dans la plupart des cas, les stages n'ont lieu que pendant une demi-journée. Leur prix peut varier de 10 à 40 F par jour et comprendre, en principe, l'enseignement, l'outillage, la fourniture des matières premières et l'assurance responsabilité civile. Dans ce retour à la simplicité et aux sources de la création, quelques-uns vont très loin. Pour Alice Sion et beaucoup d'autres *« ces stages s'adressent à tous ceux qui sont en voie de recherche. Viennent ceux qui apprécient le silence, la nature, participent aux gestes simples et quotidiens, partagent le pain, les peines, la joie, la vie.* » Nous avons retenu cinq stages :

Alice Sion, « Voirac », Saint-Julien-d'Ance, 43 500 Craponne-sur-Arzon.
Vous pourrez faire des stages de tissage (dix jours) dans la Haute-Loire, en août exclusivement. Vous habiterez chez l'artisan, en dortoir. Vous ne serez pas plus de sept et travaillerez ▸





Jean-Marie Aubery

quatre heures tous les matins. Pour l'inscription : écrire à Alice Sion, 305, chemin de Neuville, 59250 Halluin.

Alain Baudry, Salles-la-Source, 12000 Rodez.
De Pâques à octobre, stages de photo : développement, tirages, prises de vue.

Fernand Lagarde, Cassanus, Salvagnac-Saint-Loup, 12700 Capdenac.
De Pâques à fin septembre, dans un atelier de plein air de l'Aveyron, vous vous initierez à la vannerie rustique et à la taille de pierre.

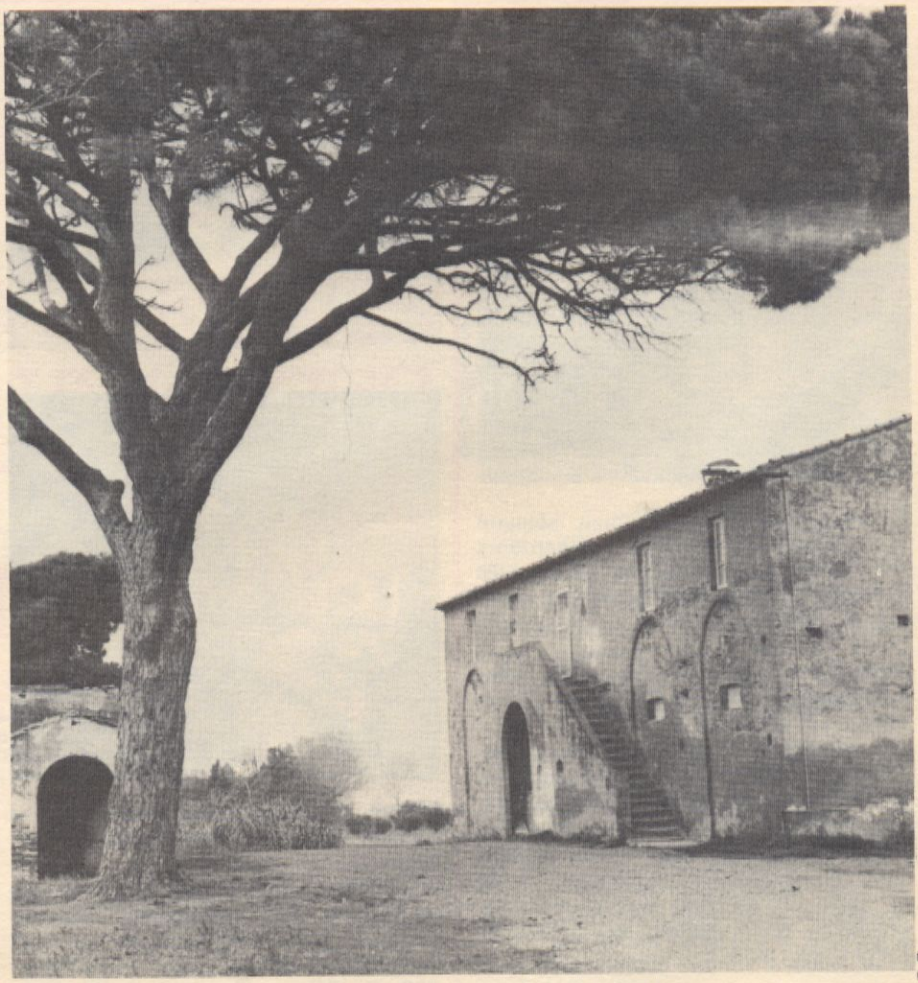
Elen Fontaine, ferme de Kerzellec, Le Pouldu, 29121 Clohars-Carnoet.
Vous accueille toute l'année, en plein Finistère, pour des stages d'une ou deux semaines de tissage, teinture et travail de la laine. Accueil à l'hôtel (hébergement gratuit, sauf repas).

M. Pastore, poterie de Saint-Maur-Le Thoureil, 49350 Gennes.
Organise des stages toute l'année durant les week-ends. Accueil à l'abbaye de Saint-Maur pour vous initier au tissage, à la poterie, à la photo.

La Maison du Rouergue, 3, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris. Tél. : 770-25-80.
Organise aussi des stages d'artisanat : 12 à 30 F pour une demi-journée, plus transport et hébergement.

POUR LES TRAVAILLEURS BENEVOLES

Cotravaux, 11, rue de Clichy, 75009 Paris. Tél. : 874-79-20. Regroupe la majorité des associations françaises de chantiers de jeunes bénévoles. La durée minimum d'un chantier est de deux semaines, mais peut atteindre trois ou quatre semaines. Les volontaires travaillent trente-cinq à quarante heures par semaine et paient entre 12 et 17 F pour participation aux frais.
Vous avez un très grand choix de chantiers qui vont de la fouille archéologique à la restauration de vieilles maisons ou monuments.



D.R.

POUR CEUX QUI CHERCHENT UN TOIT

Fédération nationale des gîtes de France, 34, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.
14 000 gîtes sont répartis dans toute la France. Procurez-vous rapidement l'*Annuaire des gîtes de France* et vous découvrirez pour un prix défiant toute concurrence de multiples solutions de vacances : maisons particulières, chambres d'hôtes dans des fermes ou dans de vieilles demeures restaurées. Ces gîtes sont souvent de très jolies maisons remarquablement situées et toujours confortables. Les prix de location pour une famille peuvent varier de 100 à 400 F par semaine.

Fédération des maisons familiales de vacances, 28, place Saint-Georges, 75009 Paris.

Villages vacances - familles (V.V.F.) 20, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.

Tourisme et Travail, 2, rue Pigalle 75009 Paris.

Pour obtenir la liste complète des associations de maisons familiales et de villages de vacances, s'adresser au Commissariat général au tourisme, 19, bd de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.
Les prix de location, fixés en fonction du revenu familial, sont très intéressants. Ils représentent en moyenne 22 à 28 F par jour pour les maisons familiales, 23 à 30 F par jour pour les villages de vacances.

Pour organiser vous-mêmes vos vacances, les *offices départementaux du tourismes* et les *syndicat d'initiative* restent les meilleures sources de renseignements.

Office du tourisme d'Alès et des Cévennes, impasse de l'Evêché, 30103-Alès.
Dans le parc national des Cévennes, les *clèdes* utilisées autrefois pour enfumer et sécher les châtaignes sont mises à la disposition de ceux qui veulent retrouver le chemin du puits ou de la rivière. La clède est simplement meublée d'une table et de 2 bancs. Tout le reste est à apporter. Un dédommagement s'élève à 40 F par semaine, 75 F pour quinze jours et 150 F par mois.

Enquête de Christine HEMMET

HOMME LIBRE, TOUJOURS TU CHERIRAS LE VELO

Un éloge inconditionnel de la bicyclette
par un amateur inattendu : Serge Moscovici,
professeur de psychologie sociale à
l'université de Paris VII
et directeur à l'école des Hautes Etudes

1. LE PIED

Rien ne vaut le pied. Je désespérais de voir mes contemporains et surtout les générations nouvelles, bien sûr, reconnaître cette vérité. On sait le mépris dans lequel on le tenait et continue à le tenir. Le langage, pas si innocent que ça, est là pour en témoigner : « *Quel pied ! Tu es un pied ! Tu te conduis comme un pied !* »

Chaque fois que possible, on évitait d'en parler. On voit même des synonymes savants : *la jouissance, le désir, le plaisir,* proliférer, étaler leur prétention, là où le pied, le bon vieux pied aurait suffi. Les choses, cependant, chacun s'en rend compte, sont en train de changer. En ville, à la campagne, à table, au lit, debout ou couché, prendre son pied est devenu capital. J'ai même remarqué que des inflexions tendres dans la voix, des battements ravis de cils accompagnaient l'exclamation : « *Quel pied !* » Le renversement, au sens propre, est indéniable. Tout à l'enthousiasme de leur découverte, les néophytes ignorent cependant un fait simple ; le pied a un ami : le vélo, et un ennemi : la voiture.

Slogan I
Qui aime le pied aime le vélo

Illustrations : Puig Rosado



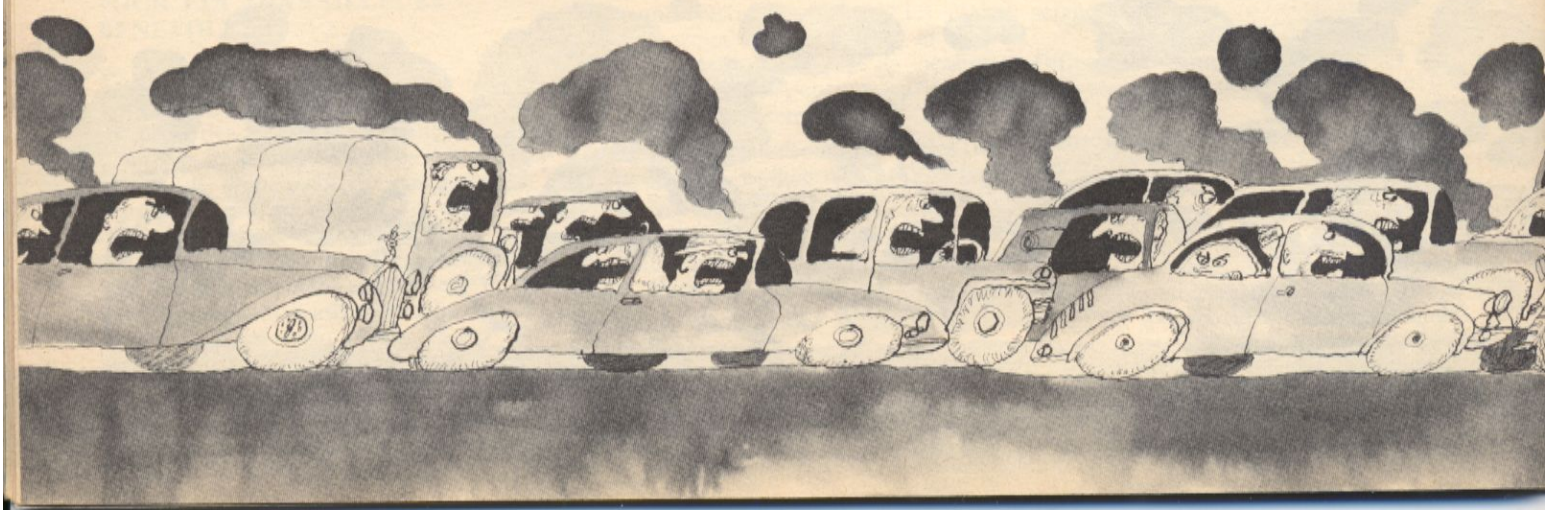
2. LA VOITURE

Je n'ai pas de voiture et je ne sais même pas conduire. Tout le monde me regarde comme une bête curieuse, une anomalie de la nature. Mes amis font pression sur moi pour m'amener à renoncer à cette excentricité. Les constructeurs d'automobiles, de leur côté, distillent des discours socio-métaphysiques. A la radio, j'ai entendu l'un d'entre eux me dire : « *Le progrès dans un pays se mesure au nombre de voitures. Renoncer à la voiture, c'est faire un pied-de-nez au progrès.* » Ou bien encore : « *Depuis toujours, l'homme éprouve un besoin quasi biologique de déplacement libre, individuel, rapide ; seule la voiture individuelle satisfait ce besoin.* »

Slogan II
Ne travaillez plus pour votre voiture, reposez-vous

De tels discours sont bien dans la logique de la société contre nature. Il y a d'abord une échelle : quelqu'un est le premier, il représente le progrès. Vous devez être sur la même échelle, tout près de lui, sinon vous êtes en retard, sous-développé, etc. Ensuite, à chaque besoin, son objet reconnu, étiqueté : si vous n'avez pas cet objet, votre besoin est insatisfait. Quelle logique à cloche-pied ! Les choses n'y sont jamais pensées dans leur rapport avec l'expérience concrète, avec les effets, mais uniquement pensées eu égard à une norme abstraite, à ce que les autres font, en rapport avec elles-mêmes, chacun enfermé dans son fragment d'univers, en dehors de la totalité. Parce que les autres ont une voiture, vous devez en avoir une ; parce que les autres nations ont une grande industrie, notre nation doit en avoir une. Savoir si c'est bon, ou mauvais, s'il y a d'autres moyens de répondre à vos envies, à vos conditions d'existence, personne ne s'en soucie. Surtout n'inventez rien. De toute manière, face au pot de fer, votre pot est de terre. La logique de la société contre nature est une logique terroriste, et la voiture est devenue son véhicule vers votre psychisme. Aujourd'hui, ce n'est plus la voiture qui est en question, mais cette logique.

J'ai bien observé la voiture, de cette place qui est toujours la mienne : la place du mort. Individualité, liberté, rapidité, dit-on. C'est à voir. Chacun est enfermé dans la sienne comme dans une coquille : lieu de solitude, lieu de désocialisation. Personne ne communique avec personne. Chacun évite les autres, rentre en soi, prisonnier de sa ceinture de sécurité, du volant, des banquettes, des portes, des fenêtres. Instrument de liberté, la voiture ? Soyons sérieux. Comme si nous manquions de papiers, de codes, de lois, d'interdits, l'usage de l'automobile en a ajouté et rajouté. Permis de conduire, vignette, code de la route, sens obligatoire, interdits de dépasser, de tourner, de stationner, n'ont fait que s'accumuler au cours des années. Et les contrôles — contrôle des papiers, barrage de police, contrôle des voitures, alcootest, espionnage du radar — aussi ! Vous n'ouvrez pas votre journal, votre poste de télévision, vous n'entrez pas dans une église, sans qu'on vous le rappelle : au volant, vous êtes un mort ou un criminel en puissance. Respectez la loi ! Les bonnes vieilles angoisses, les bonnes vieilles culpabilités se tiennent ainsi en éveil. La belle liberté que nous avons



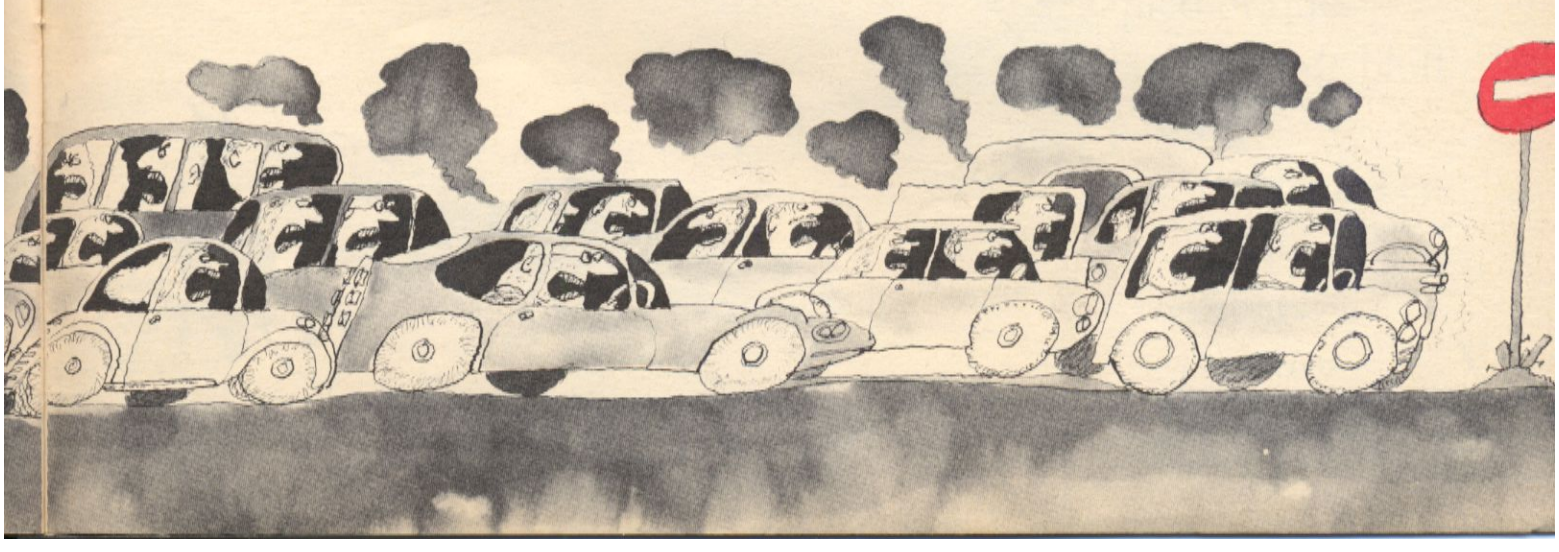
conquise : une liberté surveillée !
Je concède un point : la voiture est plus rapide que le cheval. En revanche, à cheval, on piétine moins. Contemplez les bouchons sur les routes, les queues à l'entrée ou à la sortie d'une ville, l'automobiliste qui tourne en rond pour trouver une place, et vous reprendrez contact avec une notion de physique que la publicité a observée, à savoir que la vitesse n'est pas un nombre de kilomètres, mais un rapport espace-temps. Alors, le calcul l'indique, dans la vie quotidienne, il vaut mieux marcher (à pied) que rouler. Nous en sommes là. Au charme discret de l'évasion s'est substitué le cauchemar des interdits, de l'argent, de la pollution.

3. LE VELO

Un seul moyen pour en sortir : le vélo. Un vélo, dix vélos, cent vélos dans une rue, sur une route, et chacun est, selon son goût, seul ou avec les autres. De l'air, à l'air, en l'air, comme il vous plaira. Pas dangereux, le vélo ne vous fait plus respirer les vapeurs d'essence, mais les vapeurs du matin ou du soir ; il ne vous enferme plus sur votre banquette mais vous entraîne dans le mouvement (les pieds sur le guidon ; il ne vous immobilise plus le corps mais il mobilise les jambes, les bras, les cinq (ou six) sens, tandis que votre tête gamberge. Si vous tombez, vous vous relevez, vous vous réveillez, entouré d'êtres vivants.
Le vélo se moque des règlements, il ignore les interdits, il circule en tout terrain et stationne partout — sur votre balcon, par exemple. Dans toute la société de consommation, c'est lui qui consomme le moins ; un peu d'air, de temps en temps, et du muscle. Grâce à lui, inutile de faire de la bicyclette en chambre ou de corriger le manque d'expérience par des sports snobs et fastidieux : il combine harmonieusement le déplacement et l'exercice. Point d'anxiété ni de culpabilité : juste le plaisir du transport.
Je parle du vélo simple, du vélo auquel vous pouvez ajouter une fleur, un colifichet, délivré du gadget, du standing. Enfourchez-le, si vous voulez bien.
Vous sentirez vos jambes bien posées, vos bras alertes, vos reins tendus, votre bassin soutenu, vos cuisses occupées, le corps entier, oui, ce fameux corps dont la rumeur dit qu'il faut prendre soin, libéré, que dis-je, rehaussé par le vélo. Le corps des femmes le fut, vous ne le croirez pas, par le vélo, au XIX[e] siècle. La guerre du Vietnam, c'est à vélo qu'on la fit. La palme de l'efficience lui revient. Aucun pont, aucune voiture, aucun avion ne porte dix fois son poids ; le vélo, oui. Vous comparez l'effort de vos jambes aux résultats, et vous obtenez ceci : un homme sur son vélo devient le numéro un parmi les machines et les créatures. Vous regardez la carte du monde : le vélo domine en Asie, Afrique, Chine, U.R.S.S. Il n'est supplanté par ce vélo dégénéré, à quatre pattes, qu'est la voiture, qu'en Amérique du Nord et en Europe. Des faits vélocipédiques, on en jouit, on ne s'en soucie guère. Chacun les veut à son échelle, à son harmonie ; ni vitesse, ni dimensions ne pourront dépasser le corps

Slogan III
En voiture, tout événement est un accident, à vélo, tout accident est un événement

Slogan IV
La voiture roule, le vélo transporte
Slogan V
Ne polluez plus, osez enfin enfourcher



humain, l'action de ses muscles... Vous pédalez, moteur immobile, et, soudain, vous êtes parti, entraîné sur deux roues qui tournent comme planètes autour de leur soleil, comme manèges sur un champ de foire, et autour de vous tournent d'autres planètes, d'autre manèges, les arbres défilent, les maisons se succèdent, un petit coup de couleur et de pédale à gauche, un petit coup de couleur et de pédale à droite, et vous ne savez plus si vous êtes le manège ou si le manège est en vous, si c'est vous le soleil ou la terre. Vous êtes doucement ivre : le voyage commence, le vrai voyage, vélocipédique.

4. LE VELOMANE ET LE VELONOME

Le vélo est une solution radicale. L'adopter, c'est adopter une certaine attitude vis-à-vis de la société et de l'existence. Populaire, il l'est depuis toujours. Oublié depuis un certain temps, il s'est fait excentrique, voire aristocratique. Revenir vers lui, ce n'est pas revenir en arrière. L'histoire est une spirale. On passe en repassant et on repasse en passant, d'où son vertige. Imaginez cinq cent mille vélos dans Paris : toutes les habitudes, tous les contacts sociaux quotidiens, tout le rythme de la vie, toute la carte de la ville, tout l'air que nous respirons en seraient transformés. Nous en avons envie. Mais nous n'osons pas. La moto, les scooters, les vélomoteurs ont été, sont des formes déguisées de cette envie qui n'arrive pas à s'exprimer, de cette protestation qui utilise le langage mécanique à la place du langage bicyclopédique. Timidité du pot de terre. Pourquoi donc ? Le pot de terre, à la longue, vainc toujours le pot de fer.

Il ne suffit plus de gémir : « *Ras le bol !* », sans reconnaître le remède : devenir vélomane. Les amis du pied sont, je l'ai déjà dit, les amis du vélo. Pourquoi ne pas se grouper à cette fin, dans des cercles d'entraînement, d'études, pour échanger les vues et approfondir les conséquences — politiques, intellectuelles, sociales, artistiques, économiques, psychophysiologiques — de la renaissance du vélo ? On pourrait même concevoir le projet d'une science ayant pour objet de perfectionner l'instrument : la *vélonomie*. Elle résoudrait la partie les problèmes posés par la (prochaine) disparition des voitures en fournissant des emplois aux techniciens, étudiants, chercheurs, professeurs vélonomes. La France, nous dit-on, doit devenir la troisième puissance industrielle mondiale par le nombre de machines, voitures, etc. (et aussi par le nombre de crimes, par le degré de violence, de pollution des villes, etc., si l'on veut que la comparaison avec la première puissance soit complète). Elle pourrait être immédiatement la première puissance vélocipédique, laissant aux autres pays le soin de rattraper leur retard, leur sous-développement, sur l'échelle des vélocipèdes, bien sûr. Surtout ne croyez pas que mon esprit, ici, dégringole en roue libre. Faites un effort de réflexion supplémentaire : le problème n'est-il pas de renverser les échelles, de réinventer l'ordre des priorités ?

Serge MOSCOVICI

Slogan VI
L'homme qui préfère l'existence à l'essence est vélomane

Slogan final
Ne vous cachez plus dans vos voitures ; sortez-en si vous êtes des hommes



SOIS BELLE ET MÉFIE-TOI



Les produits de beauté : une industrie en pleine expansion, une publicité pléthorique, beaucoup de bluff, pas mal d'imprudences et et quelques résultats catastrophiques.

Les Français ne se baignent pas mais utilisent des déodorants

« Elles » veulent toutes « être aimées pour la douceur de leur peau » (Cadum), ou bien, « d'un trait parfait souligner leur regard avec le nouveau crayon eye-liner, une merveille de tendresse et de précision » (Bourjois); comment aussi ne pas vouloir essayer les « six nouvelles couleurs satin de Revlon, une ombre en poudre si riche en protéines et en hydratants qu'elle suit tous les battements de votre paupière sans en marquer les plis » ; ou encore, comble du raffinement, se prendre pour cette créature qui dit « Il n'y a que Lanvin » et qui, ensuite, « pressant d'un doigt fuselé le déclencheur de son atomiseur, s'enveloppe d'un nuage et part pour une destination altière ». « Elles » peuvent aussi « changer d'yeux comme de robe, comme de pull, comme d'humeur » grâce à Gemey, « prendre une leçon de parfum chez Hermès » et, si elles rêvent de printemps en hiver utiliser « l'eau légère : un éclat de fraîcheur qui vous offre la nature, le grand air, l'espace d'un matin de printemps qui durerait l'année entière » (1).

« Elles » ne sont d'ailleurs pas les seules à se vouloir toujours plus belles, plus séduisantes, plus jeunes et plus désirables. « Ils » s'y mettent aussi. Plus question d'avoir un peu de ventre qui dépasse, la joue mal after-shavée ou les dents jaunes. Tous doivent « faire jeune cadre dynamique en train de réussir ». Hors de cela, point de salut. Et les mâles se mettent aussi à lorgner les publicités qui leur sont destinées. Sans en avoir l'air, bien entendu ; surtout ne pas sembler « s'intéresser à *ça* ». Même quand « un homme est un homme »... *Ça,* c'est pourtant une industrie florissante. La parfumerie française, qui employait 32 491 personnes en 1971 (dont les deux tiers de femmes) a réalisé pour la même année un chiffre d'affaires de 3 milliards 546 millions. Et les perspectives restent bonnes ; les seuls produits d'hygiène et de beauté fondent leur développement futur sur une expansion de 15 % en moyenne. Une industrie qui prévoit un taux pareil, c'est rare.

Faut-il donc croire que ce gigantesque marché ne tient que par la publicité et qu'il est strictement artificiel ? Ce serait trop facile.

Oui, la publicité pour les produits de beauté, agressive, insidieuse ou suggestive, fait vendre. Oui, les femmes ont envie d'avoir toujours le dernier produit, celui qui vient de sortir. Oui, les rayons de leurs salles de bains sont encombrés de pots et de poudres qu'elles ont parfois payés un prix fou sur la foi de Dieu sait quel argument publicitaire stupide. Non, les produits antirides ne supprimeront jamais les rides d'une femme de cinquante ans. Oui, il sort en moyenne trois parfums par an ; en 1971, belle année, il en est sorti onze ; chaque fois, il a fallu cinq ans environ pour les mettre au point et investir 100 000 francs au moins en recherche et en expérimentation. Oui, certaines marques dépensent plus de 100 000 francs pour la seule étude d'un flacon et d'un emballage. Oui,



la publicité ment parfois. Oui, les femmes achètent toujours ce qu'il y a de plus cher.

L'histoire est célèbre à Harvard, la très distinguée université de l'Est américain. Deux quantités égales d'une crème de beauté avaient été réparties en deux pots. Le premier de ces pots était fort joliment décoré et il coûtait 5 dollars. Le second était insignifiant, mais il était vendu 10 dollars. C'était le second qui se vendait, et pas le premier. Il était plus cher, donc, dans l'esprit des acheteuses, bien meilleur.

Absurde ? Sans doute. Illogique ? Bien entendu. Mais nous nageons dans l'absurde et l'illogique. Dégoûtant ? Pas sûr. Car, après tout, ni le rêve ni la beauté ne sont logiques. Seul le profit l'est.

Car il faut plaire ; être belle. Etre jeune. Il est convenable de railler ces jeunes fous qui hantent les routes du Népal et de mépriser leurs mœurs. A condition de pouvoir offrir la même apparence de jeunesse qu'eux. Et la même décontraction, et la même sûreté de soi. Ce n'est pas la seule publicité qui est responsable de ce genre de chose. C'est le monde du « standing », c'est la concurrence du paraître, même si celle-ci ne joue que vis-à-vis de sa propre fille qui, ele, a la peau fraîche et les seins fermes.

Mettons-y aussi un zest de « goût de la propreté », sans oublier pour autant que la France est ce pays où la consommation de savons fait le désespoir des fabricants et où il y a une brosse à dents pour quatre habitants.

On ne se lave pas tous les jours les dents et il n'y a toujours dans l'hexagone qu'un nombre dérisoire de salles de bains, mais la consommation des déodorants a progressé de 70 % entre 1970 et 1971, celle des produits pour le bain de 52 %, pour les yeux, de 30 % et pour le maquillage de 38 %.

Alors on invente sans cesse de « nouveaux produits ». On cherche des « créneaux » dans la vanité des gens ou dans leur portefeuille pour caser la nouvelle merveille, on investit quelques millions de publicité et, hop !... le tour est joué.

La dernière trouvaille des hommes de marketing c'est le naturel. L'exploitation du « ras-le-bol » est excellente pour les affaires. A nous la récupération de l'écologie, sous cette forme-là tout au moins. « *Vous vouler du naturel, vous allez en avoir.* »

Or *naturel* en matière de produits de beauté, cela ne veut pas dire grand-chose. C'est une belle étiquette, mais les produits qui le sont vraiment sont extrêmement rares. Et rien, jusqu'à présent, n'indique qu'ils soient plus utiles ou plus sains que les autres, les horribles, les chimiques. Un lait « *à base de plantes* » ou « *d'herbes sauvages* » ce n'est jamais qu'un lait comme les autres, avec des conservateurs, des colorants et des émulsionnants.

Il y a de fort bons produits naturels, c'est vrai ; mais il y a aussi d'excellents produits synthétiques. Se ruer sur le naturel, c'est faire un sort à un mot, à une idée, voire à une idéologie. En fait, si les utilisateurs de

Quand l'emballage coûte plus cher que le produit lui-même

produits dits naturels voulaient réellement croire aux mots et mettre en œuvre certaines convictions affichées, ils devraient commencer par se laver au simple savon de Marseille — le moins compliqué, chimiquement, des savons — se laver les dents avec de l'eau un peu salée et une bonne brosse (c'est plus important que le parfum des dentifrices...) et rejeter en bloc toutes les découvertes de la cosmétologie. Plus de maquillants, plus de fards, plus de rouge à lèvres, des rides librement acceptées et une peau qui se fane tout doucement, eh oui, parce que c'est ça le véritable naturel. Car il faut rendre cette justice aux produits de beauté : si les femmes de cinquante ans peuvent aujourd'hui rester belles et désirables, si les hommes de soixante ans peuvent encore offrir aux baisers des jeunes filles en fleur des joues bien lisses, c'est en partie aux produits de beauté qu'ils le doivent. Parfumez, il en restera toujours quelque chose.

Non que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. En dehors des « affaires » et des problèmes idéologiques, les produits de beauté présentent des dangers certains. A leur croissance a correspondu une augmentation parfois dramatique des allergies en tous genres et les statistiques disent bien leur vérité aussi : 8 % des utilisateurs des produits de beauté tolèrent mal ou pas du tout ce qu'ils se mettent sur la peau. 8 %, c'est beaucoup.

Exemple type : une esthéticienne de vingt-neuf ans, qui souffrait d'eczéma aux mains et au visage. Sauf en vacances. Car c'était à son travail, et au maniement des produits de beauté (en particulier de ceux qui contenaient du propylène glycol) qu'elle était allergique. Elle a dû quitter un métier où, pourtant, elle réussissait fort bien.

Les réactions les plus fréquentes sont dues aux vernis à ongles. Non pas que les ongles eux-mêmes souffrent, mais les vernis entraînent facilement des eczémas... des paupières supérieures et du cou. Le temps d'arranger son maquillage ou son col, et les résines des vernis, ou leurs colorants, ont agi. C'est ce qui est arrivé à Mlle L., vingt-trois ans. Elle employait depuis huit jours un nouveau vernis... et elle avait de violents eczémas des paupières et du cou. Les médecins de l'hôpital Saint-Louis lui supprimèrent le vernis en question. Huit jours après, elle était guérie.

Ce qui n'a pas empêché le chiffre d'affaires des vernis à ongles d'augmenter de 31,6 % en 1971. Ces vernis sont d'ailleurs tous fabriqués avec les mêmes esters, les mêmes colorants, les mêmes toluènes. Tout est dans le bouchon, dans l'emballage et dans la publicité. Il arrive d'ailleurs souvent que l'emballage coûte plus cher que le produit lui-même. Et ceci vaut pour nombre de produits. Qu'importe l'ivresse, pourvu qu'on ait le flacon. Les ravages des vernis ne sont pourtant pas les seuls à peupler les cabinets des dermatologues ou les couloirs des hôpitaux spécialisés. Les rouges à lèvres y



contribuent aussi, avec leurs colorants (éosine, carmine, rhodamine B, par exemple), ou leurs excipients et leurs parfums (vanilline ou baume du Pérou). Joignons-y aussi les crèmes solaires, dont on constate les ravages chaque année au mois de septembre, à cause de la banzalazine qu'elles contiennent et qui « photosensibilise sans protéger, ou les after-shave, bourrés d'alcools, de conservateurs ou de parfums. Ce n'est jamais très bon de se mettre de l'alcool sur la peau.

Quant aux déodorants, leurs ravages vont croissant. Eux aussi contiennent des antiseptiques et des parfums. Ceux-ci se mélangent à la sueur en des endroits où la peau est la plus vulnérable parce que la plus fine : les aisselles, par exemple, ou les parois vaginales, et ce mélange est parfois très mal supporté. Alors que les déodorants pour les pieds sont bien moins nocifs, car la corne plantaire est peu sujette à de grands troubles.

Les savons sont généralement moins dangereux. Mais ils risquent de le devenir davantage, si l'on en croit Basset et Maleville (2). Car des substances antiseptiques photosensibilisantes (qui réagissent au soleil) commencent à apparaître en France ; or elles ont déjà fait des dégâts en Angleterre et aux U.S.A. Attendons.

Les teintures, elles, sont moins nocives que jadis. Depuis qu'un décret (16 février 1951) a imposé un test préalable à toute application, les choses vont beaucoup mieux. Un gag à leur sujet : on s'était bien aperçu qu'un produit, la paraphénylénediamine, avait des propriétés allergisantes ; alors, elle a été interdite ; mais la paratolyulénediamine, dont les effets sont presque aussi nocifs, elle, n'est pas interdite. Et quatre Françaises sur dix emploient des teintures.

Le grand problème consiste évidemment à tester les produits nouveaux avant de les mettre sur le marché ; il faut s'assurer de leur innocuité pour des raisons morales aussi bien que commerciales. L'Oréal emploie 180 personnes dans son service de contrôle biologique. Dior fait longuement tester ses produits. Quand on vend un minuscule pot de crème 55 francs, on ne peut guère se permettre un échec qui mettrait par terre toute l'image de marque maison.

C'est la technique du *prophetic patch test*. On essaye le cosmétique sur la peau de 200 sujets, par exemple, et on recommence huit à dix jours plus tard ; il faut d'ailleurs répéter l'opération plusieurs fois ; mais ce système n'est pas efficace à 100 % et il n'élimine, dans un premier stade, que les substances les plus allergisantes. D'autant que les allergies sont chaque fois des cas d'espèce et que, si toutes les peaux réagissaient de la même manière aux mêmes produits, ce serait trop simple.

« *En fait,* disent les experts de la

(1) Ces quelques exemples publicitaires ont paru dans le numéro de *Elle* daté du 23 avril dernier. Il y avait dans ce même numéro 29 annonces vantant des produits de beauté ou d'hygiène.

(2) *Les Eczémas et Leurs Traitements.* ▶

En matière de toxicité, tout ce qui n'est pas interdit est permis

consultation de dermato-allergologie de Strasbourg, *rien ne prouve qu'un produit testé dans ces conditions ne donnera pas un nombre d'accidents important lorsqu'il aura été largement diffusé pendant plusieurs années ; par exemple, nous avons testé un anti-fongique (anti-champignons) auprès de cent malades pendant trois semaines consécutives sans constater un seul accident ; trois ans plus tard, ce produit était responsable d'un nombre de sensibilisations non négligeable.* »

Restons avec l'Oréal et Dior. Quand le premier nommé a mis sur le marché son Ineral, un fixateur pour mises en plis, il a dû rapidement modifier sa formule, bien que le produit ait été sérieusement essayé dans des services de dermato-allergologie parisiens ; mais il entraînait des ennuis cutanés chez les coiffeurs qui s'en servaient. *Idem* pour Dior : il a été contraint de transformer un tonique nouveau.

Alors à quel saint se vouer ? A celui des produits anallergiques, peut-être, étudiés tout spécialement pour éviter tout accident. Ils s'appellent Roc, la Chatre ou Academie ; mais même à ces formules spéciales, 4 % des 8 % qui supportent mal les produits de beauté sont réfractaires.

C'est pourtant très simple, direz-vous. Il suffit d'indiquer sur les étiquettes la composition de ce qu'il y a dans les emballages ; ainsi les utilisateurs sauront exactement ce qu'ils achètent. Et s'ils voient le nom de telle ou telle substance dont ils savent qu'elle ne leur réussit pas, il leur suffira d'acheter autre chose. Et le tour est joué. Trop facile ! 6 à 7 000 substances entrent dans la composition de l'ensemble des produits de beauté. Vaste choix. Alors les organisations de consommateurs réclament l'établissement de listes *positives ;* c'est-à-dire qu'elles veulent que soient mises sur pied des listes de substances autorisées à entrer dans la composition des produits. En dehors de ces listes, point de salut.

Pas du tout, rétorquent les industriels, ce qu'il faut, ce sont des listes *négatives*. C'est-à-dire des listes de produits interdits. *Ipso facto :* tout ce qui n'est pas interdit est permis. La bataille est sévère car elle met en jeu des intérêts énormes. Santé-sécurité contre profit-sécurité. La commission européenne est allée, pour l'instant, dans le sens favorable aux producteurs (une fois de plus car, malgré sa bonne volonté, elle a bien du mal à s'en tirer en face des pressions auxquelles elle est soumises à Bruxelles) ; elle a établi une « directive » interdisant définitivement 425 produits chimiques, en autorisant 22 provisoirement et 27 sous condition. 425 produits interdits sur 6 000, la marge reste convenable et tout n'est pas perdu pour les fabricants. D'autant que la chimie continue sans cesse à trouver de nouveaux produits, au grand dam des dermatologues qui, réunis en congrès à Venise en mai 1972, avaient jeté un cri d'alarme : il y en a trop sur le marché. Autant en emporte le vent.

Il n'empêche que le problème préoc-



cupe les parfumeurs eux-mêmes ; ils viennent de proposer, pour contrôler leurs propres productions et pour éviter de jouer les apprentis sorciers, la création d'instituts techniques, chaque fois spécialisés dans un seul type de produit, qui mettraient au point des étiquetages précis indiquant en particulier le pourcentage de produit actif contenu et la date de péremption du produit. Indication qui serait fort utile aux utilisateurs (notons que les produits Roc sont à l'heure actuelle les seuls à donner cette date sur leurs emballages).

Les professionnels souhaitent se servir de ces Instituts pour établir des *certificats de conformité* et pour transmettre les formules aux centres anti-poison. Ceux-ci sont en effet désarmés quand ils ignorent d'où peut venir le mal qu'ils ont soudain à traiter. Le problème étant encore que nombre de fabricants se font tirer l'oreille pour communiquer leurs petits secrets. A cause de la concurrence et surtout à cause de cette manie du secret qui empoisonne la France à tous les niveaux.

Dernière proposition des professionnels ; ils seraient d'accord pour que les fabricants soient tenus de prouver éventuellement la véracité de leurs affirmations publicitaires. Notons au passage que, ce jour-là, il risque d'y avoir du sport. Souhaitons que des représentants des consommateurs et de la Répression des fraudes soient conviés à participer à ces travaux. Il n'est jamais très bon de voir les choses se passer en circuit fermé.

Exemple parfait de ces circuits fermés : la marque Prestipharm. Il s'agit d'une marque apposée sur certains produits de para-pharmacie ; cette marque délivrée par les pharmaciens eux-mêmes, mais par eux seuls, s'est donné pour but d'offrir aux responsables d'officines qui la délivrent une garantie de qualité et d'inciter les fabricants à mieux veiller sur leur production.

Cela ne signifie d'ailleurs pas pour autant que les produits qu'elle couvre soient meilleurs que les autres. Simplement qu'ils sont sans doute mieux contrôlés et plus « fiables ».

Il y a donc des efforts faits, par les professionnels eux-mêmes, pour moraliser et moderniser une profession qui en a un peu besoin. Les fabricants ne veulent pas tuer la poule aux œufs d'or et ils se sont rendu compte qu'on ne pouvait plus continuer longtemps à prendre les chers clients pour des imbéciles. Ce n'est pas de la philanthropie, c'est de l'intérêt bien conçu. Tant qu'on a pu jouer de la crédulité sans difficultés, on l'a fait ; maintenant que ce n'est plus aussi facile que naguère (encore que..), il convient de modifier le tir.

Reste à savoir jusqu'où les fabricants pourront ne pas aller trop loin. Et à voir quelle complicité nous continuerons à offrir aux rois du marketing qui nous gouvernent. Car ceux-ci ont apparemment de belles années devant eux. A moins qu'on ne finisse par se dire un jour qu'une femme qui a « cinq kilos de trop » peut aussi être une femme heureuse, désirable et désirée ; à moins que le fard ne suffise plus à tout masquer ; à moins que les femmes ne finissent par accepter leurs rides et les hommes leur ventre. A moins que... à moins que...

Dominique PONS
(de l'Institut national de la consommation)

FICHE POISON

LE VIN



L'article 1 du Code du vin définit officiellement le vin comme « *le produit exclusif de la fermentation totale ou partielle des raisins frais ou de jus de raisins frais* ». Exclusif ?

De la vigne au vin. Au niveau du cep sur pied, on assiste à une utilisation croissante d'insecticides de synthèse et, en particulier, de fongicides pour luter contre le mildiou, maladie de la vigne. Or l'usage massif d'engrais solubles et d'insecticides de synthèse dérègle le « milieu intérieur » des plantes et on ignore encore dans quelle mesure ce dérèglement peut avoir des conséquences nocives pour la santé de l'homme.

La chaptalisation. Il s'agit de l'adjonction de sucre industriel dans le moût pour augmenter le degré alcoolique du vin. Prohibée en principe (sauf cas particuliers : mauvaise récolte, etc.) et théoriquement soumise à des autorisations expresses, cette pratique est en fait courante. Argument des partisans de la chaptalisation : elle développe le bouquet du vin.

Arguments contre : la dépendance étroite entre le prix de vente d'un vin et la fixation de son degré est un scandale : il suffit d'ajouter quelques kilos de sucre à un tonneau de vin pour augmenter à la fois son degré et la marge bénéficiaire des revendeurs ; enfin, cette élévation artificielle du taux d'alcool constitue un encouragement direct à l'alcoolisme : pour le Comité de défense contre l'alcoolisme, la chaptalisation est une « hérésie hygiénique et gastronomique ».

Cependant, une interdiction autoritaire de la chaptalisation n'est peut-être pas souhaitable à court terme dans la mesure où elle serait susceptible de ruiner des milliers d'exploitants qui ne survivent économiquement que grâce à cette pratique.

Les additifs. Une trentaine d'additifs sont actuellement autorisés. Ils ne sont pas tous utilisés en même temps, mais leurs combinaisons, différentes selon les marques, les prix et les années, tendent toutes au même but : favoriser et contrôler la fermentation du vin.

Selon les services officiels, aucun ne peut être toxique aux doses permises par la législation. Affirmation bien optimiste, du moins pour quelques-uns d'entre eux :

— le ferrocyanure de potassium, utilisé pour stabiliser la limpidité du vin, est l'objet de polémiques entre spécialistes depuis les années 1920. Pour le professeur Lautié, par exemple, il est considéré comme « très toxique » ;

— l'anhydride sulfureux (SO_2). Il peut être à l'origine de maux de tête et d'estomac, et détruire au moins partiellement la vitamine B1 (Cf. : bulletin n° 69 du Laboratoire coopératif d'analyses et de recherches). La revue *Que choisir ?* a dénoncé le libéralisme de la législation française qui autorise une concentration maximale de 350 mg par litre, alors que, selon les spécialistes, un taux de 80 mg ne devrait jamais être dépassé ;

— l'acide sorbique, probablement inoffensif, tend à donner aux vins rouges le fameux « goût de géranium ». Il avait été introduit voici une quinzaine d'années dans le but de réduire les quantités de SO_2 utilisées. En fait, on utilise aujourd'hui toujours à peu près autant de SO_2, et l'acide sorbique en plus...

D'autre part, on n'a pas tenu compte de deux éléments importants :

1. Les effets possibles à long terme de doses, même minimes, ingérées journellement : selon une expérience de Druckney et Schmahl (cf. *Nature et Progrès,* 1971, n° 3, pages 24-25), la dose d'une substance cancérigène nécessaire pour provoquer le cancer chez des rats est d'autant plus faible que la quantité ingérée journellement est plus petite.

2. Deux additifs, inoffensifs s'ils sont pris isolément, peuvent se révéler très dangereux en combinaison (effet de synergie).

Dénominations. C'est l'escroquerie type. Les mentions « vin supérieur », « grand vin de France », « vieux cépages », « vin sélectionné », « vin de grande réserve », ne sont que des slogans publicitaires non réglementés. Pour les vins de table, les seules inscriptions obligatoires sont le degré d'alcool et la raison sociale du fabricant !

L'emballage. Et qu'importe la coupe pourvu qu'on ait l'ivresse... Voire !

Quand la coupe est une bouteille de plastique, elle devient facteur de pollution (le plastique est presque indestructible) et d'intoxication. Conclusion : boycottez la bouteille de plastique au profit de la bouteille en verre... consignée.

Alternatives écologiques :

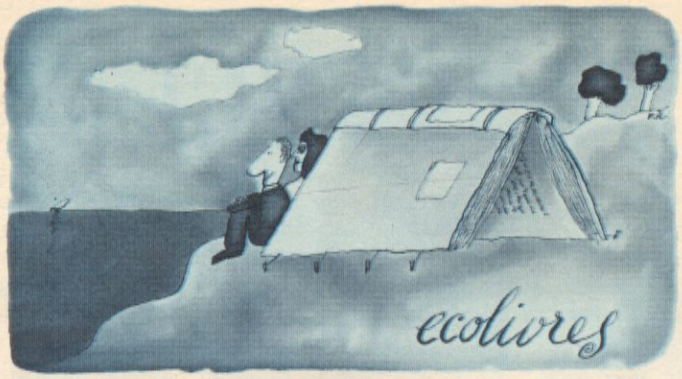
1. Acheter des vins « biologiques », malheureusement plus chers que les vins courants, car la viticulture biologique est loin d'être au point.

Exemples : la société Lemaire (B.P. 235, 49 - Angers) vend par correspondance d'excellents vins dont la qualité est certifiée par un « contrat » précis, détaillé et public ; les viticulteurs observant le cahier des charges de l'association Nature et Progrès (3, chemin de la Bergerie, 91 - Sainte-Geneviève-des-Bois) respectent, eux aussi, des normes strictes.

2. Acheter des vins qui, sans être garantis biologiques, contiennent moins d'additifs que les vins courants. Exemple : les vins de la société Pro-Sain (Cepad, 66 - Banyuls-sur-Mer), vendus dans les circuits diététiques.

3. Accepter les vins en vente dans le commerce courant, mais pas n'importe lesquels. Exemple : les Vinicep-Sarvor 11° et le Cavignon 10°, sélectionnés en mars 1972 par la revue *Que choisir ?*

Laurent SAMUEL



MAIN BASSE SUR LE POUVOIR

par Ralph Nader
J.-C. Lattès/Edition spéciale, 314 p., 28 F.

« Ici aussi, l'influence exerce ses ravages. Comme la viande, le parlementaire a augmenté. Au fur et à mesure que le coût de l'influence politique « premier choix » montait, la masse des acheteurs se retirait du marché, l'abandonnait aux véritables riches et aux grandes compagnies. »

En 1952, Eisenhower se présente pour la première fois aux présidentielles. Il *ne* lui en coûte *que* 140 millions de dollars. En 1964, le prix du pouvoir a augmenté : 200 millions de dollars. En 1968, il est hors de prix : 300 millions de dollars. La masse des citoyens s'est depuis longtemps retirée du marché et les milliardaires sont obligés d'emprunter... A qui ?

En d'autres termes, demandent Ralph Nader et son équipe, qui possède les hommes politiques ? Les intérêts privés, par l'intermédiaire des *lobbies*. L'objectif du livre : faire le procès d'un double abandon de pouvoir — celui des citoyens au Congrès, celui du Congrès aux *lobbies*. Une solution : que le citoyen fonde à son tour un *lobby*.

Le *lobbyist* est celui qui tente d'influer sur une décision prise par les pouvoirs publics. Chacun a le droit de défendre son point de vue, mais « c'est la façon dont les intérêts privés l'ont monopolisé au profit de leurs employeurs qui a rendu le mot *lobby* synonyme de corruption, de sournoiserie et d'influence abusive ». Les *lobbies* — groupes de pression anonymes — achètent un billet d'entrée au Capitole pour le compte des entreprises privées. Le nombre des *lobbyists*, à Washington, est estimé à 5 000, soit dix par membre du Congrès.

Le stade de la corruption grossière est dépassé depuis longtemps : l'argent n'est plus versé directement dans la poche du parlementaire, mais dans les caisses des campagnes électorales. Il peut aussi se transformer en « placements en nature », qui vont de l'homme de confiance, prêté au candidat pendant la campagne, au billet d'avion et à la chambre d'hôtel, en passant par l'accès gratuit à un ordinateur, pour aboutir à la promesse d'un poste grassement payé à la fin du mandat, *Lobbies* du sucre, du tabac, des autoroutes, des automobiles, des armes à feu et, le plus puissant de tous, le *lobby* du pétrole. Un nouveau venu, le *lobby* ouvrier.

Le *lobbyist* possède le contrôle de l'information qui parvient au Congrès ou qui en émane, par l'intermédiaire des hommes de loi de Washington, les aristocrates du *lobby*. Tout ce *who's who* du *lobby* se retrouve dans le *lobby* mondain des clubs et la pyramide aboutit au plus coûteux de tous : le *lobby* présidentiel. Parfois, un grain de sable se glisse dans l'engrenage. Plus ou moins gros, il peut aller de la « peccadille » au scandale de Watergate. Face au système des *lobbies*, le citoyen devrait apprendre à se servir des armes du groupe de pression. S'organiser. Mais, avant tout, connaître le Congrès et ses commissions, « sombres et silencieuses oubliettes », où règnent le système de l'ancienneté — de la sénilité, selon le journaliste Jack Anderson — et la règle du secret ; savoir que les véritables seigneurs du Capitole sont les présidents des commissions et que chaque parlementaire touche un salaire annuel de base de 42 500 dollars ; protester par tous les moyens — manifestations, communiqués de presse, conférences de presse — contre l'image de marque d'un Congrès-fantoche ; s'en prendre enfin au système électoral qu'il soutient. Ralph Nader a de la suite dans les idées.

C. G.

UN PANIER DE MENSONGES

par Alain Gaussel
Le Seuil, 192 p., 20 F.

« Vendez pendant des années, à grand renfort de publicité, une huile d'arachide. Habituez peu à peu le consommateur à réclamer non pas un litre d'huile d'arachide, mais un litre d'huile X. Sur l'étiquette, écrivez de plus en plus gros le nom de la marque, de plus en plus petit le mot « arachide ». Le jour où l'arachide se fait rare ou chère, remplacez 10, 20 ou 30 % de cette arachide par du colza. Enlevez seulement le mot « arachide » sur l'étiquette. Le consommateur, habitué à demander un litre d'huile X, continuant à lire une publicité utilisant exactement la même argumentation, ne s'apercevra de rien... »

Rédacteur au laboratoire coopératif d'analyses et de recherches, Alain Gaussel fait moins ici œuvre de technicien que de consommateur critique. Il a étudié les textes de loi, consulté les dictionnaires, déchiffré les étiquettes, écrit inlassablement aux producteurs. Au terme de cette quête patiente, il déclare simplement : « *C'est chaque jour ou presque que le consommateur est trompé* » ; trompé sur la nature et la composition des produits, trompé par l'abus du mot « *naturel* ».

Il est vrai que le naturel se vend bien ces temps-ci. C'est ainsi que les sirops Teisseire qualifient leur production de naturelle, alors que, de leur propre aveu, ils utilisent des colorants et que l'on ne trouve pas une larme de jus de grenade dans leur grenadine. De la même façon, pour éviter d'augmenter les prix, on diminue les quantités et on gonfle les emballages. Mais il y a plus subtil : fromages blancs à plus de 82 % d'humidité, pruneaux « *réhydratés* », sauce salade allongée, jambon gonflé à l'eau...

Producteurs et détaillants ne sont pas seuls en cause. La loi du 1er août 1905 interdit de tromper sur la nature, la composition, les quantités substantielles et l'origine lorsque celle-ci est la cause principale de la vente. Edicter une loi, c'est bien ; se donner les moyens de l'appliquer, c'est encore mieux. Or, dénonce Alain Gaussel, « *les services de contrôle ont des moyens trop dérisoires pour être pleinement efficaces* » et « *les amendes infligées par les tribunaux coûtent moins cher que la fraude ne rapporte* ».

La loi est souvent tournée. Dérogations exceptionnelles et autorisations provisoires qui s'éternisent sont monnaie courante. Enfin, la réglementation est souvent contraire aux intérêts des consommateurs : « *Fabriquer du pain d'épice sans miel, appeler fraîche de la crème qui ne l'est pas, mettre des colorants jaunes ou orange là où l'on attendait de l'œuf ou du jus d'orange* », c'est légal. La datation ésotérique des conserves, la date « en clair » dont on ne sait si elle est date de fabrication, date de distribution ou date limite de vente, c'est réglementaire. Tout comme l'est cette circulaire récente qui recule d'un jour la date limite de vente du lait et autorise à baptiser « *frais* » des œufs qui peuvent avoir été ramassés le mardi de la semaine précédente.

Quant à la publicité... Demandez donc des précisions au producteur de triscottes, quand il affirme : « *Ce produit contribue à l'équilibre alimentaire en facilitant la digestion des plus, même les plus copieux* », et savourez sa réponse : « *Il va de soi que lorsqu'on dit que la triscotte facilite la digestion des plats, il s'agit d'une clause de style...* »

Pourtant, la loi du 2 juillet 1963 interdit toute publicité faite de mauvaise foi, comportant des allégations fausses ou induisant en erreur. Mais qu'entend au juste le législateur par « allégations » ? Le slogan « l'électricité, source de vie intelligente » constitue-t-il une allégation vraie ou fausse ? Enfin, la loi de 1963 n'a pas retenu la seule sanction véritablement efficace : publier des rectificatifs aux emplacements mêmes où la publicité trompeuse a paru, dans les mêmes dimensions et les mêmes caractères.

Berné, escroqué, conditionné, le consommateur français avait fini par renoncer à se défendre. Il était temps qu'à l'instar de Ralph Nader un spécialiste doublé d'un polémiste entreprenne de le réveiller. —

B.P.



DEMAIN LE MOYEN AGE

par Roberto Vacca

Albin Michel, 225 p. 24 F.

« Il n'est pas nécessaire de faire exploser quelques mégatonnes de bombes à l'hydrogène pour tuer des centaines de millions d'humains. Le même résultat peut être atteint par des moyens moins violents et plus détournés : par exemple, en faisant dépendre l'existence d'énormes agglomérations de systèmes tellement complexes qu'ils deviennent impossibles à maîtriser. Cette seconde hypothèse apocalyptique, à cause de la sécheresse de sa forme, de son caractère fortuit et de l'absence de préméditation, apparaît plus tragique encore que la première. »

Tout commencera pas un gigantesque embouteillage qui paralysera une mégapolis (New York), l'une de ces métropoles qui toutes deviendront des nécropoles. La congestion des systèmes entraînera une série de catastrophes inévitables qui provoqueront la mort de plusieurs millions de personnes.

Il ne s'agit pas d'un roman de science-fiction, mais d'hypothèses pour un futur très proche, émises par un homme sérieux, ancien ingénieur, spécialiste d'électrotechnique et professeur à Harvard.

« J'ai appelé Moyen Age cette situation à venir de crise généralisée », dit Roberto Vacca. Selon lui, les pays les plus avancés seront les plus vulnérables ; 450 millions d'hommes disparaîtront. Entre 1985 et 1995, le nouveau Moyen Age aura déjà commencé. Il durera un siècle peut-être, et marquera une période d'instabilité, de troubles. La population restante sera entièrement livrée à elle-même. Aucune organisation ne pourra assurer l'ordre, la sécurité ou le ravitaillement. Les déplacements se feront comme jadis.

Les crises se font déjà sentir dans les systèmes de production et de distribution de l'énergie, les transports, les communications, l'approvisionnement en eau, l'élimination des déchets, le traitement des informations. **« Ces crises sont dues à la congestion chronique de presque tous les grands systèmes, conçus et structurés de façon erronée ou, pis encore, qui ont proliféré sans plans en raison du manque de capacités directives ou d'information de ceux qui devraient les gouverner et prévoir leurs développements futurs. »** On pense à la panne d'électricité qui immobilisa New York en novembre 1965 et, en France, à la crise de mai 1968 qui paralysa le pays.

Sur ce thème, Roberto Vacca donne libre cours à son imagination. Ne prévoit-il pas qu'au nouveau Moyen Age succédera une nouvelle Renaissance et que des communautés monastiques conserveront les germes de la civilisation ? Et, logique avec lui-même, il préconise la mise en place immédiate de monastères underground, de groupes clandestins et de maquis **« qui auraient pour mission de survivre et d'agir de façon positive sur la Renaissance qui devrait suivre. »** Il n'est pas interdit de lire **Demain le Moyen Age** avec le sourire.

H.S.

L'AVENEMENT DE L'AGE D'OR

par Gunther Stent

Fayard, 191 p., 24 F.

« ...Les conséquences séculaires du progrès ont maintenant préparé la terre pour cette race dorée de mortels qui, grâce à la technologie, vivront comme des dieux, insouciants et heureux, ignorant le travail et la souffrance, avec un corps sans défaillance, et hors d'atteinte du mal. »

Nous voilà aux antipodes des prévisions pessimistes de M. Vacca !

« L'âge d'or auquel je me réfère est celui de la mythologie grecque, tel que le décrit Hésiode au VIII^e siècle av. J.-C. »

« Le présent essai entend démontrer que le point de vue des Anciens sur l'histoire humaine doit être retourné. L'âge d'or n'est pas le premier, mais le dernier stade de l'histoire... »

A condition que nous arrivions à éviter une guerre atomique et à enrayer l'essor démographique, bien entendu. Le progrès est *« self-limiting »*, c'est-à-dire qu'il se donne à lui-même ses propres limites. Les sciences, ainsi, arriveront au point où il sera impossible d'aller plus loin. Les arts sont déjà parvenus à la fin logique de leur évolution, vu que toute évolution a un terme. Alors l'homme pourra prendre le chemin de la Polynésie et vivre en oisif comme ces indigènes indolents des mers du Sud ! Et le lecteur repose son livre, déçu par des arguments aussi peu convaincants.

L'auteur affirme que sa pensée fut beaucoup influencée par *« un petit livre »* écrit par le physicien Dennis Gabor, lequel dit ceci : « Maintenant, donc, la bataille séculaire contre la nature pour vaincre la pauvreté est presque terminée. Ce dur combat a été gagné grâce à l'indomptable esprit combatif de l'homme et au rapprochement entre les chevaliers de la science et de la technologie. »

Nos savants, on le voit, ne manquent pas d'humour. Mais peut-être s'agit-il seulement d'une galéjade ? Le professeur Stent, pourtant, cite à deux reprises *le Meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, roman futuriste dont il envisage avec sérénité la réalisation du thème essentiel : la fabrication d'êtres humains.

Une bonne moitié du livre de Stent, en effet, relate l'histoire de la génétique. C'est la partie la plus intéressante de l'ouvrage.

« L'euphénisme, est-il dit, *se propose de* modifier *l'expression des gènes humains... On pourrait faire naître des bébés « supérieurs » pourvus de cerveaux et de corps améliorés par simple manipulation de l'environnement intra-utérin..., et on pourrait retarder indéfiniment la mort en remplaçant ou en rajeunissant les organes et les tissus usés. »* Ce ne sont pas là des extraits du *Meilleur des mondes,* mais des affirmations du professeur Stent.

« Ainsi l'eugénisme et l'euphénisme sont en passe de réaliser, d'ici peu, un des aspects de l'âge d'or. » Attendons patiemment cet heureux moment.

Entre le professeur d'électrotechnique Vacca, qui annonce un prochain Moyen Age et le professeur de génétique moléculaire Stent, qui préconise l'avènement de l'âge d'or, qui faut-il croire ? A quelle thèse faut-il accorder crédit ? Lequel des deux professeurs voit juste ? On est un peu tenté de soupirer : et si le vrai âge d'or s'établissait quand il n'existera plus aucun savant...

H. S.

UTOPIE ET CIVILISATION

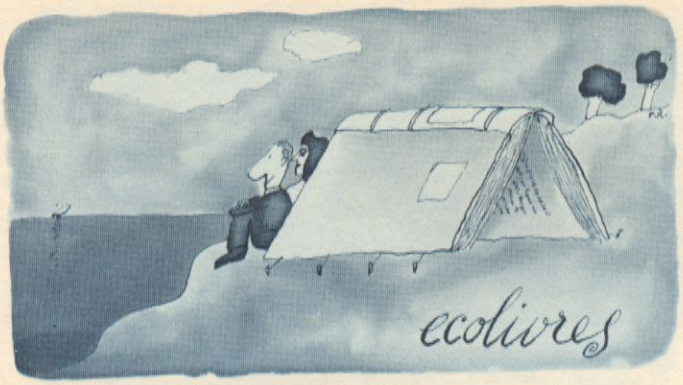
par Gilles Lapouge

Weber, 252 p., 58 F.

« Les hommes sont ainsi : d'antiques mutations ont calculé leurs corps. Ils sont réglés pour les pestilences. Leurs poumons halètent dans l'air désinfecté des villes radieuses, il leur faut des souillures et des tristesses. La joie illumine les topographies du malheur. Les peuples peuvent bien rêvasser sur les cités idéales, à peine y sont-ils enfermés qu'ils préparent leur évasion. Ils font le mur et courent comme des fous vers les fleuves. »

La première cité radieuse fut « inventée » par les Grecs. Qui dit cité radieuse dit calculée sur épure, avec cadres préétablis pour l'harmonie des citoyens. Ainsi fit Hippodamos au V^e siècle av. J.-C., sur la côte ionienne, à Milet. En les soumettant aux règles de la géométrie, il ordonne les rues, les places, les maisons et les habitants de sa ville future en un système qui va se perpétuer jusqu'à... Sarcelles. La première utopie était née.

L'utopie, qu'est-ce que c'est ? Tout le contraire de mai 1968, affirme Gilles Lapouge, qui comprend mal comment un Marcuse a pu s'y tromper : « L'utopie n'a ▸



pas de lieu dans la Sorbonne du désir, de la liberté et du bonheur. » Elle est la marque d'esprits mathématiques qui tablent sur une nature parfaite et inaltérable. Les monastères du Moyen Age, les cours d'amour d'Eléonore d'Aquitaine et le phalanstère de Charles Fourier sont autant de petites communautés fermées et très hiérarchisées qui ignorent le temps et la décrépitude. Systèmes clos sans frissons et sans passions, d'une logique aussi implacable qu'un jeu d'échecs, les utopies ne seraient-elles qu'expressions d'une volonté, bien humaine, de lutter contre la mort ? Contre les attachements, la faillite, la tragédie — tout ce qui fait l'histoire ?
La mort, l'histoire, la liberté sont les grands thèmes autour desquels louvoie ce livre étrange au titre malencontreux. On s'attend à des tombereaux d'érudition. Mais voilà qu'à entrer dans le texte, on aborde à des rivages brûlants. Comme cette négation de la liberté chez les grands utopistes, qui consiste peut-être en une forme extrême de la liberté. Se soumettre à la contrainte, par un choix, c'est se placer *après* la liberté. A ce point vertigineux « où s'enchevêtrent les lignes de l'utopie, où étincelle son plus profond secret, le plus noir, peut-être le plus dévastateur », émerge une frontière que l'esprit humain ne peut pas dépasser. Ce sont les portes interdites de la méta-histoire. F. B.

ECOLOGIE : DETENTE OU CYCLE INFERNAL ?

par Pierre Samuel
10-18, 445 p. 10 F.

« Pour résumer, notre société est souvent sur-répressive et très aliénante. Dans le secteur du travail, son bilan est plutôt négatif et il est manifestement possible de diminuer beaucoup mieux qu'elle l'effet du travail sur la liberté. Sur le plan du confort, elle est parvenue à une réussite précaire, et limitée à une minorité de l'espèce humaine — le sort de la majorité étant pire qu'avait l'ère industrielle. La société industrielle n'a pas apporté la liberté aux hommes. »

Trente ou cent cinquante ans ? Peu importe quand, mais, pour Pierre Samuel, mathématicien français, enseignant, l'apocalypse viendra, sûr. Des preuves ? Les ressources énergétiques s'épuisent, quoi qu'en fabulent certains, parce que gaspillées. Le charbon n'en a plus pour longtemps, le pétrole encore moins. Et l'énergie nucléaire n'est pas la panacée : dans les mines tchèques d'extraction de l'oxyde d'uranium, 50 % des mineurs meurent du cancer du poumon, 80 % du reste souffrent d'affections pulmonaires.
Des chiffres accablants, d'autant que, pour assurer aux 7 milliards d'êtres vivants sur la planète en l'an 2000, le « niveau de vie moyen » des sociétés occidentales, l'exploitation des ressources naturelles devra décupler... La mort au nom de la « religion de la croissance », du « culte du P.N.B. », de la soif de profits. Et quel que soit le système, capitaliste ou socialiste.
Pourtant, Pierre Samuel ne sombre pas dans le catastrophisme, « facteur d'immobilisme ». Il n'est pas révolutionnaire : « Notre environnement, déjà si malmené, pourra-t-il supporter des années de guerre civile ? » Ni zégiste : « La vie à l'état de nature n'a rien de libérateur. » Ni, enfin, « communautaire » ; la fuite en groupe vers les campagnes doit certes être encouragée, mais Pierre Samuel, profondément citadin, n'est nullement un ennemi des villes : « Pour les citadins, les luttes sur l'environnement commencent dans leur propre ville. »
En fait, Samuel est un sage. Tout est simple. Les phénomènes de pollution sont des manifestations de « tensions », économiques (la soif des profits), scientifiques (l'excitation des savants) et psychosociologiques. Alors, détendons-nous. N'interrompons pas le progrès, maîtrisons-le. Avec, pour base d'action économique, quatre principes : tout est lié à tout, toute chose doit aller quelque part, la nature en sait plus, il n'y a pas de repas gratuit. Les ressources énergétiques s'épuisent ? Leur exploitation pollue ? Utilisons d'autres ressources, peu coûteuses, non polluantes, naturelles : la houille blanche, la marée, le soleil et le vent. Recyclons les déchets. L'agriculture chimique drogue les terres, tue la faune, et, à long terme, l'homme ? Pratiquons l'agriculture biologique, où l'homme, enfin responsable, réfléchit, choisit. Les villes sont inhumaines ? Décentralisons, recréons les cités, avec des arbres, de vraies rues, où le piéton est roi. Et, surtout, cessons de faire des enfants, libérons-nous sexuellement.
A ceux qui lui opposent, dans une telle société, le problème du chômage, Pierre Samuel répond que l'agriculture biologique et l'exploitation de nouvelles sources d'énergie demandent de nombreux bras. Et puis, s'il reste des désœuvrés, réduisons le temps de travail. Après tout, l'homme n'est peut-être pas fait pour travailler...
Tout est évident. Peut-être trop. Profondément humaniste, Pierre Samuel ne s'attarde que trop vaguement sur les moyens de parvenir à une telle société. « La transition vers une société communautaire et décentralisée, vers son travail post-industriel caractérisé par les « technologies douces » ne sera probablement pas immédiate », se contente-t-il d'écrire. Convaincu de la faillite de notre société, le mathématicien imagine trop vite que ses contemporains partagent ses certitudes.
Ecologie : détente ou cycle infernal ? : un bon catalogue des catastrophes qui nous menacent et des solutions qui s'imposent. Pour une fois, une étude globale des problèmes de la « pollution ». Pour les profanes, un livre de chevet bourré de détails précis et doté d'une excellente bibliographie. Les « spécialistes » le trouveront sans doute quelquefois ennuyeux, lénifiant sur trop d'évidences. Pourtant, ils y puiseront des informations piquantes. Tel l'arrêté pris en janvier 1971 par le préfet du Bas-Rhin en prévision de manifestations contre la centrale de Fessenheim et réglementant si strictement la distribution de tracts, journaux et brochures que cela équivalait à une interdiction totale. Ou encore la condamnation, en mars 1972, à un mois de prison et 200 F d'amende, de deux travailleurs algériens. Ils avaient jeté dans le Var des carcasses de moutons, ils avaient pollué le fleuve...
M. G.



Hans Fluck

petit guide panoramique des HERBES MÉDICINALES

24 F

rappel :

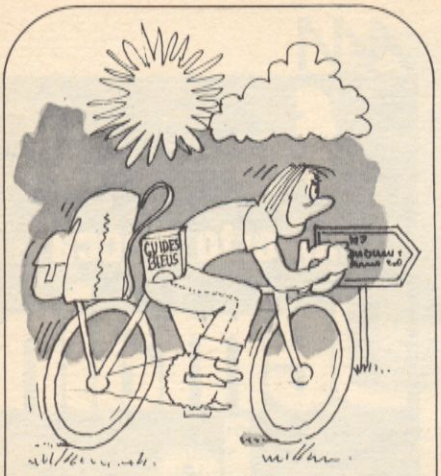
SCHAUENBERG P. et PARIS F.

Guide des plantes médicinales

45 F

delachaux et niestlé

32, Rue de Grenelle - Paris 7e



Même (et surtout) si vous partez à l'aventure munissez-vous de

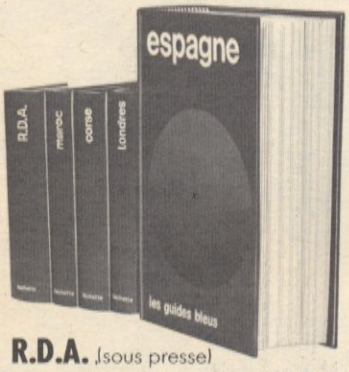
GUIDES BLEUS

Parce qu'il ne suffit pas d'aller ailleurs : l'aventure ça se mérite...et ça se prépare

Parce qu'il ne faut pas passer à côté d'un chef-d'œuvre qui, à lui seul, justifierait le voyage et se repentir trop tard de ne pas l'avoir vu

1973 : UNE NOUVELLE GENERATION DE

GUIDES BLEUS



R.D.A. (sous presse)
ESPAGNE · CORSE · MAROC
LONDRES et ses environs

Mais n'oubliez pas que les Guides Bleus, c'est avant tout plus de 100 titres au service du tourisme.

Consultez le catalogue chez votre libraire

HACHETTE

► 60

LES METIERS DE NATURE
par Anne Galey et Mady Caën.
Préface d'Haroun Tazieff.
400 p., 32 F, Stock.

« Un arbre à lui seul suffit à évoquer la nature, une atmosphère de détente, la recherche du soleil, une odeur de feuilles, le bruit du vent, mais aussi la lutte contre les éléments, la tempête. C'est au sens large que nous envisagerons dans ce livre les activités permettant de vivre dans la nature, de s'en approcher, de l'exploiter, de la protéger, de la découvrir. »

Quelles sont les vraies richesses en ce siècle où tout se consomme ? Peut-être bien celles qui ne s'achètent pas et que Jean Giono estimait essentielles à notre vie : « les vents, les pluies, les neiges, les montagnes »...

Ce sont ces richesses qu'Anne Galey et Mady Caën nous invitent à considérer, sous l'angle du choix d'un métier, ou plutôt de la vocation réfléchie. A 15 ans, aujourd'hui, même si l'on est indécis, on sait ce dont on ne veut pas : les horaires fixes, l'usine, le métro bondé... vécus sans savoir si, dehors, le soleil brille ou non. Mieux qu'une orientation professionnelle, ce livre est un appel à l'imagination. Il raconte qu'il existe des métiers vivants, rudes, originaux et interpelle : pourquoi pas vous ?

Au point de départ : une mise en garde. Pour bien choisir, il faut surmonter son ignorance de soi-même, « se trouver » comme disait Pirandello, ou devenir ce que l'on est. Alors seulement, on peut choisir sans se laisser abuser par les apparences ou la mode. Les métiers dont il est question ici exigent, dans l'ensemble, une certaine forme de caractère et certaines qualités : la résistance physique, l'esprit de conquête, le sens de la nature et la curiosité de ses phénomènes, et également le goût de valeurs qui ne se calculent pas en termes d'argent. Il ne s'agit pas de diverses formes d'un quelconque retour à la nature — on passe très vite sur les métiers de bergers et de gardiennes d'oie — mais d'activités reposant sur des techniques parfois très poussées. Elles ont été regroupées par affinités correspondant aux attirances particulières que chacun peut éprouver : la terre, les animaux, le bois, la pierre, les villages, le monde, les voyages, le sport enfin.

A l'intérieur de chaque domaine sont étudiés tous les degrés de responsabilités correspondant aux niveaux d'étude : du plâtrier à l'ingénieur de barrages, du matelot au capitaine au long-cours, du jardinier au géographe. Et, pour rendre ce panorama de métiers plus vivant, les auteurs ont rassemblé de nombreuses réflexions entendues au cours de leur enquête auprès de ceux qui les exerçaient.

Les Métiers de Nature est une invitation au travail, à un moment où partout, au bureau ou à l'usine, travail n'est synonyme que de contrainte et d'ennui. Les travaux préconisés par Anne Galey et Mady Caën comportent une récompense — celle qu'Haroun Tazieff indique dans sa préface : « *Et si vous finissez par exercer un métier de plein air qui corresponde à votre vraie nature... vous connaîtrez cette large et paisible sérénité qu'aucune profession citadine, aucune ambition réalisée, aucune fortune amassée ne peuvent dispenser.* »

F. N.

DU RURAL A L'URBAIN
par Henri Lefèbvre
Anthropos, 285 p., 25 F.

« On connaît encore mal les besoins sociaux. On sait seulement qu'ils ne se réduisent ni aux besoins biologiques et physiologiques, ni aux besoins économiques proprement dits, ni à une somme de besoins individuels. Ils en supposent la satisfaction, mais les englobent en leur ajoutant quelque chose de spécifique. Les besoins sociaux sont ceux des individus et des groupes, conçus en tenant compte du niveau de culture et de civilisation atteint par la société globale, avec ses caractères spécifiques et ses originalités. »

Sécurité, imprévu, information, activités ludiques, intimité, mais aussi contacts avec autrui — ce sont des besoins sociaux. Autant dire la recherche du bonheur, non ? Le bonheur, justement, on l'attend de l'« habitat pavillonnaire ». Comme dans tout microcosme illusoire, le temps disparaît : « Ou plutôt, il y perd sa pointe et son tranchant, sa menace. Il devient sécurité. Dans le pavillon, l'habitant ne se sent pas vieilir. »

L'homme moderne, de surcroît, poétise sa vie puisqu'il peut ajouter, retrancher, superposer, agencer selon ses rythmes propres. Il individualise son espace. Habiter une maison devient une œuvre !

D'une brûlante actualité avec la récente décision d'Olivier Guichard de privilégier les constructions de maisons individuelles, l'étude sur l'habitat pavillonnaire fait partie de la vingtaine de textes qui composent ce recueil. Ecrits entre 1949 et 1969 et publiés dans diverses revues, ils répondent tous en gros à la queestion : comment habiter ?

Pour essayer de comprendre les mutations de la société urbaine moderne, le philosophe Henri Lefèbvre choisit de traiter un ensemble de phénomènes importants dont il déplore que Marx les ait négligés : ils concernent les besoins, la demande et la commande sociale, la consommation et son organisation centrale. Comment les appréhender mieux que par la vie quotidienne, ce secteur privilégié de la pratique ?

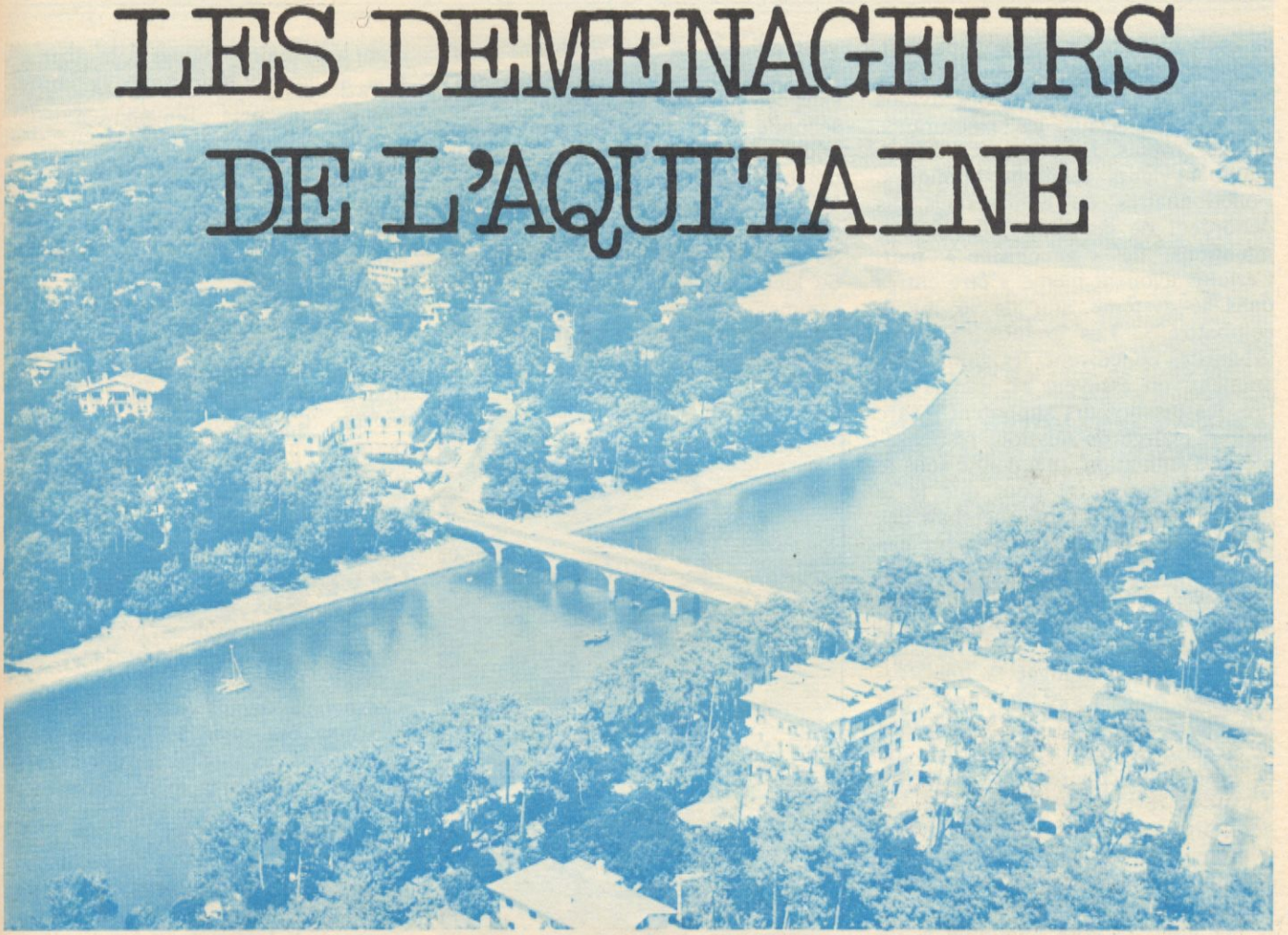
A l'occasion d'une enquête sur les structures sociales de Lacq-Mourenx, ville nouvelle construite autour du complexe industriel de Lacq, Lefèbvre raconte une anecdote : arrivé le 8 novembre à la mairie de Moûrenx, il y trouve une agitation inhabituelle. Pour souder la communauté nouvelle et marquer publiquement son existence, les autorités avaient décidé d'organiser une commémoration du 11 Novembre. Or, on venait de s'apercevoir qu'il y manquait l'indispensable : les morts. Sans passé, la ville n'avait pas de morts ! La cérémonie eut tout de même lieu, dans le vieux village, là où étaient le passé et les morts.

Lacq-Mourenx, la ville qui n'a pas d'histoire, c'est le cas type du passage du rural à l'urbain.

F. B.

La rubrique **Ecolivres** a été réalisée par Françoise BIRO, Martine GILSON, Colette GUTMAN, France de NICOLAY, Brigitte PACQUEMENT, et Hubert SCHNECKENBURGER.

LES DEMENAGEURS DE L'AQUITAINE



Bernard Beaujard

Une mission qui s'abrite derrière le mystère. Une province qui se dépeuple lentement. Une situation de l'emploi qui se dégrade. Une hausse des loyers qui menace. Un équilibre écologique condamné. Un document explosif et une conclusion polémique de Philippe Saint-Marc.

« Rien ne doit se faire dans un pays où la vie est si profondément enracinée sans que ses habitants ne participent à la réflexion sur la transformation de leur région : réflexion sur les modes de vie et les types d'activités des touristes accueillis dans les nouveaux aménagements ; réflexion sur la jonction de ces activités avec la vie quotidienne ; réflexion sur les équipements nécessaires à cet accueil, afin que les réalisations soient l'affaire de tous et non l'initiative déshumanisée de quelques technocrates. »

Ce vaste et ambitieux programme est extrait d'une brochure récemment publiée par la *mission interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine*. L'organisme en question, né en 1967, s'est fixé pour tâche le développement harmonieux, mais artificiel, d'une des régions les plus sous-équipées de France. Après trois ans d'une existence quasi clandestine — l'opération ne figurait pas, et pour cause, au V^e^ Plan —, l'arrivée en janvier 1970 de M. Emile Joseph Biasini à la tête de la mission a, semble-t-il, tout changé.

Mais M. Biasini est-il qualifié par ses précédentes expériences pour aménager l'Aquitaine ? Spécialiste des questions coloniales et des problèmes d'information, il n'ignore rien non plus des affaires culturelles. La région qui tombe désormais sous son autorité est un désert économique qu'il s'agit de mettre en valeur, de coloniser en somme. En tant que partie de l'Occitanie — cette Occitanie qui se réveille —, l'Aquitaine éprouve d'autre part un vertige centrifuge qu'il s'agit de soigner par l'*animation*, par la mise en condition de l'opinion publique. Derrière les déclarations de principe — sur l'appropriation des sols, sur la lutte antispéculateurs, sur la guerre aux « nuisances » —, on pressent une opération der écupération à double, ou triple détente. Aménager la côte aquitaine pour les touristes, c'est aussi, par force, l'aménager pour les industriels implantés dans le Bordelais, drainer vers ces dunes, ces lacs, ces forêts un afflux de capitaux venus d'ailleurs et les réemployer (mais il ne faut surtout pas le dire) dans les entreprises qui ne profiteront guère aux Aquitains.

C'est l'essence même du phénomène colonial. Et la manœuvre paraît remarquablement engagée. Je n'ai jamais pu rencontrer le président Biasini. Les déplacements de cet homme interviennent si vite qu'ils semblent hors du seuil de perception de l'œil. En revanche, ses collaborateurs ne ▶

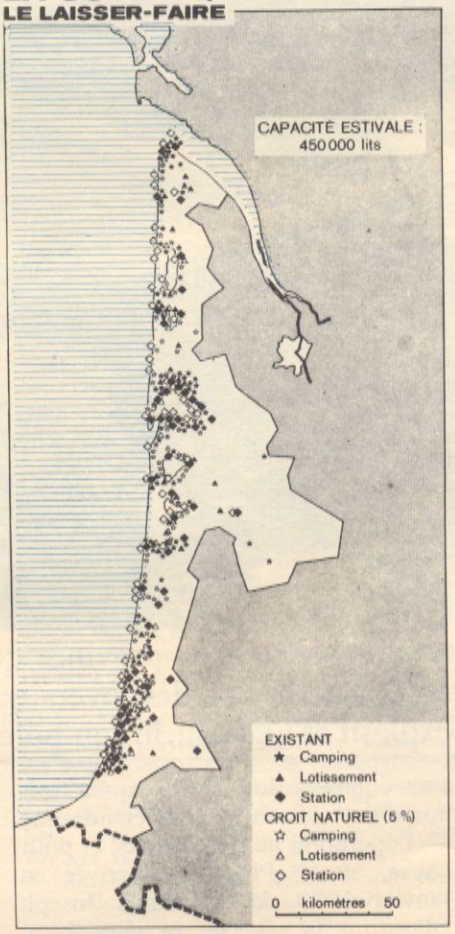
«Nous sommes entrés dans le système afin de le mieux combattre»

se cachent pas. On les voit partout. A Paris. A Bordeaux. A Hossegor. Au Cap-Ferret. A bord des avions d'Air Inter. Dans les restaurants. Sur les routes. Ils soignent particulièrement leurs relations publiques. Fonctionnaires ou contractuels, ils débordent de gentillesse, de bonnes intentions, de « gauchisme » naïf. Certains avouent même « être entrés dans le système afin de le mieux combattre ». Les architectes et les urbanistes conçoivent, les animateurs animent, ou essayent et, dans l'ombre, les promoteurs supputent. Marc Netter, chargé de mission, responsable de l'animation, m'a confié sous le sceau du secret (et pour que je le répète) que M. Biasini cherchait des capitaux auprès, non seulement des financiers et des collectivités locales, mais aussi des caisses de retraite ouvrières et de certains syndicats. J'ai pu aussi apprendre que la mission bénéficie d'un budget *souple* — compris, pour les cinq années du VI[e] Plan, entre 150 et 250 millions de francs. Outre la couverture de dépenses particulières sur lesquelles il faudra revenir, ces fonds doivent permettre à M. Biasini des opérations d'intérêt général sur lesquelles viendront se greffer des entreprises d'intérêt beaucoup plus privé.

A cet effet, la côte aquitaine a été divisée en seize secteurs, dont neuf unités principales d'aménagement (U.P.A.) [1] et sept secteurs d'équilibre naturel (S.E.N.), chacune de ces dénominations désignant des fonctions spécifiques et non des espaces privilégiés par rapport à d'autres. Au contraire, c'est un aménagement global qui est envisagé, c'est-à-dire également réparti sur toute la région et n'excluant aucune forme d'activité.

A ce stade, les aménageurs conseillent de consulter deux cartes. La première est celle du laisser-faire : « Le long alignement des plages et des rives des lacs serait envahi par des équipements de taille et de style divers, constituant comme trop souvent ailleurs ce *mur de béton* justement stigmatisé, mais difficile à éviter sans conception d'ensemble. » La seconde montre le but des aménageurs : « Concentrer la fonction d'hébergement dans des périmètres bien précis. » Et la mission de préciser : « A l'intérieur de ces limites, de préférence loin des rives maritimes ou lacustres, là où la forêt est suffisamment stable, sera proposée l'ins-

LA CÔTE AQUITAINE
LE LAISSER-FAIRE



tallation de plusieurs stations complémentaires les unes des autres et greffées de manière vivante sur les stations anciennes. Soixante-dix mille habitants en moyenne répartis dans cinq à six stations trouveront là tous les équipements nécessaires à la vie touristique, y compris les parcs urbains, car le périmètre sera assez large pour que la nature y trouve amplement sa place. Ces espaces seront désignés sous le nom d'*unités principales d'aménagement*. En relation d'équilibre avec ces unités, des étendues plus vastes s'intercalant entre elles auront une vocation totalement distincte quoique étroitement complémentaire : voués à la distraction, au contact intime avec la nature, au relatif isolement, ces *secteurs d'équilibre naturel* recevront des équipements légers permettant essentiellement leur pénétration et, en certains endroits, des aménagements d'accueil respectueux du site naturel, comme par exemple des centres de naturisme. Bien entendu, ils seront rattachés organiquement aux unités principales d'aménagement, pour la circulation comme pour leur animation. Les communes situées dans ces espaces d'équilibre naturel participeront comme les autres à l'accroissement des revenus par le tourisme : leur développement, loin d'être bloqué, sera harmonisé avec celui de l'ensemble de la côte. »

Ces principes ayant été admis en novembre 1970, architectes et urbanistes — des équipes recrutées au contrat pour des honoraires de 400 000 francs par U.P.A. — ont « planché » depuis, sans rien dire à personne, pas même à M. Biasini, car celui-ci entend leur laisser une liberté totale sur l'aménagement particulier de chaque unité. En principe, leurs projets ont été communiqués à la mission en juillet 1971, mais ils ne seront rendus publics que vers la fin de l'année, une fois que les aménageurs en chef auront *modulé*, comme disent les technocrates, *les schémas par les réalités*. La réalité principale étant en l'occurrence la situation économique et démographique de Bordeaux (qui ne relève d'ailleurs pas de la compétence de la mission) et l'opinion que s'en fait un autre organisme officiel, l'Oréam - Aquitaine que dirige un ingénieur des ponts et chaussées, M. Catalaa, fonctionnaire courtois, disert, et parfois sceptique. l'Oréam ? Ce sigle recouvre l'*Organisation d'études pour l'aménagement de l'aire métropolitaine*. Sa direction bordelaise étudie, comme la mission, divers projets d'aménagement de la région. Tout ce qui se trouve au sud du bassin d'Arcachon échappe à sa compétence. En revanche, la zone délimitée par le triangle pointe de Graves, Bordeaux, étang d'Arcachon, bénéficie de ses soins attentifs. La vocation de l'OREAM n'étant pas, et de loin, touristique, il est vraisemblable, sinon certain, que les conceptions des aménageurs de la mission et les siens vont se heur-

(1) U.P.A. 1 : Le Verdon-Soulac; U.P.A. 2 : Hourtin-Naujac ; U.P.A. 3 : Lacanau-Carcans ; U.P.A. 4 : Lège-Cap-Ferret ; U.P.A. 5 : Arès-Andernos-Audenge-Lanton-Biganos ; U.P.A. 6 : Arcachon-Gujan-Le Teich-La Teste ; U.P.A. 7 : Biscarrosse ; U.P.A. 8 : Aureilhan-Mimizan-Bias-Saint-Julien-Lit-et-Mixes ; U.P.A. 9 : Vieux - Boucau - Soustons - Moliets - Messanges-Seignosse - Soorts - Hossegor - Cap-Breton.

«Il y a méconnaissance complète des règles de l'écologie et de l'esthétique»

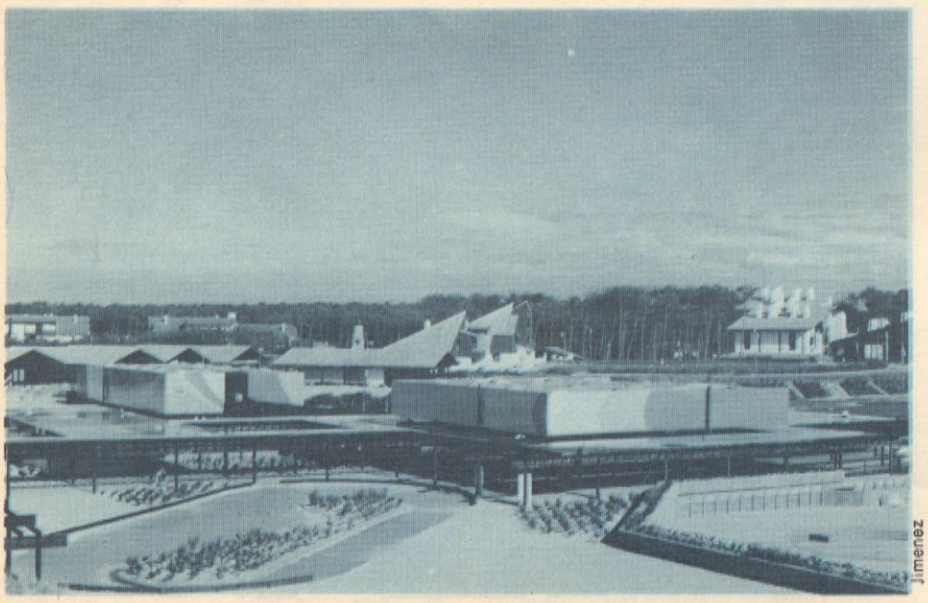
parfaitement comprise comme telle par les intéressés, dans leur grande majorité. »

Les intéressés en question sont, en revanche, moins sûrs de ce qui se passera ensuite. Voici quelques-unes de leurs objections :

— Au stade de la construction, certains promoteurs ne risquent-ils pas d'être favorisés pour des raisons sans grand rapport avec l'urbanisme ?

— La tentation sera grande, pour les possesseurs de résidences secondaires, de louer à des résidents permanents à des tarifs prohibitifs. Ne disposeront-ils pas, en effet, de 60 % de la capacité d'hébergement réel ?

— Les impératifs contradictoires du développement industriel de Bordeaux et de l'aménagement touristique ne risquent-ils pas de bloquer indéfiniment la réalisation des équipements collectifs (écoles, hôpitaux, etc.) ?



Jimenez

Le village-vacances de Seignosse-le-Penon : les pins meurent, la dune recule.

Contrairement à ce qu'affirment les divers responsables de la mission, la population réagit mal. Du reste, M. Netter, responsable de l'animation, a entrepris ces jours-ci une vaste campagne d'information auprès des habitants. Qu'en sortira-t-il ? D'autre part, il a été récemment question, pour financer l'ensemble de l'opération, d'attirer les capitaux privés par la création de sociétés civiles immobilières auxquelles participeraient à la fois les collectivités locales, des caisses de retraite, des syndicats (voir plus haut) et des investisseurs privés. L'affaire de la Garantie foncière obligera sans doute les responsables à envisager d'autres méthodes.

Quelques exemples, pourtant, laissent rêveurs : il est question de créer à Cap-Breton un port de plaisance de mille places, capable d'accueillir un certain nombre de « dériveurs lourds », les seuls susceptibles de naviguer sur la côte. Le devis s'élève à 50 millions de francs. Comme, d'autre part, on doit, au même endroit, édifier 5 000 logements et que le financement du port n'est pas assuré, les responsables envisagent allègrement de faire supporter aux acheteurs de logements le coût du port, soit 10 000 francs par logement.

A Seignosse, la Caisse des dépôts a construit un village-vacances-familles (V.V.F.) et un V.V.T. (village-vacances-tourisme). Le résultat est catastrophique : les pins meurent, la dune recule. Si les architectes de la mission déplorent, sans trop le dire, l'esthétique de cette réalisation, ils se réfugient dans le silence quand on les interroge sur l'équilibre écologique. A part quelques pétitions de principe, aucune étude sérieuse n'a été menée pour savoir si, oui ou non, il était, sans risques pour la forêt, possible de percer le canal transaquitain, et d'aménager, sinon les U.P.A., du moins les secteurs d'équilibre naturel. « Si on écoutait les biologistes, les botanistes, les écologistes, explique M. Aubert, on ne ferait rien du tout. Car ils ne sont pas d'accord entre eux. »

Les élus locaux — qui, comme partout, représentent souvent d'importants intérêts économiques — protestent. Cela confine parfois à la caricature. Telle personnalité, membre du conseil d'administration des Papeteries de Gascogne et du conseil municipal de Mimizan, m'a déclaré un soir :

« Les touristes m'ennuient. L'été, l'hôtellerie débauche, en raison des salaires plus élevés qu'elle verse, une partie de nos 1 200 ouvriers. D'autre part, le touriste aime le soleil et nous, nous faisons pleuvoir en tirant sur les nuages au canon à iodure de sodium, car il faut régulariser la croissance des pins. Enfin, nos déchets qui se déversent dans le courant n'ont jamais gêné personne jusqu'à présent. Qu'en sera-t-il à l'avenir lorsque on nous aura obligés à les déverser en pleine mer, ce qui est arrivé à Saint-Gobain à Facture (1) ? Et cela coûte cher, dans une industrie où la concurrence est sauvage. »

Du reste, en ce qui concerne Mimizan, la Sepanso (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest) a communiqué récemment à la mission interministérielle une étude en forme de réquisitoire. La Sepanso déclare notamment : « On se trouve en présence d'une méconnaissance complète des règles de l'écologie et d'une absence de toute recherche esthétique véritable .»

Comme l'Enfer, le sentier de la mission interministérielle est pavé de bonnes intentions. L'honnêteté et la compétence des responsables ne font pas de doute, bien sûr. Malheureusement le manque de coordination entre l'Oréam-Bordeaux et la mission, les initiatives curieuses de Promotion S.A., la nature du système (le régime porte la corruption comme la nuée porte l'orage), font craindre le pire. Le pire ? Il n'y aura pas de spéculation foncière. Mais à coup sûr spéculation immobilière.

François LOURBET

(1) Saint-Gobain a construit un égoût de haute mer long de 5 km. Il a déjà été emporté deux fois. Les habitants attendent avec intérêt la troisième.

Une société complètement dominée par la dictature du profit

sation illimitée d'espace qui est un charme exceptionnel de l'Aquitaine : trois grands parcs forestiers littoraux sauvegardaient intégralement 80 km de très beaux paysages maritimes, lacustres et terrestres. De plus, une interdiction de construire conservait entre toutes les stations touristiques des manteaux de verdure de plusieurs kilomètres chacun pour empêcher un nouveau « mur de l'Atlantique ». Le long de l'océan et des lacs, les routes littorales — axes de prolifération urbaine ininterrompue — étaient proscrites.

Le droit de tous à la mer et aux lacs était effectivement assuré : point de construction à moins de 500 m de l'océan, à moins de 100 m des lacs ; statut d'espaces publics pour tous les rivages maritimes ou lacustres.

La nature, pour qui ? Dans notre prétendue civilisation des loisirs, plus de la moitié des Français ne peuvent partir en vacances, en raison bien souvent des insuffisances du tourisme social. Le total des places que peuvent offrir les maison familiales, les villages de vacances et les gîtes ruraux représente en France la moitié seulement de *l'accroissement annuel* de la capacité d'accueil dans les résidences secondaires.

C'est pourquoi le programme d'aménagement de la côte aquitaine donnait une priorité à l'expansion du potentiel d'hébergement social et les premiers crédits que j'obtins y furent affectés : réalisation de deux bases de plein air à Bombannes — sur le lac d'Hourtin, en Gironde — et à Hostens, dans la vallée de la Leyre, création d'un essaim de campings et de gîtes ruraux. Pour la première fois en France, une grande opération d'aménagement associait les jeunes non en clients mais en créateurs, en finançant chaque année l'accueil de plusieurs centaines de volontaires sur des chantiers de travaux pour la renaissance des villages ou les fouilles archéologiques.

En changeant la vie du loisir, c'est l'homme lui-même qu'on peut changer. C'est dans le temps et sur le lieu du loisir que l'homme est le plus disponible, le plus désireux de découverte. C'est là qu'on peut le mieux l'aider à s'élever, à accéder à la culture. Les côtes françaises peuvent être un merveilleux terrain d'expériences pour une éducation populaire permanente.

La promotion du touriste devant compter autant que celle du tourisme, un vaste programme d'équipements culturels novateurs commença alors à se réaliser en Aquitaine.

A Marquèze, dans la vallée de la Leyre, naît le premier musée de plein air de France, trésor du terroir, qui rassemble au cœur de la forêt landaise un très bel ensemble de l'architecture locale et présente une passionnante synthèse des interactions de l'homme et du milieu naturel. Dans la vallée de l'Adour, les magnifiques monuments en péril du pays d'Orthe sont restaurés et la précieuse abbaye romane d'Athous, à l'abandon, devient un centre d'initiation à l'archéologie et un haut lieu de spectacles musicaux et poétiques. Sauvé, le beau château de Fort-Médoc, sur les rives de la Gironde, délaissé jusque-là, s'apprête à être un « Royaumont » bordelais. S'élaborent également des centres d'initiation à la nature, à l'architecture, à la musique...

Enfin, en opposition avec ce qui se fit sur la côte du Languedoc, la mise en valeur de la côte aquitaine ne se limitait pas à une mince bande littorale, mais engageait un aménagement en profondeur liant solidairement le développement de l'arrière-pays à celui des rivages de l'océan et des lacs.

Par priorité, l'action portait sur les bassins des rivières — Leyre, Adour, Ciron, Garonne —, là où s'exerce intensément la double fascination, essentielle au tourisme moderne, de l'eau et du soleil. Abandonnée à elle-même depuis longtemps, ravagée par l'exode rural, la belle vallée de la Leyre, au cœur de la forêt landaise, qui, sur 2 000 km², comptait seulement 22 000 habitants, commençait à revivre grâce à de très importants crédits d'Etat qui finançaient une vigoureuse expansion de ses activités touristiques, de ses équipements de loisirs et de sa capacité d'accueil.

Ainsi s'amorçait une renaissance de l'Aquitaine dans le respect et l'épanouissement de sa personnalité.

Quatre ans durant, l'aménagement de la côte aquitaine fut un défi permanent à tout ce qui se passait sur les autres côtes françaises : comment mener durablement une expérience de socialisme humaniste dans une société aussi complètement dominée par la dictature du profit ?

Pour liquider cette expérience qui scandalisait les hommes d'argent, il fut mis fin à mes fonctions en 1970.

Un nouveau programme de mise en valeur abandonna toutes les orientations humanistes antérieures pour singer l'aménagement de la côte du Languedoc, qui constitue une habile synthèse des dogmes des technocrates et des appétits des promoteurs immobiliers. Et le béton vint régner en Aquitaine (1).

Mais c'était oublier qu'une espérance était née en Aquitaine. Et ne voulait pas mourir. A la surprise de beaucoup surgissent sur toutes les côtes françaises des comités de défense pour lutter contre le saccage de la nature et l'appropriation des rivages. S.E.P.A.N.S.O. (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature) en Aquitaine, U.R.V.N. (Union régionale pour la protection de la vie et de la nature) sur la côte d'Azur, U.R.B.E. (Union régionale bretonne) en Bretagne, et bien d'autres encore, mènent ce combat contre une politique qui paupérise l'homme dans son environnement.

Des manifestations éclatent contre les plages privées et le mur de béton méditerranéen ou atlantique. La *Charte de la nature*, adoptée en novembre dernier par dix-sept grandes organisations engagées dans la défense du cadre de vie, proclame le droit de tout homme au libre accès à la mer. La protection des rivages devient un thème mobilisateur de l'opinion, passionne beaucoup de campagnes électorales.

De tout temps, la vie de l'humanité a été liée à la mer. En aliénant la mer, l'homme s'aliène lui-même. Comment — aujourd'hui comme hier, et même plus encore qu'hier — les hommes pourraient-ils se sentir libres si la mer, emprisonnée dans le béton, appropriée par quelques-uns, leur est à tout jamais fermée ?

Philippe SAINT-MARC

(1) L'unité d'aménagement n° 2 (zone de Hourtin) est confiée à la Fédération nationale du bâtiment et l'unité n° 9 (zone de Vieux-Boucou) est proposée à un groupe immobilier dirigé par le prince Murat : grand commerce et petite politique.

CLUB DE L'OBS

JE NE VEUX PAS BRONZER IDIOT !

ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?..



POURQUOI DES VACANCES A TABARKA ?

Pour ceux qui ne veulent pas être les "Panurges" du mois d'août, pour ceux qui rêvent de vacances folles, inoubliables, de fêtes ensoleillées, de plages immenses, de fanfares délirantes... bref, pour ceux qui ne veulent pas bronzer idiot, le club de l'OBS a demandé à «RIVAGES» organisme de voyages de proposer une formule de vacances originales : le festival de TABARKA.

QU'EST-CE QUE LE FESTIVAL DE TABARKA ?

Une extraordinaire fête qui s'étale sur 2 mois!

L'ambiance sera entretenue non seulement par la qualité des spectacles, mais encore par l'animation de rue à laquelle se prêteront un certain nombre de troupes théâtrales et surtout par la volonté des participants qui y seront conviés.

- RUFUS - JULIETTE GRECO - MILES DAVIS - GONG - MANITAS DE PLATA - ART TAYLOR - RAVI SHANKAR - PROCOL HARUM - CRIUM DELIRUM - MAGIC CIRCUS - TEN YEARS AFTER - SLIDE HAMPTON.
- *Café-Théâtre :* BONINO - GRAZIELA MARTINEZ - UN, DEUX, TROIS SOLEILS.
- *Théâtre de rue :* THEATRE DES GROS SABOTS - ALBERT ET SA FANFARE - FRIENDS - BRUNO DE LA SALLE.
- FOLK-SONG
- *Cinéma d'art et d'essai en plein air :* Films de LOSEY - GODARD - HITCHCOCK - CHABROL - ROHMER - JOHN FORD - FLEISCHMANN.
- *Plusieurs concerts de musique classique par semaine.*
- *Spectacle permanent d'arts traditionnels tunisiens :* MALOUF - DANSE POPULAIRE BEDOUINE - Festival du corail : Troupes de toutes les régions du MAGREB.

Spectacle permanent de light show : animé par VASCO.
Fantasias de toutes régions .

Un programme définitif avec dates, sera remis sur simple demande.

OU ET QUAND ?

TABARKA est situé sur la côte nord-ouest de la Tunisie près de la frontière algérienne. Ce village de pêcheurs est bordé de vastes plages de sable, de collines boisées de pins, de chênes-lièges et de mimosas.

Le festival a lieu en juillet et en août, chacun peut y rester autant de semaines qu'il le désire. Les départs ont lieu de Paris, tous les lundis, mardis et mercredis, de Marseille, tous les mardis. Des vols spéciaux AIR FRANCE/TUNIS AIR vous amèneront jusqu'à Tunis. De là des cars affrétés par nos soins vous conduiront à TABARKA.

Les participants au Festival seront reçus dans un village de huttes (murs en dure et toit de chaume). Matelas et draps sont fournis. Sanitaires sur place (douches, lavabos, W.-C.). Entre deux jam'session, après un bon bain et durant toute la fête, plusieurs restaurants sont prêts à vous rassasier (certains sont ouverts très tard le soir). Leurs prix sont incroyables : 3 plats pour 600 millimes tunisiens (6 à 7 F). Un forfait permet d'acheter, pour 95 F la pension complète de Paris. Possibilité de séjour à l'hôtel.

SPECTACLE ET ATELIERS

Chacun pourra participer, s'il le désire et autant qu'il le voudra, aux activités artistiques. Des artistes participants habiteront le village du festival. Ceci afin de rompre les barrières habituelles entre « créateurs et spectateurs ». Des professeurs qualifiés permettront, toujours à ceux qui le désirent, de s'initier ou de se perfectionner dans les domaines de la peinture, la sculpture, la danse moderne, l'improvisation et les techniques théâtrales, les bases de la langue arabe etc.

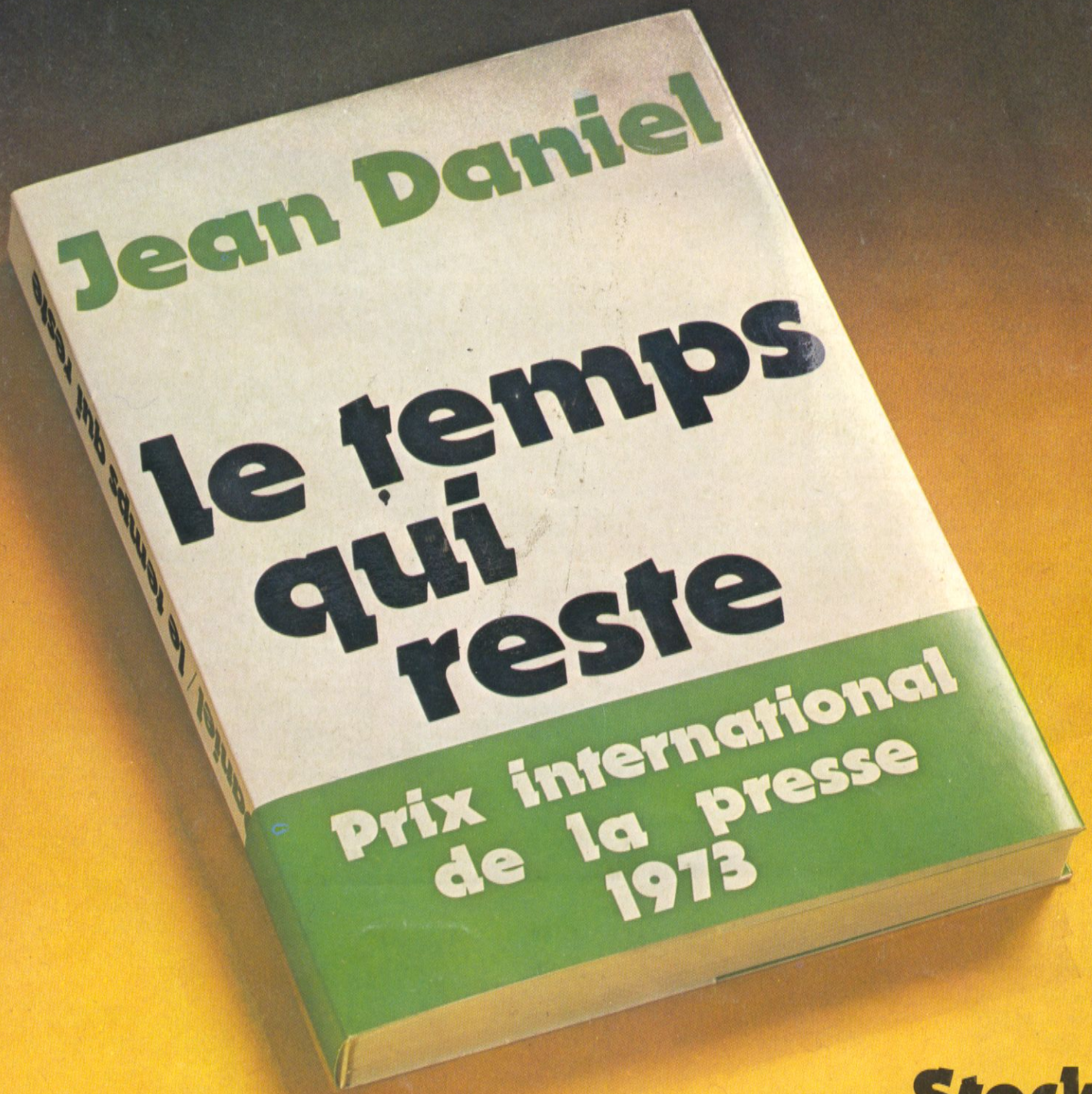
festival de TABARKA

à partir de 650 F une semaine

Le Club du Nouvel Observateur se réserve le droit de modifier tout horaire et itinéraire en cas de force majeure ou pour des raisons techniques ou hôtelières.
Le Club du Nouvel Observateur se réserve le droit de n'accepter des souscriptions que dans la limite des places disponibles.

L'ESPRESSO, ITALIE
NEWSWEEK, USA
NIN, YOUGOSLAVIE
LE NOUVEL OBSERVATEUR, FRANCE
THE OBSERVER, GRANDE-BRETAGNE
DER SPIEGEL, ALLEMAGNE
TRIUNFO, ESPAGNE

ONT CHOISI



Stock